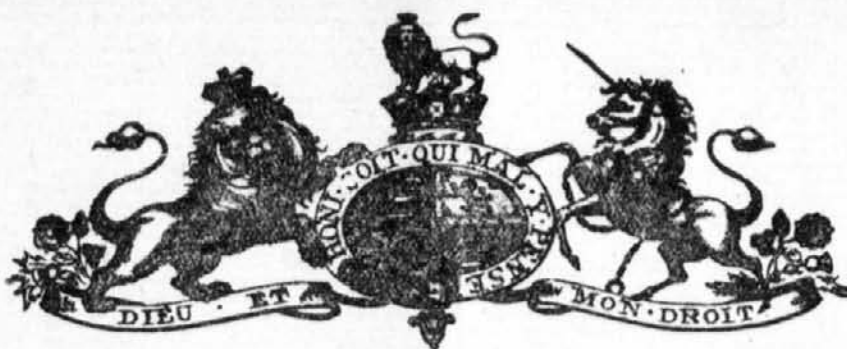




Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC.

QUÉBEC, SAMEDI, 19 OCTOBRE 1912.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 3573

PROVINCE DE QUEBEC.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE A LA CHANCELLERIE.

Québec, 17 octobre 1912.

Le seizième jour d'octobre mil neuf cent douze, monsieur Joseph-Léonide Perron, avocat, de Montréal, a été élu député à l'Assemblée législative de la province de Québec dans le district électoral de Verchères.

Le greffier de la couronne à la chancellerie,
4335 L.-P. GEOFFRION.

Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du dixième jour d'octobre 1912, d'ajouter à la commission de la paix, pour le :

District de Trois-Rivières.—M. Téléphore Gaspard Charette, commerçant et cultivateur, de Sainte-Marie, de Blandford, comté de Nicolet. 4279

PROVINCE OF QUEBEC.

QUEBEC, SATURDAY, 19th OCTOBER, 1912.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 3574

PROVINCE OF QUEBEC.

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY.

Québec, 17th October, 1912.

On the sixteenth day of October, one thousand nine hundred and twelve, Mr. Joseph Léonide Perron, of Montreal, advocate, was elected member of the Legislative Assembly of the Province of Quebec in the electoral division of Verchères.

The Clerk of the Crown in Chancery,
4336 L. P. GEOFFRION.

Appointment

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the tenth day of October, 1912, to associate to the commission of the peace for the :

District of Three Rivers.—Mr. Téléphore Gaspard Charette, trader and farmer, of Sainte-Marie de Blandford, county of Nicolet. 4280

21 OCT 1912

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.

F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCOT, } **A**TTENDU que
Assistant-Procureur-Général } sur présentation au conseil municipal du comté de Lotbinière, d'une requête des deux-tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires habitant un certain territoire y mentionné, situé dans la municipalité de la paroisse de Saint-Flavien, dans le dit comté, dans Notre province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté de Lotbinière a nommé M. Félix Pagé, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête :

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie ;

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué avec amendements par le conseil du susdit comté.

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec, a par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport :

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code Municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit, savoir :

La municipalité du village de Saint-Flavien, dans le comté de Lotbinière, est un démembrement de la municipalité de la paroisse de Saint-Flavien, et ses bornes comme suit, savoir :

Au nord, les lots Nos. 264 et 402 ; au sud, les lots Nos. 293 et 416 ;

A l'est, les lots Nos. 179 et 212, tous du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Flavien ;

A l'ouest, la seigneurie de Lotbinière, sera détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Flavien, et formera une municipalité séparée sous le nom de " La municipalité du village de Saint-Flavien ", à partir de ce jour.

Et par les présentes Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons que le dit village de Saint-Flavien forme une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Proclamations

Canada.
Province of
Québec.

F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCOT, } **W**HEREAS on
Assistant Attorney General } presentation to the county council of the county of Lotbinière, of a petition from two-thirds of the municipal electors dwelling in a certain territory therein mentioned, situate in the municipality of the parish of Saint Flavien, in the said county, in Our province of Quebec, praying for the erection of the said territory into a village municipality, the said county council of the said county of Lotbinière has named Mr. Félix Pagé, special superintendent, charged to visit the aforesaid territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to report on the said petition :

AND WHEREAS the said special superintendent has transmitted to the said council a report mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which, in his opinion, should be assigned to the said tract of land hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent ;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been duly homologated with amendments by the council of the county aforesaid.

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, has, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, approved the said report :

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of Our said Province, We do hereby declare that the said territory, to wit :

The territory bounded and described as follows, to wit :

The municipality of the village of Saint Flavien, in the county of Lotbinière, is a dememberment of the municipality of the parish of Saint Flavien, and its boundaries are as follows, to wit :

On the north, the lots Nos. 264 and 402, on the south, the lots Nos. 293 and 416 ;

On the east, the lots Nos. 179 and 212, all of the official cadastre of the parish of Saint Flavien ;

On the west, the seigniorie of Lotbinière, shall be detached from the municipality of the parish of Saint Flavien, and shall henceforth form a separate municipality under the name of the " Municipality of the village of Saint Flavien ".

And We do hereby make, constitute, erect and declare the said village of Saint Flavien, a village municipality, pursuant to the provisions of the said municipal code of the province of Québec.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed. WITNESS Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec ce DIXIEME jour d'OCTOBRE, en l'année mil neuf cent douze de l'ère chrétienne et de Notre règne la troisième année.

Par ordre,

4291

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

C. FITZPATRICK,

Suppléant du Gouverneur-Général du Canada.
[L. S.]

CANADA.

GEORGE CINQ, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles peuvent concerner.—SALUT :

PROCLAMATION.

E. L. NEWCOMBE, } ATTENDU qu'il a
Sous-ministre de la } plu au Dieu Tout-
Justice, Canada. } Puissant, dans sa bonté
extrême, d'accorder au Canada cette année une abondante moisson et d'autres bienfaits, —

En conséquence, Nous avons cru que ces bienfaits que partage Notre population tout entière, doivent être reconnus d'une manière publique et solennelle ; et Nous avons fixé, et fixons par les présentes, par et de l'avis de Notre Conseil privé pour le Canada, lundi le vingt-huitième jour d'octobre prochain, comme jour d'actions de grâces pour remercier le Dieu Tout-Puissant de l'abondante moisson et autres bienfaits qu'il Lui a plu d'accorder au Canada durant la présente année. Et Nous invitons tous Nos bien-aimés sujets du Canada d'observer le dit jour comme jour d'actions de grâces.

De ce qui précède Nos féaux sujets et tous ceux que les présentes peuvent concerner, sont par les présentes requis de prendre connaissance et d'agir en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN, Notre Très fidèle et bien-aimé Conseiller le Très Honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, Juge en chef du Canada et suppléant de Notre Très cher et Bien-aimé Oncle et Très fidèle Conseiller le Feld-maréchal Son Altesse Royale le Prince ARTHUR WILLIAM PATRICK ALBERT, Duc de Connaught et Strathearn, comte de Sussex (dans la pairie du Royaume-Uni), Prince du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Duc de Saxe, Prince de Saxe-Cobourg et Gotha, Chevalier de Notre Ordre Très noble de la Jarretière ; Chevalier de Notre Ordre Très ancien et Très noble du Chardon ; Chevalier de Notre Ordre Très illustre de Saint-Patrice ; l'un de Notre Très honorable Conseil Privé, Grand Maître de Notre Ordre Très honorable du Bain ; Chevalier Grand Commandeur de Notre Ordre Très exalté de l'Etoile de l'Inde ; Chevalier Grand-croix de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges ; Chevalier Grand Commandeur de Notre Ordre Très éminent de l'Empire Indien ; Chevalier Grand-croix de Notre Ordre Royal de Victoria ; Notre Aide-de-Camp personnel ; Gouverneur Général et Commandant en chef de Notre Puissance du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre CITE d'OTTAWA, ce VINGT-HUITIEME jour de SEPTEMBRE, en l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent douze, et de Notre Règne la troisième.

Par ordre,

4129

THOMAS MULVEY,
Sous-secrétaire d'Etat.

At Our Government House of the Province of Quebec, in Quebec, this TENTH day of OCTOBER, in the year one thousand nine hundred and twelve, in the christian era, and in the third year of Our Reign.

By command,

4292

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

C. FITZPATRICK,

Deputy Governor General of Canada.
[L. S.]

CANADA.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the seas KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come, or whom the same may in any wise concern,—GREETING :

A PROCLAMATION.

E. L. NEWCOMBE, } WHEREAS it hath
Deputy Minister of } pleased Almighty
Justice, Canada. } God, in His Great Good-
ness to vouchsafe this year unto Our Dominion of Canada, a bountiful harvest and other blessings,—

We, therefore, considering that these blessings enjoyed by Our people throughout the said Dominion do call for a public and solemn acknowledgment, have thought fit, by and with the advice of Our Privy Council for Canada, to appoint, and We do appoint Monday, the twenty-eighth day of October next, as a day of general thanksgiving to Almighty God for the bountiful harvest and all other blessings with which Canada has been favoured this year ; and We do invite all Our loving subjects throughout Canada to observe the said day as a day of General Thanksgiving

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Canada to be hereunto affixed. WITNESS, Our Right Trusty and Well BELOVED Councillor, the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Knight Grand Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George ; Chief Justice of Canada and Deputy of Our Most Dear and Entirely Beloved Uncle and Most Faithful Counsellor, Field Marshal His Royal Highness PRINCE ARTHUR WILLIAM PATRICK ALBERT, Duke of Connaught and of Strathearn, Earl of Sussex (in the Peerage of the United Kingdom) ; Prince of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Duke of Saxony, Prince of Saxe-Coburg and Gotha ; Knight of Our Most Noble Order of the Garter ; Knight of Our Most Ancient and Most Noble Order of the Thistle ; Knight of Our Most Illustrious Order of Saint Patrick ; One of Our Most Honourable Privy Council ; Great Master of Our Most Honourable Order of the Bath ; Knight Grand Commander of Our Most Exalted Order of the Star of India ; Knight Grand Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George ; Knight Grand-Commander of Our Most Eminent Order of the Indian Empire ; Knight Grand Cross of Our Royal Victorian Order ; Our Personal Aide-de-Camp ; Governor General and Commander-in-Chief of Our Dominion of Canada.

At Our Government House, in Our City of OTTAWA, this TWENTY EIGHTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and twelve, and in the third year of Our Reign.

By Command,

4130

THOMAS MULVEY,
Under-Secretary of State.

Canada,
Province de }
Québec.
[L. S.]

F. LANGELIER.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes verront ou elles pourraient concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT,
Assistant Procureur-Général.

ATTENDU qu'il a plu au Dieu Tout-Puissant, dans sa bonté extrême, d'accorder cette année à la province de Québec, une abondante récolte et d'autres bienfaits ;

En conséquence, Nous avons cru que ces bienfaits que partage notre population toute entière doivent être reconnus d'une manière solennelle et publique ; et nous avons fixé, de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province de Québec, LUNDI, le VINGT-HUITIEME jour d'OCTOBRE prochain 1912, comme JOUR D'ACTIONS DE GRACES pour remercier Dieu Tout-Puissant de l'abondante moisson et des autres bienfaits qu'il Lui a plu d'accorder à la province de Québec durant la présente année, Et nous invitons tous nos biens aimés sujets de Notre province de Québec d'observer le dit jour comme jour d'actions de grâces.

De tout ce que dessus tous Nos. féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et à icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite province de Québec, ce SEPTIEME jour d'OCTOBRE, en l'année mil neuf cent douze de l'ère chrétienne et de Notre règne la troisième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

4127

Sous-secrétaire de la province.

Canada,
Province de }
Québec.
[L. S.]

F. LANGELIER

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes :—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT !

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le quinze octobre mil neuf cent douze, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au cinq novembre prochain ;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le quinze octobre prochain ; vous convoquons par les présentes pour le CINQ NOVEMBRE prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons ce vous assembler à cette date au palais de la législature, en ladite cité de Québec, pour y EXPEDIER LES AFFAIRES DE LA PROVINCE et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

Canada
Province of }
Quebec.
[L. S.]

F. LANGELIER.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT,
Assistant Attorney General.

WHEREAS Almighty God has been pleased, in His extreme goodness, to grant this year, an abundant harvest and other blessings to the province of Quebec ;

We, therefore, considered that these blessings enjoyed by Our entire population call for a solemn and public acknowledgment ; accordingly, We have fixed, by and with the advice of the Executive Council of Our province of Quebec, MONDAY, the TWENTY EIGHTH day of OCTOBER next, 1912, as a DAY of GENERAL THANKS-GIVING to Almighty God for the bountiful harvest and other blessings which He has been pleased to grant to the province of Quebec during this year. And We do invite all Our loving subjects of Our province of Quebec to observe the said day as a day of general thanksgiving.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Sir FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SEVENTH day of OCTOBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and twelve, and in the third year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

4128

Deputy Provincial Secretary.

Canada,
Province of }
Quebec.
[L. S.]

F. LANGELIER

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India :

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the fifteenth of October, one thousand nine hundred and twelve, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the fifth of November next ;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec on the fifteenth of October next, and hereby convene you for the FIFTH of NOVEMBER next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings in the said city of Quebec, for the DESPATCH OF THE BUSINESS OF THE PROVINCE, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGEЛИER, chevalier, lieutenant-gouverneur de la dite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce douzième jour de septembre, l'an de grâce mil neuf cent douze, et de Notre règne le troisième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie,
Québec,
3811 L. P. GEOFFRION.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed ;

WITNESS : Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGEЛИER, Knight, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Québec, this twelfth day of September, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and twelve, and in the third year of Our Reign.

By command,

L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

3812

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq octobre 1912, constituant en corporation MM. Adélard Laberge et Israël Laberge, marchands, de Beloeil Station, Adélard Benoît, hôtelier, Oscar Berthiaume, agent, de Saint-Bruno, et Rosaire Prieur, gérant, de la Pointe-aux-Trembles, dans les buts suivants :

Faire commerce d'immeubles dans toutes ses branches ;

Exercer l'industrie de courtiers d'immeubles dans toutes ses branches ;

Acquérir des immeubles par voie d'achat, échange, bail, louage ou de toute autre manière, et les posséder, cultiver, faire arpenter, subdiviser en lots à bâtir, avec des rues, ruelles et parcs, développer, améliorer, louer, échanger, vendre, hypothéquer et en disposer d'une manière générale ;

Construire ou faire construire, sur les dits terrains et immeubles, des constructions, des égouts, rues, ruelles, chemins, maisons, moulins, usines et manufactures et autres bâtisses qui pourront être nécessaires ou avantageuses et les louer, échanger, hypothéquer, vendre et disposer ;

Faire des avances d'argent, par voie de prêt, aux acquéreurs, possesseurs, locataires ou occupants d'aucune des propriétés de la compagnie, aux fins d'aider et encourager l'érection de bâtisses ou de toutes autres améliorations, sur les propriétés de la dite compagnie ou autre ;

Convenir, dans les cas de vente ou d'aliénation de partie des immeubles et propriétés de la compagnie, qu'à la mort de l'acheteur ou de l'acquéreur, ses héritiers ou représentants légaux seront libérés de la balance restant due sur le prix de vente ou d'aliénation ;

Prendre et tenir en garantie du remboursement de tout prêt fait par la compagnie, ou toute créance de la compagnie, et pour le paiement du prix en considération d'aucun contrat fait par ou avec la compagnie, des hypothèques ou autres garanties quelconques ;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter les parts, actions, débentures et toutes autres garanties d'aucune compagnie ou corporation faisant les mêmes opérations que la présente compagnie requérante ou faisant tout commerce de nature à apporter des bénéfices et avantages à cette compagnie ;

Exploiter, louer, vendre ou acheter par bail ou autrement, tous droits de mine, minéraux et carrières ;

Emettre et accorder toute part ou action acquittée dans le capital-actions de cette compagnie, en paiement du prix d'aucune fran-

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Québec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the fifth day of October, 1912, incorporating Messrs. Adélard Laberge and Israël Laberge, merchants, of Beloeil Station, Adélard Benoît, hotelkeeper, Oscar Berthiaume, agent, of St-Bruno, and Rosaire Prieur, manager, of Pointe-aux-Trembles, for the following purposes :

To carry on a real estate business in all its branches ;

To carry on the business of real estate brokers in all its branches ;

To acquire immovables by way of purchase, exchange, lease, rental or in any other manner, and hold, cultivate and have same surveyed and subdivided into building lots, with streets, lanes and parks, and develop, improve lease, exchange, sell, hypothecate and otherwise dispose of same in a general manner ;

To construct or cause to be constructed in or upon the said lands and immovables, drains, sewers, roads, streets, lanes, houses, mills, factories, manufactories and any other works or buildings which may be deemed necessary or advantageous and to let, exchange, sell, hypothecate and dispose of same ;

To advance money by way of loans to the purchasers, holders, lessees or occupants of any part of the company's properties to aid in the erection of buildings or in the making of improvements thereon ;

To covenant in the case of the sale or alienation of part of the immovables and property of the company that on the death of the buyer or purchaser, their heirs or legal representatives shall be freed from the balance remaining due on the price of sale or alienation ;

To take and hold, as security for the repayment of any loan made by the company or for any debt due to the company, and for the payment of the price or consideration of any contract made with the company, mortgages or securities of any nature whatsoever ;

To buy, acquire and hold and to sell, assign, transfer the shares, debentures and any other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being of benefit or advantage to this company ;

To exploit, lease, sell or purchase by lease or otherwise any mining rights, minerals and quarries ;

To issue and allot as fully paid up any shares of the capital stock of the company in payment for any franchise, undertaking,

chise, entreprise, propriété mobilière et immobilière, garantie, créance, droits, privilèges et hypothèques, lettres patentes, licence que cette compagnie pourra acquérir ou en paiement d'aucune dette ou obligation qu'elle pourra devoir ;

Se fusionner avec toute autre compagnie faisant des opérations du même genre ;

Rémunérer toute personne ou compagnie, pour services rendus ou qui peuvent être rendus en plaçant ou aidant à placer et garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie et toutes débetures et autres garanties de la compagnie ou dans ou pour la formation ou l'avancement de la compagnie ou la conduite de ses affaires et payer pour les dits services, en tout ou en partie, en actions acquittées de la compagnie ou autrement ;

Acquérir et faire toutes autres affaires qui peuvent paraître à la compagnie, capables d'être conduites convenablement en rapport aux affaires ou objets de la compagnie ou calculé directement ou indirectement pour augmenter sa valeur ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la dite compagnie ;

Faire signer et exécuter tous les actes, contrats et choses quelconques qui peuvent découler des présents pouvoirs et sont propres aux fins et aux objets que cette compagnie a en vue ; faire toutes autres choses qui peuvent être en rapport ou utiles à l'accomplissement des susdits objets et les faire, toutes ou aucune, comme patrons, agents et procureurs et exercer tous les pouvoirs conférés par la dite loi des compagnies, sous le nom de "Southern Counties Realty Company, Incorporated", avec un capital de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4257

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Charles Mackay Cotton, avocat, Herbert Lubin, agent d'immeubles, de la cité de Westmount, Egbert W. Westover, avocat, Malcolm Baird Kershaw, comptable, de la cité de Montréal, et Walter Joseph Shea, gérant, de la ville de Montréal Ouest, dans les buts suivants :

Manufacturer, acheter ou acquérir autrement, détenir, posséder, vendre, céder, transporter, importer, louer et faire le commerce de films de vues mouvantes, lampes, carbone, lentilles, condenseurs, machines et appareils ou accessoires y ayant rapport, de toute classe et description, et tous autres articles ou objets d'un caractère semblable ou analogue aux susdits objets ou à aucun d'eux, ou y ayant rapport ;

Acheter, prendre à bail, ériger ou acquérir autrement des appareils ou instruments pour vues mouvantes en plein jour ou en pleine lumière, lumière instantanée ou autres moyens pour produire et représenter des vues mouvantes en plein jour ou en pleine lumière ;

Maintenir, mettre en opération, installer et contrôler des vues mouvantes en plein jour ou en pleine lumière dans tout théâtre, salle, salle de spectacle, salle de musique ou autres endroits où les représentations de théâtre, d'opéra ou de vaudeville et autres formes d'amusement sont présentées ;

Produire, promouvoir, imprimer, posséder, acheter, présenter, et autoriser d'autres personnes à produire et présenter des pièces de théâtre, opéras, jeux de cirque, nouveautés de

moveable and immoveable property, security, claim, rights, privileges and hypothecs, letters patent, license that this company may acquire or in satisfaction of any debt or obligation it may owe ;

To amalgamate with any other company carrying on operations of a like nature ;

To remunerate any person or company for services rendered or that may be rendered in placing or assisting to place and guaranteeing the placing of any of the shares of the capital of the company and any debentures and other securities of the company or in or for the formation or promotion of the company or the conduct of its business, and pay for the said services, in whole or in part, with paid up shares of the company or otherwise ;

To acquire and do all such other things as may appear to the company capable of being conducted conveniently in connection with the business or objects of the company or calculated directly or indirectly to enhance the value or render profitable any of the said company's property or rights ;

To sign and execute any acts, contracts and things whatsoever that may be derived from the present powers and are proper for the purposes and objects that the company has in view ; to do all such other things relating or useful to the fulfilment of the aforesaid objects, and do any or all such as principals, agents and attorneys, and exercise all the powers conferred by the said Companies Act, under the name of "Southern Counties Realty Company, Incorporated", with a capital of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4258

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1912, incorporating Messrs. Charles Mackay Cotton, advocate, Herbert Lubin, real estate agent, of the city of Westmount, Egbert W. Westover, advocate, Malcolm Baird Kershaw, accountant, of the city of Montreal, and Walter Joseph Shea, manager, of the town of Montreal West, for the following purposes :

To manufacture, purchase or otherwise acquire, hold, own, sell, assign, transfer, import, lease, trade and deal in moving pictures films, lamps, carbons, lenses, condensers, machines and appliances or accessories thereto of every class and description, and in any other articles or things of a character similar or analogous to the foregoing or any of them, or connected therewith ;

To purchase, take on lease, erect or otherwise acquire day light or full light moving picture appliances or apparatus, spot light or other devices for producing and representing day light or full light moving pictures ;

To maintain, operate, install and control day light or full light moving pictures in any theatre, hall, playhouse, music hall or other place where theatrical, operatic or vaudeville performances and other forms of amusement may be presented ;

To produce, promote, print, own, purchase and present, and to license others to produce and present theatrical plays, operas, circus performances, vaudeville novelties, moving

vaudeville, représentations de vues mouvantes et toutes autres formes de divertissement ou amusement présentés ordinairement dans les théâtres, salles d'opéras, parcs et autres places de divertissement ou d'amusement ;

Détenir, posséder, acquérir par achat ou autrement et vendre toutes les scènes et propriétés et tous les plans brevetés ou non brevetés qui peuvent être employés dans tout théâtre, salle d'opéra ou autre place de divertissement ou d'amusement ;

Construire, posséder, bâtir, louer, donner à bail, acheter ou acquérir autrement et détenir toutes bâtisses, bureaux, ateliers, théâtres, salles de spectacle, salles de musique, parcs et autres endroits ou les représentations de pièces de théâtre, d'opéras, de vaudeville ou de vues mouvantes et autres formes de divertissement ou d'amusement peuvent être présentées et vendre, disposer et faire le commerce avec les propriétés ainsi acquises et détenues, et y donner des représentations publiques ou privées de toute sorte, ou dans tout autre endroit ;

Acheter ou acquérir autrement, posséder et détenir toutes affaires, franchises, entreprise, propriété, droits, privilèges, baux, options, clientèles ou autres concessions que la compagnie peut légalement acquérir en vertu d'eux ;

Emettre des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations ou autres garanties de la compagnie en paiement ou partie de paiement pour tous meubles ou immeubles, droits ou autres actifs acquis par la compagnie par aucun titre ;

Vendre, louer l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle, ou en disposer autrement, pour telle considération que la compagnie peut juger à propos, ou s'amalgamer avec toute personne, société ou corporation faisant des affaires en tout ou en partie semblables à celles de la compagnie, aux termes et conditions qui peuvent être jugés à propos, et, en paiement de la considération d'iceux, accepter de l'argent, des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations, débiteures ou autres garanties de toute autre corporation, et distribuer parmi les actionnaires de la compagnie, de temps en temps toutes espèces, actions, obligations, débiteures, garanties ou autres biens appartenant à la compagnie ;

Agir comme agent pour toute personne, société ou corporation faisant des affaires semblables à celles que cette compagnie est autorisée à faire ;

Payer tous les frais ayant rapport à la charte d'incorporation de la compagnie, et faire toutes choses qui peuvent être en rapport ou utiles à l'acquisition des susdits objets ;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus en plaçant, aidant à placer ou garantissant le placement de toutes actions du capital actions de la compagnie, ou toutes autres débiteures ou toutes autres garanties de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation de la compagnie, ou la conduite de ses affaires, sous le nom de "Starland Theatres Incorporated", avec un capital total de soixante et quinze mille piastres (\$75,000.00), divisé en sept mille cinq cents (7,500) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD.

4245

Sous-secrétaire de la province.

picture exhibitions, and all other forms of entertainment or amusement usually presented in theatres, opera houses, parks and other places of entertainment or amusement ;

To hold, own, acquire, by purchase or otherwise, and to sell all scenery and properties and all patented or unpatented devices which may be used in connection with any theatre, opera house, or other place of entertainment or amusement ;

To built, own, construct, lease, rent, purchase or otherwise acquire and hold any buildings, offices, workshop, theatres, playhouses, music halls, park and other places where theatricals, operatic, vaudeville or moving pictures performances and other forms of entertainment or amusement may be presented and to sell, dispose of and otherwise deal with property so acquired and held, and to give public or private performances of any kind therein or anywhere else ;

To purchase or otherwise acquire, own and hold any business, franchise, undertaking, property, rights, privileges, leases, options, goodwill or other concessions which the company may lawfully acquire by virtue hereof ;

To issue fully paid up and non-assessable shares, bonds or other securities of the company in payment, or in part payment for any real or personal property, rights or other assets acquired by the company by any title ;

To sell, lease, or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may deem proper, or to amalgamate with any individual, firm or corporation carrying on business with objects altogether or in part similar to those of the company on such terms and conditions as may be deemed advisable, and in payment of the consideration therefor to accept cash, fully paid up and non-assessable shares bonds, debentures, or other securities of any other corporation, and to distribute among the shareholders of the company, from time to time, any specie, shares, bonds, debentures, securities or other property belonging to the company ;

To act as agent for any individual, firm or corporation carrying on business similar to the business which this company is authorized to carry on ;

To pay all costs incidental towards the charter of incorporation of the company, and to do any such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects ;

To remunerate any person or company for services rendered in placing, assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company's capital stock, or any other debentures or any other securities of the company, or in or about the formation of the company, or the conduct of its business, under the name of "Starland Theatres Incorporated", with a capital stock of seventy five thousand dollars (\$75,000.00), divided into seven thousand five hundred (7,500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh of October, 1912.

C. J. SIMARD.

4246

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du troisième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. O. A. Porritt, directeur-gérant, de la Cie Pulpe Jonquières, Robert S. Hall, surintendant, Joseph Porritt, surintendant des moulins de la Pulpe Jonquières, Pulpe Co., J. G. Verrault, notaire, et Haby Labad, comptable, tous de Jonquières, dans les buts suivants :

La compagnie aura le droit de payer les propriétés mobilières et immobilières, matériel roulant et matériaux de toutes sortes qu'elle acquerra, par des actions acquittées et non sujettes à appel ;

La compagnie pourra acheter ou autrement acquérir ou posséder l'ensemble ou partie du commerce, des biens, de l'actif de toutes personnes ou compagnies faisant un genre d'affaire que la cédant des biens pouvant servir à atteindre les fins de la compagnie, et ce dans les comtés de Chicoutimi et du Lac Saint-Jean ou ailleurs ;

Acheter, vendre, louer ou échanger toutes propriétés immobilières, droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaire ou utiles pour atteindre l'un de ses objets ;

Etablir ou organiser toute compagnie dans le but d'acquérir la totalité ou partie des propriétés, droits ou obligations de la compagnie et pour toutes autres objets qui pourront sembler directement ou indirectement à l'avantage de la compagnie ;

Acquérir des terrains ou propriétés immobilières ou intérêts sur des terrains ou propriétés immobilières ;

Faire le commerce en gros et en détail de toutes sortes de marchandises et effets, ainsi que le commerce d'entrepôts généraux dans tous ses branches, et généralement faire le commerce de tous produits, provisions, matériaux et marchandises de toute espèce, sous le nom de "Saguenay Coal & Lumber Company", avec un capital de quarante mille piastres (\$40,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Kénogami.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'octobre 1912

C. J. SIMARD,

4255

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Alexandre Duclos, agent, A. O. Raoul Duclos, entrepreneur, Henriette Racicot, épouse d'Alexandre Duclos, Francis A. Sylvestre, surintendant, et Emélie Gagnon, sténographe, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, échanger, louer par tout autre titre légal et posséder, détenir, démolir, embellir, exploiter, louer, vendre, échanger ou autrement céder des immeubles, limites à bois, licences pour bois, pouvoirs d'eau et autres propriétés mobilières et immobilières de toute sorte et description, et faire les affaires d'immeubles et d'agents financiers et agir comme agents pour les fins de vente, bail, conduite et administration de propriétés immobilières, et charger des commissions pour ses services ;

Construire sur les terrains appartenant à la compagnie ou sur ceux dans lesquels elle peut être intéressée en aucune manière quelconque, ou sur la propriété de ses clients, des bâtisses devant servir pour toute fin quelconque, et entretenir, surveiller, travailler, louer, sous-louer, vendre toutes les bâtisses ainsi construi-

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1912, incorporating Messrs. O. A. Porritt, managing director, of the Jonquières Pulp Company, Robert S. Hall, superintendent, Joseph Porritt, superintendent of Jonquières Pulp Company's Mills, J. G. Verrault, notary, and Haby Labad, accountant, all of Jonquières, for the following purposes :

The company shall have the right to pay for the moveable and immoveable property, rolling stock and materials of all kinds it may acquire, with paid up and non assessable shares ;

The company may purchase or otherwise acquire and hold the whole or part of the business, property, assets of any persons or companies carrying on any kind of business suitable for the attainment of the purposes of the company, and such within the counties of Chicoutimi and Lake Saint John or elsewhere ;

To purchase, sell, lease or exchange any immoveable property, rights or privileges that the company may deem necessary or useful for the attainment of any of its objects ;

To establish or organize any company for the purpose of acquiring the whole or part of the property, rights or obligations of the company and for any other objects that may seem directly or indirectly to the advantage of the company ;

To acquire land or immoveable property and interests in land or immoveable property ;

To carry on business wholesale and retail in all kinds of merchandise and effects, and also as general warehouse-keepers in all its branches, and generally deal in any products, provisions, materials and merchandise of every kind, under the name of "Saguenay Coal & Lumber Company", with a capital of forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into four hundred (400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Kenogami.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4256

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1912, incorporating Messrs. Alexandre Duclos, agent, A. O. Raoul Duclos, contractor, Henriette Racicot, wife of Alexandre Duclos, Francis A. Sylvestre, superintendent, and Emélie Gagnon, stenographer, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase, exchange, lease or any other legal title and to possess, hold, demolish, embellish, exploit, rent, sell, exchange or otherwise make over real estate, timber limits, timber licenses, water powers and other moveable or immoveable property of all kind and description and to carry on the business of real estate and financial agents and act as agents for the purpose of selling, leasing, managing and administering immoveable property and charge commissions for its services ;

To construction the lands owned by the company, or in which it may be interested in any whatever, or on the property of its customers, buildings to be used for any purposes whatever, and maintain, superintend, work, rent, sublet, sell and otherwise dispose of all buildings so constructed and all other build-

tes et toutes autres bâtisses louées par la compagnie ou lui appartenant, et en disposer autrement, et faire les affaires de constructeurs, d'entrepreneurs et de fournisseurs de matériaux ;

Préparer des rues, carrés ou terrains en faveur des personnes ou municipalités, aux termes et conditions que la compagnie peut juger à propos, et faire et entrer en aucun arrangement ou contrat pour paver, macadamiser, diminuer la pente, réparer, nettoyer, restaurer les rues et chemins publics, et pour la construction, ouverture et réparation des conduits, citernes, drainages ou égouts ;

Aider, par voie de garantie ou autrement, avancer des argents au moyen de prêt ou prêts aux clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et aux acheteurs ou acquéreurs ou locataires d'aucune partie des propriétés de la compagnie pour les fins de constructions ou autres améliorations d'icelles ;

Aider par des avances d'argent la construction et l'entretien des chemins, rues, ruelles, aqueducs, drainages, égouts et autres travaux calculés à rendre la propriété de la compagnie plus accessible et à augmenter sa valeur ;

Payer pour toutes propriétés, immunités, privilèges, baux ou droits quelconque acquis par ou pour la compagnie, et pour services rendus et travail fait pour elle, y compris la construction, en tout ou en partie, des bâtisses érigées par et pour la compagnie, en obligations de la compagnie, ou partie en obligations et partie en actions ;

Acquérir et prendre toute ou partie de la propriété et entreprises, y compris la clientèle et autres droits de toutes personnes, sociétés, associations ou corporations ayant des pouvoirs semblables à ceux de la présente compagnie, aux termes et conditions qui peuvent être convenus, et assumer les obligations de toute personne, société ou compagnie endettée envers la compagnie ou faisant des affaires semblables à celles de la présente compagnie, aux termes et conditions qui peuvent être convenus, et se charger des obligations de toute personne, société ou compagnie endettée envers la compagnie ou faisant des affaires semblables à celles conduites par cette compagnie ;

Placer les fonds de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis en aucune manière qui sera déterminée de temps en temps, et en disposer ;

Dédommager par paiement en argent ou par l'émission d'actions acquittées de la compagnie, ou par obligations ou débiteures ou par aucune autre manière, toute personne ou corporation, pour services rendus en disposant ou aidant à disposer ou garantissant la disposition de partie du capital actions de la compagnie ou toutes obligations ou autre valeur de la compagnie ou ayant rapport à la formation ou avancement de la compagnie ou autrement ;

Vendre l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier, pour actions, débiteures ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou en disposer ;

Mettre en opération seule ou conjointement avec toute association d'immeubles, ou toute autre association un échange d'immeubles et compiler, enregistrer et publier des statistiques, et acquérir et distribuer les renseignements concernant les affaires d'immeubles et financières de ses membres, et promouvoir l'établissement et le maintien d'uniformité dans les affaires, coutumes et règlements parmi ses membres et personnes engagées dans les affaires, dans toute la province de Québec, d'achat, vente et conduite d'immeubles et de perfection de commissions d'iceux ;

ings owned or leased by the company, and to carry on the business of builders and contractors and suppliers of material ;

To dispose of any streets, squares or lands in favor of persons or municipalities upon such terms and conditions as the company may think fit, and to make and enter into agreement or contract for paving, macadamizing, grading, repairing, cleaning and repairing streets and highways and for the construction, opening and repairing of conduits, cisterns, drains or sewers ;

To assist, by way of guaranty or otherwise, advances moneys, by way of loan or loans to customers and others having dealings with the company and the purchasers or purchasers or lessees of any part of the company's properties for purposes of building or other improvements thereon ; to aid by advances of monies the construction and maintenance of sewers and other works calculated to give better access to the property of the company and to enhance its value ;

To pay for all properties, immunities, privileges, leases or rights whatsoever acquired by or for the company, and for services rendered and work done for it, including the construction of the whole or part of the buildings erected by and for the company, in bonds of the company, or partly in bonds and partly in bonds and partly in shares ;

To acquire and take over the whole or part of the property and undertakings, including good will and other rights of all persons, firms, associations or corporations having powers similar to those of the present company, under the clauses and conditions which may be agreed upon, and to assume the liabilities of any person, firm or company indebted to the company or transacting any similar business to those of the present company under the clauses and conditions which may be agreed upon, and to assume the liabilities of any person, firm or company indebted to the company or transacting any business similar to that conducted by this company ;

To invest and dispose of the funds of the company which are not immediately required in any member which shall be decided from time to time ;

To compensate by payment in cash or by the issue of paid up shares of the company, or by bonds or debentures or in any other way every person or corporation for services rendered in disposing or in assisting in the disposal of or securing the disposal of part of the capital stock of the company or of all obligations or other value of the company or relating to the formation or promotion of the company or otherwise ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To operate alone, or in conjunction with any real estate association, or any other association a real estate exchange and to compile, record and publish statistics and acquire and distribute information respecting the real estate and financial business of its members and to promote the establishment and maintenance of uniformity the business, customs and regulations among its members and persons engaged in the business throughout the province of Quebec, of buying, selling and managing real estate and of collections commissions for the same ;

Fournir et disposer une bâtisse convenable ou salle pour la dite compagnie et bureaux, dans la cité de Montréal et ailleurs dans la province de Québec; admettre des personnes comme membres de la dite compagnie, aux conditions qui peuvent être établies par règlement; promouvoir l'établissement et le maintien d'uniformité dans les affaires de ses membres et des personnes faisant affaires avec eux, et dans la conduite de commerce d'immeubles; promouvoir l'exécution de tels règlements et réclamations qui peuvent être établis par règlements, n'étant pas contraires à la loi;

Ajuster, régler et déterminer les controverses et malentendus entre ses membres et personnes engagées dans les dites affaires ou qui peuvent être soumis à l'arbitrage;

Faire tous les règlements convenables et nécessaires pour l'administration de la compagnie pour le maintien et le règlement convenable des bureaux de la compagnie et des biens d'icelle;

Etablir par règlements une souscription annuelle devant être payée à la compagnie par les membres de la compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats, débiteurs et autres instruments négociables et transférables pour les fins de la compagnie;

Obtenir, si il est jugé à propos, toute loi de la législature de la province de Québec, dissolvant la compagnie et incorporant de nouveau ses membres en une nouvelle compagnie pour aucun des objets spécifiés dans le memorandum ou pour mettre à effet toutes autres modifications dans la constitution de la compagnie;

Faire toutes choses nécessaires, convenables ou propres à l'accomplissement des fins ou pour acquérir les objets ci-dessus ou qui peuvent paraître utiles à la corporation en aucun temps et en général faire toutes autres affaires que la compagnie peut se considérer être parfaitement autorisée à faire en rapport avec les susdits objets ou capables d'augmenter la valeur ou rendre profitables les droits ou actifs de la compagnie, sous le nom de "Montreal Real Estate Exchange Incorporated", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4259

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Cyrille Laurin, courtier d'assurances, de la cité de Montréal, Charles Wilson, marchand de bois, James Cooper, secrétaire, Annie H. Marshall, veuve, tous de la cité de Westmount, et Frédéric A. Bélique, avocat, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire les affaires de chantiers de bois, marchands de bois et manufacturiers de bois de construction et de bois de charpente, dans toutes leurs branches, et toutes autres affaires accessoires ou y ayant rapport;

Faire dans toutes leurs branches les affaires de manufacture de bois de pulpe, pulpe, papier et toutes autres affaires y ayant rapport, et aussi les affaires de marchands en général, manufacturiers en général, meuniers, volutiers, propriétaires de quais et marchands en gros;

Eriger, acquérir et mettre en opération des

To provide and regulate a suitable building or room for the said company and offices, in the city of Montreal and elsewhere in the province of Quebec; to admit persons as members of the said company upon such conditions as may be by by-law established; to promote the establishment and maintenance of uniformity in the business of its members and those dealing with them, and in the management of the dealing with real estate; to promote the observance of such regulations and requirements, as may be by by-law established, not being contrary to law;

To adjust, settle and determine controversies and misunderstandings between its members and persons engaged in the said business or which may be submitted to arbitration;

To make all proper and needful by-laws for the government of the company for the maintenance and due regulation of the company's offices and property thereof;

To provide by by-law for an annual subscription to be paid to the company by the members of the company;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, debentures and other negotiable and transferable instruments for the purposes of the company;

If thought fit to obtain any act of the Legislature of the province of Quebec dissolving the company and reincorporating its members as a new company for any of the objects specified in the memorandum or for effecting any other modification in the company's constitution;

To do all things necessary, suitable or proper for the accomplishment of the purposes or to attain the objects above set forth or which might appear profitable to the corporation at any time and generally to carry on all other business which the corporation may consider itself rightly entitled to carry on in connection with the above objects or capable of increasing the value or making profitable the rights or assets of the company, under the name of "Montreal Real Estate Exchange Incorporated", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4260

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh of October, 1912, incorporating Messrs. Cyrille Laurin, insurance broker, of the city of Montreal, Charles Wilson, lumber merchant, James Cooper, secretary, Annie H. Marshall, widow, all of the city of Westmount, and Frederic A. Bélique, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of lumberers; timber merchants, and manufacturers of timber and lumber in all its branches, and all other business incidental thereto or connected therewith;

To carry on, the business in all its branches of manufacturing pulp wood, pulp, paper and all other business incidental thereto; and also the business of general merchant, general manufacturers, millers, common carriers, wharfingers and ware-housemen;

To erect, acquire and operate sawmills, pa-

moulins à scie, moulins à papier, élévateurs, moulins à farine, fabriques de lainages et filatures de coton et manufactures de toute sorte, et acheter et vendre tous les produits des dits moulins et factoreries sous aucune forme, en disposer, et acquérir les matériaux de toute sorte nécessaires pour la manufacture de tels produits ;

Faire les affaires d'agriculteurs et d'éleveurs de bestiaux ;

Acquérir et mettre en opération des mines, droits de mines et de minéraux, fondre, réduire, raffiner, amalgamer ou manufacturer autrement et traiter les métaux, minéraux, minerais et en disposer, et en général faire les affaires de manufacture d'iceux ;

Manufacturer le calcium, le carbone et autres produits chimiques, et ériger ou acquérir les fabriques et travaux nécessaires pour telles fins ;

Manufacturer et traiter le graphite, le charbon, la chaux, le gaz d'acide carbonique, l'alcool de bois, le magnésite et la magnésie et autres affaires y ayant rapport, et ériger ou acquérir les fabriques et travaux nécessaires pour telles fins ;

Faire et manufacturer du ciment et ériger ou acquérir les fabriques et travaux nécessaires pour telles fins ;

Faire et manufacturer des tuiles et briques de toute sorte et faire toutes les affaires y ayant rapport, et ériger ou acquérir les fabriques et travaux nécessaires pour telles fins ;

Vendre tous ou aucun des matériaux bruts ou aucun des matériaux manufacturés ci-dessus mentionnés, et faire toutes les affaires y ayant rapport, et en disposer autrement ;

Produire, manufacturer, fournir l'électricité pour les fins d'éclairage, chauffage et pouvoir moteur et pour toutes autres fins pour lesquelles elle peut être employée, et en disposer, et construire, ériger, entretenir et mettre en opération des travaux, poteaux et autres appareils nécessaires ou utiles pour la production, vente et distribution de l'électricité pour les fins d'éclairage, chauffage et pouvoir et pour toutes autres fins pour lesquelles elle peut être employée, et conduire, mettre en réserve, vendre et fournir l'électricité ou la recevoir dans ou d'aucun endroit ou endroits dans le comté d'Argenteuil ; pourvu que la compagnie n'exercera pas les pouvoirs octroyés par ce paragraphe pour les fins de vente ou distribution de l'électricité pour les fins d'éclairage, chauffage, pouvoir ou toutes autres fins pour lesquelles l'électricité peut être employée, avant d'obtenir le consentement et l'approbation du conseil municipal de la cité, ville, village ou autre municipalité locale, dans le comté d'Argenteuil, dans lesquels les pouvoirs donnés par les présentes doivent être exercés par la compagnie, tel consentement devant être un règlement et aux termes et conditions que tel règlement peut avoir ;

Acquérir, louer, vendre des terrains forestiers, licences pour bois, terrains, pouvoirs d'eau, propriétés hydrauliques, bâtisses, bassins, quais, tombereaux, voitures, effets, objets et marchandises et tous autres biens meubles ou immeubles qui peuvent être jugés nécessaires ou utiles à aucun des travaux ou opérations que la compagnie est autorisée à faire, et en disposer autrement ;

Acquérir, posséder, recevoir et détenir en échange des actions, du stock, des débiteures ou autres garanties de tout autre compagnie ou corporation dont aucun des pouvoirs sont parmi ceux de la compagnie, ou de toute autre corporation, soit en paiement de services rendus ou pour biens et effets vendus ou loués par la compagnie ou autrement, en faire le commerce ou en disposer ;

Acquérir, louer, vendre des droits de patentes, lettres patentes d'invention, procédés

per mills, elevators, flour mills, woollen mills and cotton mills, and factories of all kinds, and buy, deal in and dispose of all the products of the said mills and factories in any form, and acquire materials of all kinds necessary for the manufacture of such products ;

To carry on the business of farming and stock raising ;

To acquire and operate mines, minerals and mining rights, and smelt, reduce, refine, amalgamate or otherwise manufacture and treat metals, minerals and ores, and dispose thereof, and generally carry on the business of manufacturing therefrom ;

To manufacture calcium, carbide and other chemicals, and erect or acquire such factories and works as are necessary for such purposes ;

To manufacture and treat graphite, charcoal, lime, carbonic acid gas, wood alcohol, magnesite and magnesia, and all business incidental thereto and erect or acquire such factories and works as are necessary for such purposes ;

To make and manufacture cement and erect or acquire such factories and works as are necessary for such purposes ;

To make and manufacture tiles and bricks of all kinds whatsoever and do all business incidental thereto and to erect or acquire such factories and works as are necessary for such purposes ;

To sell and otherwise dispose of all or any of the raw materials or any of the manufactured materials above mentioned and to carry on all business incidental thereto ;

To produce, manufacture, supply and dispose of electricity for the purposes of light, heat and motive power and any other purposes for which the same may be used, and construct, erect, maintain and operate works, poles and other appliances necessary or useful for the production, sale and distribution of electricity for the purposes of light heat and power and any other purposes for which the same may be used, and to conduct, store, sell and supply electricity or receive same to or from any place or places in the county of Argenteuil ; provided that the company shall not exercise the powers granted by this paragraph for the purposes of selling or disposing of electricity for the purposes of light, heat, power or any other purposes for which electricity may be used, until it has first obtained the consent and approval of the municipal council of the city, town, village or other local municipality in the county of Argenteuil, within which the powers hereby given are to be exercised by the company, such consent to be by by-law and to be on such terms and conditions as such by law may provide for ;

To acquire, lease, sell and otherwise dispose of timber berths, timber licenses, land, water powers, hydraulic properties, buildings, docks, wharves, carts, vehicles, goods, wares, merchandise and such other property, real or personal as is deemed necessary or useful in connection with any of the works or operations which the company is authorized to carry on ;

To acquire, hold, receive and hold in exchange, and deal with and dispose of shares, of stock, debentures or other securities in any other company or corporation any of whose powers are within the scope of those of the company ; or in any other corporation, whether in payment of services rendered or for property or goods sold or leased by the company or otherwise ;

To acquire, lease, sell, and otherwise dispose of patent rights, letters patent of inven-

et options pour faciliter la mise en opération des objets de la compagnie, et en disposer autrement ;

Acquérir toutes ou aucune partie des affaires ayant rapport aux objets de la compagnie, et terrains, propriétés, privilèges droits et contrats lui appartenant, et louer sous-louer ou vendre toutes ou aucune partie des affaires, biens ou entreprise de la compagnie, et en disposer autrement ;

Emettre des obligations ou toute partie du stock de la compagnie comme en partie acquittés ou acquittés en entier et non sujets à appel, en partie ou plein paiement de tous biens meubles et immeubles, stock, obligations, droits, franchises, pouvoirs, privilèges ou autres actifs acquis ou louer par la compagnie, et pour toute autre considération qui peut être jugée suffisante par les directeurs de la compagnie ;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement, avec toute personne ou personnes, compagnie ou corporation faisant ou engagées, ou sur le point de faire ou d'être engagées dans toutes affaires ou transactions capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ;

S'amalgamer avec toute personne ou personnes, compagnie ou corporation, ou acquérir la clientèle, etc., de toute personne ou personnes, compagnie ou corporation engagées dans aucune des affaires que cette compagnie est autorisée à faire, pour argent ou stock, obligations, ou autrement ;

Prélever et aider à prélever de l'argent pour aider au moyen de primes, argent, avances, promesses, endossements, garanties ou autrement toute corporation, dans le capital d'icelle la compagnie détient des actions, ou toute corporation ou personne avec lesquelles elle peut avoir des relations d'affaires, et agir comme employé, agent ou gérant de toute telle corporation ou personne, et garantir l'exécution des contrats par toute telle corporation ou personne ;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires ayant rapport à la mise en opération convenable des objets pour lesquels la compagnie est incorporée ou nécessaires pour permettre à la compagnie de mettre son entreprise en opération, sous le nom de "The Grenville Lumber Company Limited", avec un capital total de deux cent mille piastres (\$200,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4295. Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept octobre 1912, constituant en corporation MM. Philippe Dechène et Adrien Couture, agents de commerce, Alfred Guay, ouvrier, Wilfrid Trottier, mécanicien, Médéric Duchène, ouvrier, tous de Hébertville Station, dans les buts suivants :

Acquérir, posséder, construire et exploiter une ou des fonderies ;

Acheter le fer, la fonte, l'acier, le cuivre, pour les fondre, écouler, manufacturer, et pour en faire des instruments, outils et matériaux de construction de toutes sortes ;

Fabriquer et acquérir des meubles et autres outillages nécessaires pour l'exploitation de son industrie ;

tion, processes and options to facilitate the carrying out of any of the objects, of the company ;

To acquire wholly or in part any business within any of the objects of the company, and lands, properties, privileges rights and contracts appertaining thereto ; and to let, sublet or sell and otherwise dispose wholly or in part of any business, property or undertaking of the company ;

To issue bonds or any part of the stock of the company as partly paid up, or fully paid up and non assessable in part or full payment of any property, real or personal, moveable or immoveable, stock, bonds, rights, franchises, powers, privileges or other assets acquired or leased by the company, or for any other consideration which may be deemed sufficient by the directors of the company ;

To enter into partnership, or into any arrangement for sharing profits, union of interest, cooperation, joint adventure, reciprocal concession, or otherwise, with any person or persons, company or corporation carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company ;

To amalgamate with any person or persons, company or corporation, or to acquire the goodwill etc., of any person or persons, company or corporation engaged in any business which this company is authorized to carry on, for cash or stock, bonds, or otherwise ;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, cash advances, promise, endorsement, guarantee or otherwise any corporation in the capital of which the company holds shares or any corporation or person with which it may have business relations, and to act as employer, agent or manager of any such corporation or person, and to guarantee the performance of contracts by any such corporation or person ;

To do all acts, exercise all powers, and carry on all business incidental to the due carrying out of the objects for which the company is incorporated or necessary to enable the company to carry on its undertaking, under the name of "The Grenville Lumber Company Limited", with a capital stock of two hundred thousand dollars (\$200,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4296 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1912, incorporating Messrs. Philippe Dechène and Adrien Couture, commercial agents, Alfred Guay, laborer, Wilfrid Trottier, mechanic, Médéric Duchène, laborer, all of Hébertville Station, for the following purposes :

To acquire, hold, construct and operate one or more foundries ;

To purchase cast-iron, iron, steel, brass, to melt, run, manufacture and make instruments, tools and construction materials of all kinds thereof ;

To manufacture and acquire furniture and other equipment necessary for the operation of its business ;

Manufacturer des meubles, des portes, des chassis, des moulures et exploiter l'industrie du bois dans toutes ses branches ;

Eriger, construire, altérer, améliorer, décorer, meubler, donner à l'entreprise, entretenir et gérer des maisons, bâtiments et travaux de tous genres ;

Faire des opérations d'entrepreneur dans toutes les branches ;

Faire et manufacturer des presses à foin, des engins à gazoline et des voitures d'ouvrages et autres de toutes sortes ;

Faire et manufacturer des voitures à gaz et gazoline et omnibus de toutes sortes ;

Acquérir par achat ou autrement et posséder des immeubles, les hypothéquer, vendre ou autrement aliéner en tant qu'il peut être utile et nécessaire à la compagnie ;

Emettre des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations ou autres garanties de la compagnie, en paiement ou partie de paiement pour tous meubles et immeubles, droits ou autres biens acquis par la compagnie par aucun titre ;

Acquérir toute autre industrie identique à celle que la présente compagnie est autorisée à exercer ainsi que sa clientèle et son actif aux conditions et prix qui seront convenus et de payer avec des actions acquittées et des obligations de la compagnie toute telle acquisition ;

Se servir de la vapeur, de l'électricité ou de tout autre pouvoir moteur pour les fins de la compagnie, sous le nom de "La Compagnie Manufacturière d'Hébertville Station", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Hébertville Station, district de Roberval.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4293 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sept octobre 1912, constituant en corporation MM. Alfred Lortie, négociant, Edouard Paquet, entrepreneur-menuisier, Arthur Desjardins, négociant, C. Harold Jackson, teneur de livres, et Hubert Cimon, avocat, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Pour faire le commerce en gros et en détail de tous les bois, soit, bois de construction et autres à l'usage du commerce en général, l'exploitation d'un moulin à scie, blanchir et tous appareillages de bois, etc.

Acquérir des immeubles et autres biens pour l'exploitation du commerce, sous le nom de "La Compagnie des Marchands de Bois de Québec", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4277 Sous-secrétaire de la province.

To manufacture furniture, doors, windows, mouldings, and exploit the wood business in all its branches ;

To erect, build, alter, improve, decorate, furnish, give by contract, maintain and manage houses, buildings and works of all kinds ;

To carry on operations as contractors in all branches ;

To make and manufacture hay-presses, gasoline engines and working vehicles and other of all kinds ;

To make and manufacture gas and gasoline vehicles and omnibus of all kinds ;

To acquire by purchase or otherwise and hold immovables, hypothecate, sell or otherwise alienate same as may be useful and necessary to the company ;

To issue fully paid up and non-assessable stock, debentures or other securities of the company in payment or part payment for any moveables and immovables, rights or other property acquired by the company under any title ;

To acquire any other similar business to that which the present company is authorized to carry on and also the goodwill and assets thereof, on the conditions rates and prices agreed on, and to pay for such acquisition with paid up shares and bonds of the company ;

To make use of steam, electricity or any other motive power for the purposes of the company, under the name of "La Compagnie Manufacturière d'Hébertville Station", with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Hébertville Station, district of Roberval.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4294 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1912, incorporating Messrs. Alfred Lortie, trader, Edouard Paquet, master joiner, Arthur Desjardins, trader, C. Harold Jackson, book-keeper, and Hubert Cimon, advocate, all of the city of Quebec, for the following purposes :

To carry on business and deal wholesale and retail all kinds of wood, either lumber and other for commercial use generally, the operation of a saw-mill, planing and any dressing of wood, etc ;

To acquire real estate and other property for the carrying on of business, under the name of "La Compagnie des Marchands de Bois de Québec", with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4278 Deputy Provincial Secretary.

Québec, 15 octobre 1912.

Avis est par le présent donné que la compagnie "J. G. White & Company", autorisée à faire des affaires dans la province de Québec, a nommé par nouvelle procuration, M. Wilfrid Bovey, de la cité de Montréal, son agent principal avec son principal bureau d'affaires à Montréal.

C. J. SIMARD,

4281

Sous-secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-David, ayant été établie aux termes de la Loi des Assurances de Québec, section XXII, chap. III, titre XI, des statuts refondus de Québec, 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, la dite compagnie a été licenciée et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurance, et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie mutuelle d'assurance contre le feu, autorisée par le paragraphe VI de la dite section, peut légalement transiger les affaires mentionnées dans son état à l'inspecteur.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce douzième jour d'octobre 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des Assurances,
Département du Trésor, Québec.

4261

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-François de Beauce, ayant été établie aux termes de la Loi des Assurances de Québec, section XXII, chapitre III, titre XI, des statuts refondus de Québec, 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, la dite compagnie a été licenciée et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurance, et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie mutuelle d'assurance contre le feu, autorisée par le paragraphe VI de la dite section, peut légalement transiger les affaires mentionnées dans son état à l'inspecteur.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce douzième jour d'octobre 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des Assurances, P. Q.

Branche des Assurances,
Département du Trésor, Québec.

4263

Avis est par le présent donné que la licence octroyée à "The Ezro Mutual Aid Society of Montreal", comme une association mutuelle de bienfaisance, a été annulée ce jour.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce neuvième jour d'octobre 1912.

Pour le trésorier de la Province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des Assurances, P. Q.

Branche des Assurances,
Département du Trésor, Québec.

4235

No 2697.12.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 12 octobre 1912.

Avis est par le présent donné que la commission scolaire de la ville de Saint-Hyacinthe, comté de Saint-Hyacinthe, a demandé, par résolution du 8 octobre 1912, de changer le nom de la municipalité scolaire de ville de Saint-Hyacinthe en celui de "Municipalité scolaire de la cité de Saint-Hyacinthe".

4237

Quebec, 15th October, 1912.

Notice is hereby given that the "J. G. White & Company", authorized to do business in the province of Quebec, has appointed by a new power of attorney Mr. Wilfrid Bovey, of the city of Montreal, its principal agent with chief place of business in Montreal.

C. J. SIMARD,

4282

Deputy Provincial Secretary.

Notice is hereby given that the parish of Saint David Mutual Fire Insurance Company, having been established in conformity with the Quebec Insurance Act, section XXII, chap. III, title XI, of the revised statutes of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company authorized by paragraph VI of the said section, may lawfully do in respect of the kind of business mentioned in their statement to the inspector.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twelfth day of October, 1912.

For the treasurer of the province of Quebec,

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch.

Treasury Department, Quebec.

4262

Notice is hereby given that the parish of Saint François de Beauce Mutual Fire Insurance Company been established in conformity with the Quebec Insurance Act, section XXII, chapter III, title XI, of the revised statutes of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company authorized by paragraph VI of the said section, may lawfully do in respect of the kind of business mentioned in their statement to the inspector.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twelfth day of October, 1912.

For the treasurer of the province of Quebec,

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch.

Treasury Department, Quebec.

4264

Notice is hereby given that the license issued to the Ezro Mutual Aid Society of Montreal as a mutual benefit association has, this day, been cancelled.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this ninth day of October, 1912.

For the treasurer of the province of Quebec,

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec.

4236

No. 2697.12.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 12th October, 1912.

Notice is hereby given that the school commission of the town of Saint-Hyacinthe, county of Saint-Hyacinthe, has applied, by resolution of the 8th October, 1912, to change the name of the School Municipality of the Town of Saint-Hyacinthe to "School Municipality of the city of Saint-Hyacinthe."

4238

SÉNAT DU CANADA.

AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Extraits des règles du Sénat.

Toute demande au Parlement pour obtenir un bill privé, de quelque nature qu'il soit, doit être annoncée par avis inséré à la *Gazette du Canada*, cet avis doit indiquer d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, être signé par les pétitionnaires ou en leur nom et contenir l'adresse des signataires; et si elle a pour objet l'obtention d'un acte constitutif, il faut donner aussi dans l'avis le nom de la compagnie projetée.

Dans le cas où des pouvoirs exclusifs sont demandés, outre l'avis à insérer dans la *Gazette du Canada*, il doit en être publié un semblable dans quelqu'un des principaux journaux de la principale cité ou ville ou du principal village de chaque comté ou district de la province ou du territoire que l'acte demandé intéresse, selon la nature de l'entreprise projetée.

Et si les travaux d'une compagnie (constituée ou à constituer) doivent être déclarés d'utilité générale pour le Canada, cette intention sera spécifiquement mentionnée dans l'avis; et les requérants feront envoyer par lettre enregistrée une copie de cet avis au secrétaire de chaque conseil de comté et de chaque corporation municipale spécialement intéressée dans la construction ou l'exploitation de ces travaux, ainsi qu'au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou seront situés, en sorte que cette copie parvienne à ces fonctionnaires cinq semaines au moins avant la considération de la pétition par le comité des Ordres permanents; et la preuve de l'accomplissement de cette prescription par les requérants devra s'établir par déclaration statuaire adressée au greffier du Sénat.

Dans tous les cas, les avis insérés soit à la "*Gazette du Canada*" ou dans les journaux, doivent se publier au moins une fois par semaine pendant cinq semaines consécutives; et, lorsqu'ils se publient dans les provinces de Québec et du Manitoba, ils doivent être en langue anglaise et en langue française. Il faut envoyer au greffier du Sénat des exemplaires marqués de chaque numéro de tous les journaux contenant l'avis, avec sur le pli de la feuille les mots: "*Avis de bill privé*"; où l'on peut transmettre, au lieu des journaux une déclaration statuaire que l'avis a été dûment publié.

Pour plus amples détails, voir les règles du Sénat y relatives, publiées dans la "*Gazette du Canada*," ou s'adresser à ce bureau.

SAMUEL E. ST. O. CHAPLEAU,

4107

Greffier du Sénat.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour de septembre 1912, constituant en corporation MM. Arthur Godbout, avocat, Georges Cloutier, médecin, Jean Jos. Lavoie, notaire, Rodolphe Marcotte, agent d'assurances, et Rémi Bolduc, avocat, du village Saint-Georges Est, comté de Beauce, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, bail ou autrement, et posséder des propriétés immobilières;

Vendre, louer, transporter, échanger toutes telles propriétés immobilières ou aucune partie d'icelles, en disposer ou en faire le commerce autrement, et développer, améliorer et disposer aucune telle propriété en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement;

Prendre et posséder des hypothèques, obligations et charges pour assurer le paiement du prix d'achat d'aucune des propriétés vendues par la compagnie, ou tous argents dus à la compagnie par les acheteurs ou avancés par la compagnie aux acheteurs, pour les fins de construction ou autres améliorations.

Acheter, acquérir, détenir, transporter, vendre

THE SENATE OF CANADA.

NOTICE FOR PRIVATE BILLS.

Extracts from the rules of the Senate.

All applications to parliament for private bills of any nature whatsoever, shall be advertised by a notice published in the *Canada Gazette*; such notice shall clearly and distinctly state the nature and objects of the application, and shall be signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same; and, when the application is for an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated in the notice.

In cases where exclusive powers are asked, in addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall also be published in some leading newspapers in the principal city, town or village in each county or district in each province or territory which may be affected by the passing of such private bills, according to the nature of the undertakings contemplated.

And, if the works of any company (incorporated or to be incorporated) are to be declared to be for the general advantage of Canada, such intention shall be specifically mentioned in the notice; and the applicants shall cause a copy of such notice to be sent by registered letter to the clerk of each county council and of each municipal corporation which may be specially affected by the construction or operation of such works, and also, to the secretary of the province in which such works are, or may be located, so as to reach those officers not less than five weeks before the consideration of the petition by the committee on Standing Orders; and statutory declaration establishing proof of such mailing must be sent to the clerk of the Senate.

All such notices, whether inserted in the *Canada Gazette* or in a newspaper, shall be published at least once a week for a period of five consecutive weeks, and, when published in the provinces of Quebec and Manitoba, shall be in both the English and French languages; and marked copies of each issue of all newspapers containing any such notice shall be sent to the clerk of the Senate, endorsed "Private bill notice", or statutory declaration as to due publication may be sent in lieu thereof.

For fuller particulars see the rules of the Senate relating thereto published in the "*Canada Gazette*", or apply to this office.

SAMUEL E. ST. O. CHAPLEAU,

4108

Clerk of the Senate.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of September, 1912, incorporating Messrs. Arthur Godbout, advocate, Georges Cloutier, physician, Jean Jos. Lavoie, notary, Rodolphe Marcotte, insurance agent, and Rémi Bolduc, advocate, of village Saint Georges East, county of Beauce, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease or otherwise, and hold immovable property;

To sell, lease, transfer, exchange any such immovable property or any part of such, dispose thereof or deal in same, and develop, improve and dispose of any said property into building lots, streets, lanes, squares or otherwise;

To take and hold hypothecs, obligations and liens to assure the payment of the purchase price of any of the property sold by the company or any money due to the company by the purchasers or advanced by the company to purchasers for the purposes of building or other improvements;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and

et disposer d'actions, stocks, débetures ou garanties dans aucune autre compagnie ayant le même but en tout ou en partie que celui de cette compagnie, et faisant affaires de manière à apporter directement ou indirectement des bénéfices à cette compagnie ;

Vendre ou disposer autrement d'aucune partie d'immeubles ou toute propriété possédée par la compagnie pour telle considération, termes et conditions que la compagnie jugera à propos, et accepter de l'argent, actions, débetures, stock et garanties d'aucune autre compagnie ayant un objet semblable en tout ou en partie à celle-ci, en paiement ou en partie de paiement de telles propriétés ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblable à ceux de cette compagnie ;

Acquérir et posséder toutes affaires, franchises, entreprises, propriétés, droits, privilèges, baux, contrats, immeubles, stocks, biens et tous autres droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des privilèges ci-dessus, à une valeur jugée raisonnable par la compagnie ;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie en espèces, toutes actions, débetures, garanties ou propriété appartenant à la compagnie ;

Et en général faire toutes choses en rapport à la mise en opération des objets de la compagnie, sous le nom de "North Shore Realty Company, Limited", avec un capital de cent quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$199,000.00), divisé en dix-neuf cent quatre-vingt-dix (1990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de septembre 1912.

C. J. SIMARD,

4121.2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente septembre 1912, constituant en corporation MM. Edmond Sawyer, imprimeur, Léon Sawyer, commis, Cléophas Sawyer, comptable, Arthur Quesnel, typographe, et Téléphore Prud'homme, gentilhomme, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce en général d'imprimerie, relieure, réglage et de fourniture de bureau ;

Produire et manufacturer les produits formant en aucune manière quelconque directement ou indirectement l'objet de tel commerce ou industrie ;

Demander ou obtenir ou affirmer ou acquérir autrement, et posséder, employer, mettre en opération, vendre, céder toutes marques de commerce, patentes d'invention, ou autres tels droits et privilèges qui peuvent être utiles à la compagnie, ou en disposer autrement ;

Faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs accordés par la "Loi des Compagnies", en autant qu'il sera jugé nécessaire ou utiles aux dites fins, et spécialement ;

Promouvoir ou aider à promouvoir et devenir actionnaire dans toute compagnie auxiliaire ou autre compagnie ayant en tout ou en partie des objets semblables à ceux de cette compagnie ou se consolider ou s'amalgamer avec icelles aux termes et conditions qui peuvent être jugés à propos ;

Emettre, répartir des actions acquittées du capital-action de la compagnie soit privilégiées ou ordinaires en paiement ou partie de paiement pour toute propriété, meubles ou immeubles ou tous les deux, et pour tous droits, privilèges ou concessions garantis par achats, bail ou autrement, ou pour services rendus ou convenu de rendre à la compagnie par toutes personnes dans la formation et le progrès de la compagnie, ou la conduite de ses affaires, sous le nom de "Edmond Sawyer Limitée", avec un capital de vingt cinq mille piastres (\$25,000.00), divisé en deux mille cinq cents actions (2500) de dix piastres (\$10.00) chacune.

dispose of the shares, stocks, debentures or securities in any other company having the same purpose in whole or in part as that of this company and carrying on business so as directly or indirectly to benefit this company ;

To sell or otherwise dispose of any part of the immoveable or any property held by the company for such consideration, terms and conditions as the company may deem fit, and accept the cash, shares, debentures, stock and securities of any other company having a similar object in whole or in part to this company in payment or part payment for such properties ;

To amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of this company ;

To acquire and hold any businesses, franchises, undertakings, property, rights, privileges, leases, contracts, immoveables, stocks, goods and other rights that the company may legally acquire under the hereabove privileges at a value deemed reasonable by the company ;

To distribute among the shareholders of the company in kind any shares, debentures, securities or property belonging to the company ;

And generally do all and everything in connection with the carrying out of the objects of the company, under the name of the "North Shore Realty Company, Limited", with a capital of one hundred and ninety nine thousand dollars (\$199,000.00), divided into nineteen hundred and ninety (1990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of September, 1912.

C. J. SIMARD,

4122 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the thirtieth day of September, 1912, incorporating Messrs. Edmond Sawyer, printer, Léon Sawyer, clerk, Cléophas Sawyer, accountant, Arthur Quesnel, typographer, and Téléphore Prud'homme, gentleman, of the city of Montréal, for the following purposes :

To deal in and carry on the business of printing, binding, ruling and office supplies ;

To produce and manufacture the products forming in any manner whatsoever directly or indirectly the object of such business or trade ;

To apply for, obtain, rent or otherwise acquire and hold, employ, operate, sell, convey any trade, marks, patents of invention or other such rights and privileges that may be useful to the company, or otherwise dispose thereof ;

To do all the acts and exercise all the powers granted by the "Companies Act" in so far as may be deemed necessary or useful to the said purposes, and especially ;

To promote or aid in promoting and become a shareholder in any auxiliary or other company having in whole or in part similar objects to those of this company or to consolidate or amalgamate with same on the terms and conditions that may be deemed advisable ;

To issue and allot paid up shares of the capital stock of the company either preferred or common in full or part payment for any property moveables or immoveables, or both, and for any rights, privileges or concessions secured by purchase, lease or otherwise, or for services rendered or agreed to be rendered to the company by any persons in the formation and progress of the company or the management of its business, under the name of "Edmond Sawyer Limitée", with a capital of twenty five thousand dollars (\$25,000.00 divided into twenty five hundred (2500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de septembre 1912.

C. J. SIMARD,
4163.2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du trente septembre 1912, par lesquelles la compagnie "East Broughton Commercial Company" a été autorisée à changer son nom par celui de "La Compagnie Industrielle et Commerciale Limitée de East Broughton", et a obtenu des pouvoirs additionnels suivants :

Acheter, acquérir par vente, échange ou autrement de la laine et du coton bruts ou tissés ; carder, filer, tisser la laine et le coton ; vendre ou échanger la laine et le coton ou produits accessoires ou similaires ; manufacturer du drap, de la toile et tout ce qui peut se fabriquer avec la laine et le coton ou autres produits accessoires ou similaires, les vendre ou échanger ; acquérir, louer ou posséder les machines nécessaires à cette fin, et d'une manière générale, avoir tous les pouvoirs nécessaires pour fabriquer, manufacturer et commercer la laine et le coton et les produits accessoires ou similaires.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente et unième jour de septembre 1912.

C. J. SIMARD,
4161.2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trois octobre 1912, constituant en corporation MM. Napoléon Bédard, négociant O. Marceau, marchand, de la cité de Québec, C.F.X. Villeneuve, et F. Xavier Latulippe, cultivateurs, et J. R. H. Byrne, commis, de Charlebourg, dans les buts suivants :

Faire le commerce d'immeubles sous toutes ses formes, et tous autres commerces ou transactions dans l'intérêt de la compagnie, sous le nom de "The Quebec County Realty Company", avec un capital de quarante neuf mille piastres (\$49,000 00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100 00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,
4165.2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du trente septembre 1912, par lesquelles la compagnie "Cote St. Luc Realty Limited", a été autorisée à changer son nom par celui de "Cote St. Luc Land Improvement Company Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la province ce trentième jour de septembre 1912.

J. C. SIMARD,
4167.2 Sous-secrétaire de la province.

Québec, 11 septembre 1912.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions du code du notariat, une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Francis E. McKenna, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant en la cité de Montréal, district de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, repertoire et index de feu William H. Cox, en son vivant notaire public, pratiquant et résidant à Montréal, district susdit.

4173.2

The principal place of business of the said company, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of September, 1912.

C. J. SIMARD,
4164 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September 1912, by which the "East Broughton Commercial Company" has been authorized to change its name to "La Compagnie Industrielle et Commerciale Limitée de East Broughton", and has obtained the following additional powers :

To purchase, acquire by sale, exchange or otherwise, raw or woven wool and cotton ; to card, spin, weave wool and cotton ; to sell or exchange wool and cotton or similar or accessory products ; to manufacture cloth, linen and anything that may be manufactured with wool and cotton or other similar or accessory products, and sell or exchange same ; to acquire, lease or hold the machinery necessary for such purpose, and in a general manner to have all the necessary powers to manufacture, make and deal in wool and cotton and similar or accessory products.

Dated from this office of the Provincial Secretary, this thirty first day of September, 1912.

C. J. SIMARD,
4162 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the third day of October, 1912, incorporating Messrs. Napoléon Bédard, trader, O. Marceau, merchant, of the city of Québec, C.F.X. Villeneuve, and F. Xavier Latulippe, farmers, and J. R. H. Byrne, clerk, of Charlebourg, for the following purposes :

To carry on the real estate business in all its forms and any other business or transaction in the interest of the company, under the name of "The Quebec County Realty Company", with a capital of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the company, in the city of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of October, 1912.

C. J. SIMARD,
4166 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act Supplementary, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1912 by which the company "Cote St. Luc Realty Limited" has been authorized to change its name to "Cote St. Luc Land Improvement Company Limited".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of September, 1912.

C. J. SIMARD,
4168 Deputy Provincial Secretary.

Québec, 11th September, 1912.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of the notarial code, a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Québec, by Francis E. McKenna, esquire, notary public, residing and practising in the city of Montreal, district of Montreal, by which he ask for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late William H. Cox, in his lifetime notary public, practising and residing at Montreal, aforesaid district.

4174

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit septembre 1912, constituant en corporation Dame Marie Louise Débigaré, de Victoriaville, veuve de feu H. H. Guay, en son vivant, commerçant du même lieu; Wilfrid Paris, comptable, de Victoriaville, Xavier Guay, rentier, du village de Princeville, Joseph Pie Henri Massicotte, médecin, et Wilfrid Laliberté, avocat, de Victoriaville, dans les buts suivants :

Faire et continuer le commerce d'épicerie et de liqueurs, en gros et en détail, ci-devant fait par le dit feu H. H. Guay ;

Acquérir pour cette fin tout permis octroyé par l'autorité compétente, et être autorisée à prendre tout permis ou licence pour la continuation du dit commerce ;

Acquérir pour les fins de son commerce des marchandises, roulant, fonds de commerce et les payer soit en argent soit en parts acquittées de la compagnie ;

Acquérir spécialement le fonds de commerce de feu H. H. Guay, à Victoriaville, et payer le dit fonds de commerce soit en argent soit en parts acquittées de la compagnie, sous le nom de "H. H. Guay, Limitée", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Victoriaville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de septembre 1912.

C. J. SIMARD,

4141 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'octobre 1912, constituant en corporation l'Honorable Henry Aylmer, de Sherbrooke, shérif, Major Général Lord Aylmer, de Queens' Bay, C. A., rancher, Honorable Frederick Whitworth Aylmer, ingénieur civil, de Chase, C. A., et Harry Brook Aylmer, ingénieur civil, de Melbourne, P. Q., et Henry Adolphus Paget Aylmer, avocat, de Montréal, dans les buts suivants :

Faire en général les affaires d'immeubles ;

Acquérir, posséder, détenir, vendre, transporter, échanger, louer ou aliéner toutes propriétés immobilières soit comme patron ou agent ;

Faire toutes autres choses en rapport avec aucun des susdits objets ou fins ou propres à l'acquisition d'iceux, sous le nom de "Eastern Township Realty Company", avec un capital total de mille piastres (\$1,000.00), divisé en cent (100) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Sherbrooke.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'octobre 1912.

L'avis du 12 octobre, page 2076, étant nul.

C. J. SIMARD,

4111 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. William James Kelly, assistant surintendant, James McGregor, M. D., Arthur Clement, commerçant, Eusèbe Huard, commerçant, Louis Bolduc, marchand de bois, tous de Mégantic, dans les buts suivants :

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of September, 1912, incorporating Dame Marie Louise Débigaré, of Victoriaville, widow of the late H. H. Guay, in his lifetime trader of the same place, Wilfrid Paris, accountant, of Victoriaville, Xavier Guay, rentier, of the village of Princeville, Joseph Pie Henri Massicotte, physician, and Wilfrid Laliberté advocate, of Victoriaville, for the following purposes :

To carry on and continue the wholesale and retail grocery and liquor business heretofore carried on by the late said H. H. Guay ;

To acquire for such purpose any permit granted by the competent authority, and be authorized to take any permit or license for the continuation of the said business ;

To acquire for the purposes of its business, merchandise, rolling stock, stock in trade, and pay for same either in cash or in paid up shares of the company ;

To especially acquire the stock in trade of the late H. H. Guay, at Victoriaville, and pay for such either in cash or in paid up shares of the company, under the name of "H. H. Guay, Limitée", with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Victoriaville.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of September, 1912.

C. J. SIMARD,

4142 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the third day of October, 1912, incorporating the Honorable Henry Aylmer, of Sherbrooke, sheriff, Major General Lord Aylmer, of Queens' Bay, B. C., rancher, Honorable Frederick Whitworth Aylmer, civil engineer, of Chase, B. C., and Harry Brook Aylmer, civil engineer, of Melbourne, P. Q. and Henry Adolphus Paget Aylmer, barrister at law, of Montreal, for the following purposes :

To generally carry on the business of real estate ;

To acquire, hold, own, sell, transfer, exchange, lease or alienate any immoveable properties either as principal or agent ;

To do anything else in connection with any of the said objects or purposes or proper for the attainment thereof, under the name of "Eastern Township Realty Company", with a capital stock of one thousand dollars (\$1000.00), divided into one hundred (100) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Sherbrooke.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of October, 1912.

The notice of the 12th October, page 2076, being void.

C. J. SIMARD,

4112 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the third day of October, 1912, incorporating Messrs. William James Kelly, assistant superintendent, James McGregor, M. D., Arthur Clement, trader, Eusèbe Huard, trader, Louis Bolduc, lumber merchant, all of Mégantic, for the following purposes :

Faire les affaires d'agents et de courtiers financiers et promoteurs de compagnie ;

Faire le commerce d'obligations, débetures, stocks et garanties de toute sorte ;

Garantir le paiement de l'intérêt sur obligations et débetures ;

Prêter de l'argent sur billets promissaires et autre papier commercial ;

Faire le commerce de toute sorte d'immeubles et d'hypothèques garantis sur iceux et de terres et limites à lois ;

Acquérir, développer et tracer en lots des morceaux de terre plus grands et payer pour toute propriété de toute sorte ou services rendus à la compagnie, en obligations ou stock de la compagnie ;

Faire les affaires d'administration d'immeubles et agir comme agents et courtiers de terres ;

Faire toutes affaires qui peuvent être conduites avantageusement en rapport avec les affaires qui doivent être faites par cet compagnie ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie et qui peuvent être conduits avantageusement en rapport avec la présente compagnie, et entrer en aucun arrangement pour le partage des profits avec toute telle compagnie ou avec toute personne faisant ou engagée ou sur le point de faire ou d'être engagée dans les affaires ou transaction que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée ;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant toutes affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, sous le nom de "La Société de Prêts de Mégantic, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la ville de Mégantic.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4135

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Charles Mackay Cotton, avocat, de la cité de Westmount, Egbert W. Westover, avocat, Arthur Edward Odell, commis, Simon Kirsch, professeur, de la cité de Montréal, et Walter Joseph Shea, gérant, de la ville de Montréal Ouest, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, bail ou autrement et posséder des propriétés immobilières ;

Construire des maisons, résidences et autres bâtisses sur telles propriétés immobilières ou sur partie d'icelles ;

Vendre, louer, transporter, hypothéquer, échanger, disposer de telles propriétés immobilières ou d'aucune partie d'icelles de la manière que la compagnie jugera à propos ; améliorer telles propriétés et en disposer en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement ;

Faire des avances en argent, par prêts aux acheteurs ou locataires de toute partie des immeubles de la dite compagnie, pour des fins de constructions ou autres améliorations ;

Aider avec l'approbation des actionnaires de la dite compagnie, par argents avancés ou autrement, à la construction et au maintien des chemins, rues, aqueducs, canaux d'égouts ou autres travaux d'améliorations destinés à rendre les propriétés de la compagnie plus accessibles et en augmenter la valeur ;

To carry on the business of financial agents and brokers, and company promoters ;

To deal in bonds, debentures, stocks and securities of all sorts and kinds ;

To guarantee the payment of interest on bonds and debentures ;

To loan money upon promissory notes, and other commercial paper ;

To deal in real estate of all sorts and kinds and in hypothecs and mortgages secured thereon and in timber lands and limits ;

To purchase, develop and lay into lots larger parcels of land and to pay for any property of any sort and kind or for services rendered to the company in bonds or stock of the company ;

To carry on the business of managing real estate and to act as land agents and brokers ;

To carry on any business which may be carried on advantageously in connection with the business to be carried on by this company ;

To amalgamate with any other company having objects wholly or in part similar to the present company and which may be conducted advantageously in connection with the present company, and to enter into any arrangement for sharing profits with any such company or with any person carrying on or engaged in or about to carry on or engage in business or transaction which this company is authorized to carry on or engaged in ;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, under the name of "La Société de Prêts de Mégantic, Limitée", with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the town of Mégantic.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4136

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the third of October, 1912, incorporating Messrs. Charles Mackay Cotton, advocate, of the city of Westmount, Egbert W. Westover, advocate, Arthur Edward Odell, clerk, Simon Kirsch, lecturer, of the city of Montreal, and Walter Joseph Shea, manager, of the town of Montreal West, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to own real estate ;

To construct dwelling houses and other buildings upon real estate or any part thereof ;

To sell, lease, convey, exchange, dispose of, or otherwise deal, with such real estate or any portion thereof, and to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lane, squares or otherwise ;

To make advances by way of loans to purchasers or lessees of any part of the company's real estate for building purposes or other improvements and, with the approval of the shareholders, to aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, waterworks, sewers and other works of improvement calculated to render the company's property more accessible and to enhance its value ;

Prendre et recevoir des hypothèques et aucune garantie quelconque pour assurer le paiement du prix d'achat d'aucune des propriétés vendues par la compagnie, ou tous argents dus à la compagnie par les acheteurs ou annonces par la compagnie aux acheteurs pour des fins de constructions ou autres améliorations ;

Acheter, acquérir, détenir, transporter, vendre et disposer d'actions, débetures ou garanties dans aucune autre compagnie ayant le même but que celui de cette compagnie et faisant affaire de manière à apporter directement ou indirectement des bénéfices à cette compagnie ;

Vendre ou disposer autrement partie d'immeubles ou toute propriété possédée par la compagnie pour telle considération, termes et conditions que la compagnie jugera à propos et accepter des actions, débetures et garanties d'aucune autre compagnie ayant un objet semblable à celle-ci en paiement ou en partie de paiement de telles propriétés ;

Acquérir et posséder toute franchise, privilèges, entreprises, propriétés, droits, baux, contrats, immeubles, actions, actifs et autres droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des privilèges ci-dessus à une valeur jugée raisonnable par la compagnie ;

Emettre des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations ou autres garanties de la compagnie en paiement ou partie de paiement pour toutes propriétés mobilières ou immobilières, droits ou autres actifs par la compagnie par aucun titre ;

Vendre, louer ou disposer autrement de l'entreprise de la compagnie ou aucune partie d'icelle, pour telle considération que la compagnie jugera à propos, ou s'amalgamer avec toute personne, société ou corporation faisant des affaires avec objets en tout ou en partie semblables à celles de cette compagnie, aux termes et conditions qui peuvent être jugés convenables, et en paiement de la considération d'icelle accepter de l'argent ou au lieu de l'argent des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations, débetures ou autres garanties de toute autre corporation, et distribuer parmi les actionnaires de la compagnie, de temps en temps, toutes espèces, actions, obligations, débetures, garanties ou autres biens appartenant à la compagnie ;

Payer tous les frais ayant rapport à la charte d'incorporation de la compagnie, et faire toutes choses en rapport ou utiles à l'acquisition des susdits objets ;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus en plaçant, aidant à placer ou garantissant le placement de toutes actions du capital actions de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation de la compagnie, ou la conduite de ses affaires, sous le nom de "Boulevard Annex Incorporated", avec un capital total de trente-cinq mille piastres (\$35,000.00), divisé en trois cent cinquante (350) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4109

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six septembre 1912, constituant en corporation MM. Louis Poulin de Courval, ingénieur-civil, François-Xavier Lemieux, notaire, Albert Blanchette, propriétaire de mines, Louis Philippe Crépau, avocat, et Auguste Quesnel, junior, étudiant en droit, de la ville d'Arthabaska, dans les buts suivants :

To take and hold mortgages, hypothecs, liens or charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company, or any money due to the company from purchasers, or advanced by the company to purchasers or others, for building purposes or other improvements ;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stocks, debentures, or securities in any other company having objects similar in whole or in part to those of this company or carrying on business capable of being conducted so as directly or indirectly benefit this company ;

To sell or otherwise dispose of any portion of the real estate or other property owned by the company for such consideration, and upon such terms and conditions as the company shall see fit, and to accept cash, shares, bonds, debentures, stock or securities of any other company in payment or in part payment thereof ;

To acquire and own any business, franchise, undertaking, property, rights, privileges, leases, contracts, real estate, stocks, assets, and other rights which the company may lawfully acquire by virtue hereof at a fair value thereof ;

To issue fully paid up and non-assessable shares, bonds, or other securities of the company in payment or in part payment for any real or personal property, rights or other assets by the company by any title ;

To sell, lease, or otherwise dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may deem proper, or to amalgamate with any individual, firm or corporation carrying on business with objects altogether or in part similar to those of this company, on such terms and conditions as may be deemed advisable, and in payment of the consideration therefor to accept cash, or, in lieu of cash fully paid up and non-assessable shares, bonds, debentures, or other securities of any other corporation, and to distribute among the shareholders of the company, from time to time, any specie, shares, bonds, debentures, securities or other property belonging to the company ;

To pay all costs incidental towards the charter of incorporation of the company, and to do any such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects ;

To remunerate any person or company for services rendered in placing assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company's capital stock, or any other debentures or any other securities of the company, or in or about the formation of the company, or the conduct of its business, under the name of "Boulevard Annex Incorporated", with a capital stock of thirty five thousand dollars (\$35,000.00), divided into three hundred and fifty (350) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4110

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of September, 1912, incorporating Messrs. Louis Poulin de Courval, civil engineer, François Xavier Lemieux, notary, Albert Blanchette, mine owner, Louis Philippe Crépau, advocate, and Auguste Quesnel, junior, law student, of the town of Arthabaska, for the following purposes :

Faire des explorations, recherches, exploitation, commerce de mines et de toute sorte de minéral, dans toute branche; acheter, louer, posséder, acquérir et vendre des mines, terrains miniers, droits de mines ou tous autres droits analogues et autres droits de propriété ou de location de mines, terrains miniers et droits de mines, avec tous droits et privilèges s'y rapportant;

De fouiller, miner, broyer, concasser, pulvériser, mouliner, passer au crible, fondre, épurer ou traiter par et de tous autres procédés, le sol, les terres, les roches, pierres et carrières, pour les fins d'en tirer et extraire toute sorte de minéral, de leur donner une valeur marchande et de les vendre ou d'en disposer autrement;

Acheter, acquérir, recevoir, posséder, détenir, développer, vendre, louer, échanger, accepter, engager, hypothéquer, améliorer et autrement disposer d'immeubles et de propriétés immobilières, de limites à bois, de mines, terrains miniers, droits de mines ou droit et intérêt en lieux et de tous autres propriétés;

Acquérir, acheter, recevoir, posséder, vendre, donner à bail, louer, échanger et exploiter tous pouvoirs hydrauliques nécessaires à ses opérations et dans le but d'en faire un commerce;

Acquérir, acheter, posséder, construire, entretenir, exploiter, louer et vendre, sur ces propriétés ou sur celle dont elle a le contrôle, des chemins de fer à la vapeur ou à l'électricité, des lignes de télégraphe ou de téléphone, canaux, digues, jetées, quais, aqueducs, usines, bâtiments, moulins nécessaires et utiles pour les opérations de la compagnie, et construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Faire le commerce en général, en détail et en gros, et manufacturer tous les produits, outils et machines nécessaires pour son commerce et son exploitation, et disposer de l'excédant;

Acquérir et louer des terrains et bâtisses, biens, entreprises, propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droits de toutes personnes ou compagnies, exercer des opérations que cette ou ces compagnies sont autorisées à exercer ou s'y rapportant directement, et acheter, vendre et disposer de parts, actions, obligations, débetures et autres valeurs de toute sorte, de toutes compagnies ou corporations exerçant une industrie semblable à celle que cette compagnie est autorisée à exercer, et émettre des actions acquittées, en paiement de tels achats, ou locations;

Le but de la compagnie est l'exploitation et le commerce des mines et de leurs produits en général, ainsi que de tous les actes et opérations qui en sont inhérents ou qui en sont les accessoires;

Le pouvoir de faire sa propre lumière, gaz ou électricité, ou de produire et accumuler de l'électricité et de la force motrice électrique ou autres agents semblables ou autrement, pour son propre compte;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au-delà du montant du prix qui aura été payé ou qu'il aura été convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "The Canada Copper Company Limited", avec un capital de cinq cent mille piastres (\$500,000.00), divisé en cinq cent mille (500,000) actions de une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la ville d'Arthabaska.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de septembre 1912.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

4101

To prospect and explore for, exploit and deal in mines and minerals of every kind; to purchase, lease, hold, acquire and sell mines, mining lands, mining rights and any other analogous rights and other proprietary or location rights, mining lands and rights, with all rights and privileges connected therewith;

To dig for, mine, crush, pound, pulverize, smelt, cradle, grind, refine or treat in any manner, the soil, earth, rocks, stones and quarries, for the purpose of taking and extracting therefrom any minerals whatever, and giving them a merchantable value and selling or otherwise disposing of same;

To purchase, acquire, receive, own, hold, develop, sell, lease, exchange, accept, pledge, hypothecate, improve and otherwise dispose of real estate and immovable property, timber limits, mines, mining lands, mining rights or rights and interests in same, and of any other property;

To acquire, purchase, receive, hold, sell, let, lease, exchange and exploit any hydraulic powers necessary for its operations and for the purpose of dealing with same;

To acquire, purchase, hold, construct, maintain, exploit, lease and sell on its own property or upon those under its control, steam or electric railway, telegraph and telephone lines, canals, dams, embankments, wharves, waterworks, factories, buildings, mills necessary and useful for the operations of the company, and construct, acquire, hold, charter and employ the vessels for its operations and to transport its products;

To carry on business generally, wholesale and retail, and manufacture any products, tools and machinery necessary for its business and operation, and dispose of the excess thereof;

To acquire and lease the lands and buildings, property, undertakings, goods, privileges, franchises, contracts or rights of any persons or companies carrying on operations that this or such companies are authorized to carry on in connection therewith directly, and purchase, sell and dispose of the shares, stock, bonds, debentures and other securities of every kind of any companies or corporations carrying on a similar business to that which this company is authorized to carry on, and issue paid up shares in payment of such purchases or leases;

The purpose of the company is the operation and the business of mines and their products generally and all the acts and operations inherent thereto or accessory therewith;

The power to make its own light, gas or electricity, or to produce and accumulate electricity and electric motive power or other similar agents or otherwise, for its own use;

The shareholders shall incur no responsibility outside of, the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "The Canada Copper Company, Limited", with a capital of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five hundred thousand (500,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the town of Arthabaska.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of September, 1912.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

4102

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinq septembre 1912, constituant en corporation MM. C. Thibeault, marchand de fer et plombier, de Victoriaville, Olivier Thibeault, avocat, de Montréal, Paul E. Thibeault, agent collecteur et solliciteur, Jos. Coulombe, plombier, et J. Beauchesne, notaire, de Victoriaville, dans les buts suivants :

Organiser et établir un système de prêts, par lequel les personnes qui paieront un droit d'entrée et une contribution mensuelle fixée par la compagnie auront, en suivant l'ordre numérique de leur contrat respectif, le droit d'emprunter de la compagnie, une somme de mille piastres (\$1,000.00) par contrat, aussitôt qu'une pareille somme provenant des contributions mensuelles, sera accumulée, au nom de la compagnie, pour former un fonds spécial destiné à cette fin ;

Faire des contrats avec toutes personnes recommandables à l'effet ci-dessus ; établir le montant des contributions mensuelles, la proportion d'icelles que la compagnie pourra garder pour payer les frais d'administration et pour créer un fonds de réserve ; stipuler les garanties qui pourront être exigées pour le remboursement du prêt, le mode, le montant et les versements de ce remboursement en déduisant toutefois les sommes qui auront été versées par le sociétaire avant l'échéance de son contrat et en général dans tous les contrats, toutes dispositions de nature à faciliter et garantir les affaires de la compagnie dans les limites de la loi ;

Disposer des prêts remboursés de la façon indiquée par la compagnie, sous le nom de "La Compagnie de Prêts Immobiliers de Victoriaville", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Victoriaville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de septembre 1912.

4099

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Judson G. Lee, de la ville de Lachine, courtier d'assurance, Percy T. Danford, de la cité de Montréal, commi., Harold Rolph, ingénieur, Frederick A. Shackell, gérant, et Samuel W. Hobart, gérant, de la ville de Lachine, dans les buts suivants :

Acquérir des immeubles de toute description soit à la ville ou à la campagne, par achat pour argent ou stock de la compagnie, ou autre considération, ou partie dans l'un ou partie dans l'autre, ou par échange pour tel stock, ou autre considération, louer toute propriété immobilière ;

Posséder toute propriété immobilière ainsi acquise par la compagnie ; construire et ériger des bâtisses sur icelles ; mettre les dites bâtisses en opération ;

Vendre ou louer la dite propriété, ou toute partie d'icelle, ou l'échanger pour une autre propriété ;

Emprunter de l'argent et en garantir le paiement par hypothèque, obligations ou engagement sur la dite propriété ;

Acheter et posséder des actions du stock de toute compagnie ou compagnies, ou obligations garanties sur propriété ou entreprise leurs appartenant, et autre compagnie ou compagnies faisant des affaires semblables à celles de la compagnie, et de temps en temps vendre les dites actions ou obligations, ou les échanger pour d'autres actions ou obligations ;

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of September, 1912, incorporating Messrs. C. Thibeault, iron merchant and plumber, of Victoriaville, Olivier Thibeault, advocate, of Montreal, Paul E. Thibeault, collecting and soliciting agent, Jos. Coulombe, plumber, and J. Beauchesne, notary, of Victoriaville, for the following purposes :

To organize and establish a loan system by which persons paying an entrance fee and a monthly contribution fixed by the company shall, in the numerical order of their respecting contracts, have the right to borrow from the company the sum of one thousand dollars (\$1,000.00), by contract, whenever a like sum derived from the monthly contributions shall be accumulated in the name of the company to form a special fund destined for such purpose ;

To enter into contracts with any recommendable persons to the above effect ; to establish the amount of the monthly contributions, the proportion of same that the company may hold to pay the costs of administration and to create a reserve fund ; to stipulate the securities that may be exacted for the repayment of the loan, the mode, the amount and the payments of such reimbursement, deducting however the sums which has been paid by the associate before the expiration of his contract and generally in all the contracts ; to take any provisions of a nature to facilitate and secure the business of the company within the limits of the law ;

To dispose of the repaid loans in the manner indicated by the company, under the name of "La Compagnie de Prêts Immobiliers de Victoriaville", with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the company, will be at Victoriaville.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of September, 1912.

4100

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1912, incorporating Messrs. Judson G. Lee, of the town of Lachine, insurance broker, Percy T. Danford, of the city of Montreal, clerk, Harold Rolph, engineer, Frederick A. Shackell, manager, and Samuel W. Hobart, manager, of the town of Lachine, for the following purposes :

To acquire real property of any description whether in town or country, by purchase for cash or stock of the company, or other consideration, or partly one and partly the other, or by change for such stock, or other consideration, to lease any real property ;

To hold any real property so acquired by the company ; to construct and erect buildings thereon ; to operate said buildings ;

To sell or lease said property, or any part thereof, or to exchange the same for other property ;

To borrow money and to secure the repayment of the same by hypothec, mortgage or pledge upon said property ;

To purchase and hold shares of stock in any company or companies, or bonds secured upon property or undertaking belonging to an other company or companies carrying on a business similar to that of the company, and some time to time to sell such shares or bonds, or exchange them for other shares or bonds ;

Vendre l'entreprise de la compagnie, en tout ou en partie, pour telle considération que les directeurs jugeront à propos ;

S'engager en général dans toutes les entreprises ayant rapport aux immeubles, la construction de bâtisses sur iceux et l'entretien des dites bâtisses, sous le nom de "Summerlea Land Company", avec un capital total de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre cent cinquante (450) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,
4231.2 Sous-secrétaire de la province.

Québec, 8 octobre 1912.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions du code du notariat, une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Joseph Napoléon-Médard Preville, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant à Saint-Gabriel-de-Brandon, comté de Berthier, district de Joliette, par laquelle il demande la transmission en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Hector Champagne, écuyer, notaire public, de Saint-Gabriel-de-Brandon, district susdit. 4159.2

Québec, 10 septembre 1912.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions du code du notariat, une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Joseph Albert Poupert, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant à Sainte-Martine, comté de Châteauguay, district de Beauharnois, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Hector Bernard, en son vivant notaire public, pratiquant à Sainte-Martine, district susdit. 3681.5

ASSEMBLÉE LEGISLATIVE.

Québec, 18 septembre 1912.

Avis est par le présent donné, conformément aux règles 49 et 50 de l'Assemblée législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre après le dix-huitième jour du mois de novembre prochain ; qu'aucun tel bill privé ne pourra être présenté après le vingt-cinquième jour du même mois ; qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le deuxième jour du mois de décembre prochain.

L. P. GEOFFRION,
3807.2 Greffier de l'Assemblée législative.

CHAMBRE DES COMMUNES.

RÈGLES CONDENSÉES RELATIVEMENT AUX AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Toute demande de bills privés adressée au Parlement doit être annoncée par un avis publié dans la *Gazette du Canada*, exposant clairement et distinctement la nature et le but de la demande, être signée par ceux qui font la demande ou en leur nom, et porter l'adresse de signataire. Pour une loi de constitution, le nom de la compagnie projetée doit être donnée dans l'avis. Si les ouvrages d'une compagnie quelconque doit être déclarée être à l'avantage général du Canada, la chose doit être formellement mentionnée dans l'avis ; et une copie de cet avis doit être expédiée par lettre recommandée au secrétaire de chaque comté ou municipalité qui peut être spécialement intéressé dans ses ouvrages, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou pourront être situés ; et la preuve de cet envoi s'établit au moyen d'une déclaration statuaire.

To sell the undertaking of the company in whole or in part for such consideration as to the directors may appear advisable ;

To engage generally in all undertakings relating to real estate, the construction of buildings thereon and the maintenance of such buildings, under the name of "Summerlea Land Company", with a capital stock of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the said company, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of October, 1912.

C. J. SIMARD,
4232 Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 8th October, 1912.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of the notarial code, a petition has been presented to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, by Joseph Napoléon Médard Preville, esquire, notary public, practising and residing at Saint Gabriel de Brandon, county of Berthier, district of Joliette, by which he ask for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of Hector Champagne, esquire, notary public, of Saint Gabriel de Brandon, aforesaid district. 4160

Quebec, 10th September, 1912.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Joseph Albert Poupert, esquire, notary public, practising and residing at Sainte-Martine, county of Châteauguay, district of Beauharnois, by which he ask for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Hector Bernard, in his lifetime notary public, practising at Sainte Martine, aforesaid district, in accordance with the provisions of the notarial code. 3682

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Quebec, 18th September, 1912.

Notice is hereby given that in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill shall be received by the House after the eighteenth day of the month of November next ; that no private bill shall be introduced after the twenty fifth day of the said month ; that no report of any standing or select committee upon private bill shall be received after the second day of the month of December next.

L. P. GEOFFRION,
3808 Clerk of Legislative Assembly.

HOUSE OF COMMONS.

CONDENSED RULES RESPECTING NOTICES FOR PRIVATE BILLS.

All applications to Parliament for Private Bills shall be advertised by a notice in the *Canada Gazette*, clearly and distinctly stating the nature and objects of the application, and signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same. For an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated. If the works of any company are to be declared to be for the general advantage of Canada, the same shall be specifically mentioned in the notice, and copy of such notice shall be sent by registered letter to the clerk of each county or municipality which may be specially affected by such works, and also to the secretary of the province in which such works are, or may be located ; and proof of such service of notice shall be established by statutory declaration.

Outre l'avis publié comme susdit dans la *Gazette du Canada*, il doit être aussi publié un avis similaire dans un des principaux journaux, comme suit :

1. Pour des lois de constitution en corporation :

(a) d'une compagnie de chemin de fer ou de canaux ou d'une compagnie pour la construction de tout ouvrage spécial, ou pour obtenir des droits ou privilèges spéciaux—dans la principale localité du comté ou du district intéressé ;

(b) ou d'une compagnie de télégraphe ou de téléphone—dans la principale localité de chaque province où la compagnie se propose d'établir un service ;

(c) ou d'une compagnie de banque ; une compagnie d'assurance ; une compagnie de garantie ; une compagnie de prêt, ou une compagnie industrielle (sans pouvoirs spéciaux)—dans la *Gazette du Canada* seulement.

2. Pour des amendements à des lois de constitution en corporation :

(a) Pour le prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal, ou d'enbranchements de ces chemins de fer et canaux—dans la principale localité dans chaque comté intéressé ;

(b) Pour la remise en vigueur ou la continuation d'une charte ou d'une prorogation du délai fixé pour la construction d'ouvrages de toutes sortes, ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'elle n'implique pas la concession de nouveaux droits spéciaux)—au siège social de la compagnie ;

(c) Pour la concession de quelques droits ou privilèges spéciaux—dans les localités réellement intéressées.

Tous ces avis doivent être publiés au moins une fois par semaine durant une période de cinq semaines consécutives ; et lorsqu'ils sont publiés dans les provinces de Québec ou du Manitoba, ils doivent l'être dans les deux langues, anglaise et française ; et s'il n'y a pas de journal dans l'endroit intéressé, cet avis doit être donné dans l'endroit le plus rapproché où se publie un journal. La preuve de la publication s'établit en chaque cas par une déclaration statuaire qui doit être envoyée au greffier de la Chambre des Communes.

Pour autres détails concernant les avis, pétitions, droits à payer, forme et dépôt du bill, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, à Ottawa, ou voir les règlements de la chambre relatifs aux bills privés tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

THOS. B. FLINT,

3957 Greffier de la Chambre des Communes.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un de traverse, la construction d'usines ou tra-
aux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall be published in same leading newspaper, as follows :

1. For acts of Incorporation.

(a) Of a railway or canal company, or of a company for the construction of any special works, or for obtaining any special rights and privileges—in the principal place in each county or district affected ;

(b) Of a telegraph or telephone company—in the principal place in each province in which the company intends to operate ;

(c) Of banks, insurance, trust, loan or industrial companies (without and special powers)—Advertise in the *Canada Gazette* only.

2. For amendments to acts of incorporation :

(a) For the extension of a line of railway or canal or branches thereto.—In the principal place in each county affected ;

(b) For the revival or continuation of a charter or for extension of time for the construction of works of any kind, or for enlargement of any of the powers of a company (not involving additional special powers)—at the head office of the company ;

(c) For the granting of any special powers or privileges—in the localities actually affected.

All such notices shall be published at least once a week for five consecutive weeks ; and in Quebec and Manitoba shall be published in both english and french ; and if there be no newspaper published in the locality affected, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published. Proof of publication shall be established in each case by statutory declaration to be sent to the Clerk of the House.

For further particulars as to notices, petitions, fees, form and deposit of bill, etc., address the Clerk of the House of Commons, Ottawa, or see the Rules of the Commons relating to private bills as published in the *Canada Gazette*.

THOS. B. FLINT.

3958 Clerk of the House of Commons.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying as or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any

canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers pu pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais

dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.— Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non les dimensions de ce pont-tournant.

60.— Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à

county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.— Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.— The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock com-

une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

3569

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un ramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations instantanées, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle* de Québec, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être reproduit sans interruption, pendant au moins un mois, sans intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention avec les lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoatoires aux Statuts refondus concernant les corpora-

pany, or to amend such of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,

3570

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporating of Cities or Towns or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting

ions de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen d'un tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps qu'une copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et verser le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 250 copies in English and 500 copies in French, at a rate of \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

" 3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

" 3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. P. GEOFFRION,

3571-2

Greffier de l'Assemblée Législative.

Demandes à la Législature

Avis public est donné par les présentes, par la corporation de la ville de Magog, qu'elle demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, d'amender sa charte de manière à lui permettre de diviser la ville en quartiers, de faire élire le maire par le peuple, d'employer le vote au scrutin secret pour les élections municipales, de changer la date et le mode des dites élections, d'être régie par la loi des cités et villes, contenue dans les statuts refondus de 1909, pour les matières non prévues par sa charte, d'emprunter une certaine somme d'argent pour compléter le paiement de ou améliorer ses usines électriques, sur simple résolution du conseil, etc.

ALF. TOURIGNY,

Procureur de la corporation
de la ville de Magog.

Magog, P. Q., 20 septembre 1912.

3851-4

Avis public est par le présent donné que Henri Timmis, directeur gérant, Ross H. McMaster, gérant, Robert H. Barron, notaire public, tous des cité et district de Montréal, et Charles W. Taylor, solliciteur de brevets, et Andrew Ross McMaster, conseil en loi du Roi, tous deux de la cité de Westmount, dans la province de Québec, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale les constituant, et toutes telles personnes qui pourront devenir actionnaires dans la compagnie, en une corporation de chemin de fer sous le nom de "The Huntingdon & Hemmingford Railway Company", avec pouvoir de construire et mettre en opération un chemin de fer de largeur normale d'un point à ou près du village de Huntingdon, dans le comté de Huntingdon, dans la province de Québec, à un point à ou près du village de Hemmingford, dans les dits comté et province, traversant dans son cours par la route la plus pratique les parties des comtés de Huntingdon et Châteauguay situées entre les deux villages, et pour d'autres fins.

Daté à Montréal, ce 24^e jour de septembre mil neuf cent douze (1912).

CAMPBELL, McMASTER & PAPINEAU,

3901.3

Procureurs des requérants.

ASSOCIATION SAINT-JEAN-BAPTISTE DE
MONTREAL.

Avis est par les présentes donné que l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal, corps politique et incorporé par acte de la législature, ayant son principal siège d'affaires en les cité et district de Montréal, s'adressera à la prochaine session de la

" 3. If a copy the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen day before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

" 3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. P. GEOFFRION,

3572

Clerk of the Legislative Assembly

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given by the corporation of the town of Magog, that they will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to have their charter amended in order to be permitted to divide the town into wards, to have the mayor elected by the people, to use the secret ballot in municipal election, to change the date and the mode of said elections, to be governed by the law of the cities and towns contained in the revised statutes of the province of Quebec of 1909, for all matters not provided for in their charter, to borrow a certain sum of money on resolution of the council to complete the payment of or improve their electric plant, &c.

ALF. TOURIGNY,

Attorney for the corporation
of the town of Magog.

Magog, Que., 20th September, 1912

3852

Public notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, Henry Timmis, managing director, Ross H. McMaster, manager, Robert H. Barron, notary public, all of the city and district of Montreal, and Charles W. Taylor, patent attorney, and Andrew Ross McMaster, King's counsel, both of the city of Westmount, in the province of Quebec, will petition for a special act creating them and such other persons as may become shareholders in the company, a railway corporation under the name of "The Huntingdon & Hemmingford Railway Company", with powers to construct and operate a railway of standard gauge from a point at or near the village of Huntingdon, in the county of Huntingdon, in the province of Quebec, to a point at or near the village of Hemmingford, in the same county and province, traversing in its course by the best practicable route such parts of the counties of Huntingdon and Chateauguay as may lie between the two villages, and for other purposes.

Dated at Montreal, this 24th day of September, one thousand nine hundred and twelve (1912).

CAMPBELL, McMASTER & PAPINEAU,

3902

Attorneys for applicants.

ASSOCIATION SAINT-JEAN-BAPTISTE OF
MONTREAL.

Notice is hereby given that "L'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal", a body politic and duly incorporated by act of the Legislature having its principal place of business in the city and district of Montreal, will apply at the next session of the

législature de Québec, pour demander la refonte de la loi 51-52 Victoria, ch. 65, incorporant la dite association, et des amendements à la dite loi contenus dans les statuts 55-56 Victoria, ch. 85, 62 Victoria, ch. 93, 3 Édouard VII, ch. 121, et 6 Édouard VII, ch. 93, et pour demander tous pouvoirs additionnels et plus amples, pour lui permettre d'atteindre plus effectivement les fins de son incorporation.

Par ordre,

G. A. MARSAN,
Secrétaire général.
3921-4

Montréal 20 septembre 1912.

Avis est par les présentes donné, qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer la Compagnie d'Assurance contre le feu "Laurentide" avec bureau principal en la cité de Hull, avec pouvoir de faire des contrats d'assurance et de ré-assurance contre le feu, les bris de glace et des chaudières à vapeur et les accidents ou événements de la nature ainsi que pour garantir la fidélité de personnes occupant des charges ou emplois de confiance et de faire exécuter toutes autres choses se rapportant à ses opérations et de nature à les faciliter et pour autres fins.

DEVLIN & STE MARIE,

Procureurs de la requérante.

Hull, 26 septembre 1912. 3961.3

Avis public est par le présent donné que la Communauté des Soeurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal (communément appelée "Soeurs Grises"), corps politique et incorporé ayant son principal établissement en la cité et le district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander qu'une loi soit passée à l'effet d'autoriser la dite Communauté à vendre en bloc ou par lots séparés, ensemble ou en différents temps, l'immeuble suivant, savoir :

Tout le terrain compris dans les limites suivantes :

Borné en front vers le nord-est par la rue Cathédrale, en arrière vers le sud-ouest par les lots 725 et 726 du cadastre du quartier Saint Antoine ; d'un côté vers le nord-ouest par la rue Saint-Antoine, et de l'autre côté vers le sud-est par la rue Saint-Jacques, et contenant cinquante-neuf mille quatre cent soixante et onze pieds (59,471 pieds) en superficie, mesure anglaise ;

Ce terrain composé des lots suivants :

Tout le lot No. 729, du cadastre du quartier Saint-Antoine ; le lot No 727, du dit cadastre, moins la partie nord-ouest du dit lot No 727, exproprié par la cité de Montréal, pour l'élargissement de la rue Saint-Antoine ; le lot No 728, du dit cadastre, moins la partie nord-ouest du dit lot No 728, expropriée par la cité de Montréal, pour l'élargissement de la rue Saint-Antoine ; à consentir un titre valable aux acquéreurs, à donner quittance pour le prix. La dite communauté demandera en outre à être autorisée à établir l'Asile Saint-Joseph, et poursuivre et continuer l'oeuvre du dit asile ailleurs que dans les limites de la cité de Montréal, et, dans ce but, à construire le dit asile et tous autres édifices nécessaires pour les fins de la dite oeuvre dans tous endroits que la communauté pourra choisir soit dans les limites de la cité de Montréal, soit en dehors de ces limites, pourvu que ce soit dans un endroit situé dans l'île de Montréal, de faire toutes les acquisitions de terrains qu'elle jugera utile et nécessaire à ces fins ou, si elle le préfère, de se servir de terrains appartenant actuellement à la dite communauté.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,

Procureurs de la requérante.

Montréal, 25 septembre 1912. 3943

Legislature of Quebec, that its act of incorporation 51-52 Victoria, ch. 65, be consolidated, and also the amendments to said law 55-56 Victoria, ch. 85, 62 Victoria, ch. 93, 3 Edward VII, ch. 121, and 6 Edward VII, ch. 93, and for additional and wider powers to carry out more effectively the objects of its incorporation.

By order,

G. A. MARSAN,
General secretary.
3922

Montreal, 20th September, 1912.

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act to incorporate "La Compagnie d'Assurance contre le feu "Laurentide", with its chief office in the city of Hull, with power to make insurance contracts and reinsurance against fire, breakage of glass and of steam boilers, and accidents or events of any kind, and to have any other thing done relating to these operations and of a nature to facilitate them, and for other purposes, as also to guarantee the fidelity of persons occupying offices or positions of trust, and for other purposes.

DEVLIN & STE MARIE,

Attorneys for petitioners

Hull, 26th September, 1912. 3962

Public notice is hereby given that the Community of the Sisters of Charity of the Montreal General Hospital (commonly called "Grey Nuns"), a body politic and corporate having its principal establishment in the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to be passed to authorize the said Community to sell in block or in separate lots, at the same or different times, the following immoveable, to wit :

The whole of the land comprised with the following limits :

Bounded in front on the north east by Cathedral street, in the rear on the south west by the lots 725 and 726 of the cadastre of Saint Anthony ward, on one side to the north west by Saint Anthony street, and on the other side to the south east by Saint James street—and containing fifty nine thousand four hundred and seventy one feet in superficies, english measure ;

The said land being composed of the following lots :

The whole of lot No. 729 of the cadastre of Saint Anthony ward, lot No. 727, of the cadastre less the north-west part of the said lot No. 727, expropriated by the city of Montreal for the widening of Saint Anthony street, lot No. 728, of the said cadastre less the north west part of the said lot No. 728 expropriated by the city of Montreal for the widening of Saint Anthony street, to give a valid title to the purchasers and give a discharge for the price. The said Community will apply moreover to be authorized to establish the Saint-Joseph Asylum and pursue and continue the work of the said asylum elsewhere than within the limits of the city of Montreal, and, for such purpose, to construct the said asylum and any other buildings necessary for the purposes of the said work in any locality that the Community may choose either within or outside the limits of the city of Montreal, provided it be in a place situate on the Island of Montreal ; to make any acquisitions of lands it may deem useful and necessary for such purposes or, if so preferred, to make use of the lands presently belonging to the said Community.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,

Attorneys for Petitioner.

Montreal, 25th September, 1912. 3944

Avis est par le présent donné que les commissaires d'écoles de la cité de Westmount, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant la section 8 de 56 Vic., chap. 80, et augmentant les pouvoirs d'emprunter des dits commissaires.

ATWATER, DUCLOS & BOND,
Procureurs des requérants.
Montréal, 24 septembre 1912. 3931-4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, par les grévés de substitution et curateur nommés par le testament de feu Colin Campbell, pour obtenir le pouvoir de vendre certains immeubles appartenant à la dite succession et placer les produits d'iceux.

FOSTER, MARTIN, MANN,
MACKINNON & HACKETT,
Procureurs des requérants.
Montréal, 26 septembre 1912. 3945-4

Avis est par les présentes donné que Frederick W. Evans, exécuteur testamentaire de feu Walter Drake, en son vivant gentilhomme, de Montréal, demandera à la prochaine session de la législature de Québec, de passer une loi aux fins d'interpréter certaines clauses du testament du dit M. Walter Drake, de définir ses pouvoirs, et de ratifier deux ventes faites entre lui, en sa qualité d'exécuteur testamentaire du dit Walter Drake et Raoul A. Girard, par actes passés à Montréal, le 24 avril 1912, devant Napoléon Théoret, N. P.
3947-4

FRED. W. EVANS.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi incorporant le village de Norway Bay.

Donné au canton de Bristol, le 1er jour d'octobre 1912.

WM. GAMBLE,
Solliciteur des requérants.
3997.3

Avis est par les présentes donné que "The Donnacona Paper Company Limited" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi confirmant et autorisant l'exercice par la dite compagnie, dans toute la province de Québec, des pouvoirs accordés par les lettres patentes de la province de d'Ontario, incorporant la dite compagnie; autorisant la dite compagnie à faire affaires dans la province de Québec; ratifiant et confirmant les acquisitions d'immeubles et droits réels dans la province de Québec, faites par la dite compagnie depuis son incorporation; accordant à la dite compagnie, le pouvoir de faire des arrangements avec toute personne ou compagnie exploitant ou se disposant à exploiter une affaire pouvant être profitable à la compagnie; d'acquiescer, posséder, louer, aliéner, hypothéquer et en général administrer des immeubles situés dans les limites de la province et autres pouvoirs additionnels; et pour autres fins.

L. A. CANNON,
Procureur de la requérante.
Quebec, 25 septembre 1912. 3941

Avis public est par le présent donné que le Bureau des Commissaires d'Ecoles catholiques romains de la cité de Québec, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire augmenter ses pouvoirs d'emprunt; pourvoir à la nomination d'un représentant de Limoulu, dans le dit bureau, et pour d'autres fins.

ANTOINE C. TASCHEREAU,
Sec.-trés. C. S. C. R., de Québec.
Québec, 26 septembre 1912. 3935

Notice is hereby given that the school commissioners of the city of Westmount, will make application to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act amending section 8 of 56 Vic., cap. 80, and increasing the borrowing powers of the said commissioners.

ATWATER, DUCLOS & BOND,
Attorneys for applicants.
Montreal, 24th September, 1912. 3932

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, by the institute and curator to the substitution created by the will of the late Colin Campbell, for authority to sell certain immovable properties belonging to said estate and to invest the proceeds thereof.

FOSTER, MARTIN, MANN,
MACKINNON & HACKETT,
Attorneys for applicants.
Montreal, 26th September, 1912. 3946

Notice is hereby given that Frederick W. Evans, testamentary executor of the late Walter Drake, in his lifetime, gentleman, of the city of Montreal, will apply at the next session of the Legislature of Quebec, for an act to interpret certain clauses of the will of said Walter Drake, to define his powers and to ratify two sales, made between said Frederick W. Evans, in his quality of testamentary executor of said Walter Drake and Raoul Girard, by two deeds passed at Montreal, on the 24th of April, 1912, before Napoléon Théoret, notary.

3948 FRED. W. EVANS.

Notice is hereby given that application will be made at the approaching session of the Legislature of the province of Quebec, for the passing of an act incorporating the village of Norway Bay.

Given at the township of Bristol, the 1st day of October, 1912.

WM. GAMBLE,
Solicitor for applicants.
3998

Public notice is hereby given that "The Donnacona Paper Company Limited" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act confirming and authorizing the exercise by the said company, throughout the province of Quebec, of the powers granted by the letters patent of the province of Ontario incorporating the said company; authorizing the said company to carry on business in the province of Quebec; ratifying and confirming the acquisition of real estate and real rights in the province of Quebec, made by the said company since its incorporation; granting to the said company the power to make arrangements with any person or company operating or about to operate any business that may be profitable to the company; to acquire, hold, lease, alienate, hypothecate and generally manage immovable property within the limits of the province and other additional powers, and other purposes.

L. A. CANNON,
Attorney for Petitioner.
Quebec, 25th September, 1912. 3942

Public notice is hereby given that the Roman Catholic Board of School Commissioners of the city of Quebec will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to increase its power to borrow; to provide for the appointment of a representative of Limoulu, in the said board, and for other purposes.

ANTOINE C. TASCHEREAU,
Sec.-treas. R. C. S. B. of Quebec.
Quebec, 26th September, 1912. 3936

Avis public est par le présent donné qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, la corporation de la ville de Beauharnois présentera un bill aux fins de faire ratifier et confirmer un règlement adopté par le conseil de la dite ville, le 7 août dernier, 1912, portant le No 110, accordant à la compagnie dite "Howard Smith Paper Company, Limited", une exemption de taxes et un bonus, aussi pour faire ratifier et confirmer un acte de conventions intervenu entre la compagnie et la dite corporation, le 28 août 1912, devant L. C. Tassé, notaire; pour amender l'article 5314 des statuts refondus, en autant que la dite ville est concernée, pourvoyant au remplacement des échevins, dans les cas de vacance, et aussi pour abroger l'article 5373, concernant les personnes à être inscrites sur la liste des électeurs, et pour autres amendements devenus nécessaires à la charte d'incorporation de la dite ville.

L. C. TASSÉ,
Secrétaire trésorier de la ville de Beauharnois.
Beauharnois, 30 septembre 1912. 4005.3

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal.

Avis public est par les présentes donné que la corporation du village du Sault-au-Récollet s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant sa charte, l'autorisant à faire un emprunt; ratifiant l'acte d'achat d'un système d'aqueduc et l'acte d'achat de certains terrains acquis pour des fins municipales et autres fins.

PELLETIER & BEAULIEU,
Procureurs de la requérante.
Montréal, 27 septembre 1912. 3963.3

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi incorporant en corporation de ville pour toutes fins municipales et scolaires le territoire faisant partie actuellement de la municipalité de Saint-Joachim de Châteauguay et comprenant les numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, —252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 378, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de Saint-Joachim de Châteauguay, y compris les subdivisions des dits lots originaires qui peuvent exister, sous le nom de Ville de Châteauguay, et placer la dite ville sous les dispositions de la loi des cités et villes avec quelques modifications ou dispositions spéciales au sujet du temps et du mode de l'élection du maire et des échevins, de la votation, de la taxation, qualification des électeurs et des échevins et autres dispositions ou clauses qui pourront être suggérées.

LAMOTHE & TESSIER,
Avocats des requérants.
Montréal, 30 septembre 1912. 3993.3

Avis est par le présent donné que "The Hebrew Free Loan Association of Montreal" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi l'incorporant comme une association de prêt gratuit, avec pouvoir de prêter des argents, exempts d'intérêts et charges aux personnes pauvres et indigentes, aider les personnes dans la détresse temporaire, et leur donner l'aide afin de les prévenir de tomber dans la pauvreté, avec pouvoir de détenir et posséder des immeubles, et pour autres fins.

JACOBS, HALL & COUTURE,
Procureurs de la requérante.
Montréal, 25 septembre 1912. 3933-4

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, the corporation of the village of Beauharnois will present a bill to ratify and confirm a by-law adopted by the council of the said village, on the 7th August last, 1912, bearing the No. 110, granting to the "Howard Smith Paper Company Limited", an exemption from taxes and a bonus, and also to ratify and confirm a deed of agreement made between the company and the said corporation, on the 28th August, 1912, before L. C. Tassé, notary; to amend article 5314 of the revised statutes in so far as the said town is concerned, providing for the replacement of the aldermen during vacation time, and also to repeal article 5373 respecting the persons to be inscribed on the electors' list, and for other amendments become necessary to the charter of incorporation of the said town.

L. C. TASSÉ,
Secretary-treasurer of the town of Beauharnois.
Beauharnois, 30th September, 1912. 4006

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.

Public notice is hereby given that the corporation of the village of Sault-au-Récollet will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain a law amending its charter for the purpose of authorizing said corporation to negotiate a loan, and of retifying the deed of acquisition of a system of water works, also the deed of acquisition of certain lots of land acquired for municipal purposes and for all other purposes.

PELLETIER & BEAULIEU,
Attorneys for petitioner.
Montreal, 27th September, 1912. 3964

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of a law incorporating in town for municipal and school purposes, the territory actually being a part of the municipality of Saint-Joachim de Châteauguay, comprising lots numbers 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, —252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 378, of the official cadastral plan and book of reference of Saint Joachim de Châteauguay, including all the subdivisions of the said original lots which may exist, under the name of the town of Châteauguay, and to place the said town under the dispositions of the law of cities and towns with some special modifications relating to the time and mode of the election of the mayor and aldermen, of the votation, of the taxation, qualification of electors, aldermen and other dispositions or clauses which may be suggested.

LAMOTHE & TESSIER,
Attorneys for petitioners.
Montreal, 30th September, 1912. 3994

Public notice is hereby given that the Hebrew Free Loan Association of Montreal will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next ensuing session, for an act to incorporate it as Free Loan Association, with authority to lend monies, free of interest and charge to poor and indigent persons, to relieve people in temporary distress, and to render them such aid as to prevent them from sinking into pauperism, with power to hold and possess immoveable property, and for other objects.

JACOBS, HALL & COUTURE,
Attorneys for applicants.
Montreal, 25th September, 1912. 3934

Avis public est par le présent donné que William A. Desbarats, de la cité de Montréal, imprimeur, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin de ratifier un certain acte de vente à lui par Mlle Victoria Eugénie Macdonald et autres, d'une certaine propriété comprenant tous les lots numéros mille soixante et treize B (1073 B), et mille soixante et treize C (1073 C), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, et pour toutes autres fins y ayant rapport.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
& LANGUEDOC,
Solliciteurs du requérant.
Montréal, 1er octobre 1912. 4059

Avis public est par le présent donné que National Hydro-Electric Company, Limited, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, fera application pour une loi à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour les fins suivantes : pour faire confirmer sa charte et lettres-patentes ; pour faire les affaires et opérations d'une compagnie de lumière, chaleur et force électrique et pour posséder, détenir, louer et autrement acquérir des pouvoirs d'eau et les développer ; pour produire, transmettre, distribuer, fournir et vendre l'électricité pour les fins de chauffage, lumière, traction et force électrique et des fins industrielles et autres ; pour bâtir des lignes de transmission, pour émettre des obligations et débetures ; pour faire les affaires et opérations d'une compagnie de lumière, chaleur et force électrique dans les comtés de L'Assomption, Terrebonne, Deux-Montagnes, Laval, Montcalm, Joliette, Berthier, Richelieu, Verchères, Laprairie, Napierville, Saint-Jean, Iberville, Missisquoi, Vaudreuil, Argenteuil, Soulanges, Chambly, Chateauguay, Beauharnois, Labelle et Ottawa et dans l'île et dans la cité de Montréal ; pour exproprier les propriétés immobilières ou aucune partie d'icelles et le droit de passage requis pour l'installation de ses lignes de transmission et les propriétés immobilières ou aucune partie d'icelles et les droits riverains requis pour l'établissement de ses usines et dépendances et pour la construction et maintien de tranchées, canaux, écluses, ponts, tuyaux, barrages, digues, canaux de roues hydrauliques et autres travaux se rattachant à l'entreprise de la compagnie.

NATIONAL HYDRO-ELECTRIC
COMPANY, LIMITED.
Montréal, 25 septembre 1912. 4023

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à l'Assemblée Législative de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi incorporant la Quebec and North Eastern Railway, avec pouvoir de construire et d'opérer une ligne de chemin de fer depuis un point situé à ou près de la frontière ouest de la province de Québec à ou près du Lac Oposatic, dans le district de Pontiac, et continuant dans une direction nord-est jusqu'à ce qu'elle puisse traverser la voie du chemin de fer du Grand Tronc Pacific, dans le district d'Abitibi près du lac Kapitachunn, une distance approximative de 160 milles ; et un embranchement commençant à un point sud-ouest d'où Belle River croise le chemin de fer du Transcontinental ; et de là dans une direction sud-est à travers les districts de Pontiac et d'Ottawa à un point ou près de Monte Laurier ; de là dans une direction sud-est à travers les comtés d'Ottawa, Montcalm, Joliette, Berthier, Maskinongé et Saint-Maurice à la cité de Trois-Rivières ou dans l'alternative à travers les dits comtés aux Grandes Piles, dans le comté de Champlain et de là à travers les comtés de Cham-

Public notice is hereby given that William A. Desbarats, of the city and district of Montreal, printer, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to ratify a certain deed of sale to him by Miss Victoria Eugénie Macdonald and others, of certain property comprising the whole of lots numbers ten hundred and seventy three-B (1073 B) and ten hundred and seventy three-C (1073 C), on the official plan and book of reference of the Saint Antoine Ward, of the city of Montreal, and for such other purposes as may be accessory thereto.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
& LANGUEDOC,
Solicitors for applicant.
Montreal, 1st October, 1912. 4060

Public notice is hereby given that National Hydro-Electric Company, Limited, a body politic and corporate, having its chief office and principal place of business, in the city and district of Montreal, will make application for an act to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the following objects : To confirm its charter and letters patent ; to carry on the business of an electric light, heat and power company and to own, hold, lease and otherwise acquire water-powers and develop same ; to generate, transmit, distribute, supply and sell electricity for the purposes of electric heating, lighting, traction and motive power, and for industrial and other purposes ; to build transmission lines ; to issue bonds and debentures ; to do the business of an electric light, heat and power company in the counties of L'Assomption, Terrebonne, Deux-Montagnes, Laval, Montcalm, Joliette, Berthier, Richelieu, Verchères, Laprairie, Napierville, Saint-Jean, Iberville, Missisquoi, Vaudreuil, Argenteuil, Soulanges, Chambly, Chateauguay, Beauharnois, Labelle and Ottawa, and in the island and city of Montreal ; to expropriate immovable properties of any part thereof and the right of way required for the installation of its transmission lines and immovable properties or any part thereof and riparian rights, for the establishment of its factories and dependencies and for the construction and maintenance of drains, canals, sluices, bridges, pipes, dams, flumes and other works incidental to the enterprise of the company.

NATIONAL HYDRO-ELECTRIC
COMPANY, LIMITED.
Montreal, 25th September, 1912. 4024

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislative Assembly, of the province of Quebec, at next session, thereof for an act to incorporate the Quebec and North Eastern Railway, with power to construct and operate a line of railway from a point at or near the western boundary of the province of Quebec at or near Oposatic Lake, in the district of Pontiac, and continuing through the clay belt a north easterly direction till it interests the line of the Grand Trunk Pacific Railway in the district of Abitibi near Lake Kapitachunn an approximate distance of 160 miles ; and a branch line commencing at a point south west of where Belle River intersects the Transcontinental Railway ; thence in a south easterly direction through the districts of Pontiac and Ottawa to a point at or near Monte Laurier ; thence south easterly through the counties of Ottawa, Montcalm, Joliette, Berthier, Maskinongé and Saint Maurice to the city of Three Rivers or in the alternative through the said counties to Grand Piles in the county of Champlain and from thence through the counties of Champlain, Portneuf and Quebec to the city

plain, Portneuf et Québec à la cité de Québec; et avec pouvoir de construire un embranchement d'un point du Lac Témiscamingue, dans le comté de Pontiac, dans une direction sud à travers le comté de Pontiac, au village de Ville-Marie, et continuant dans une direction nord-est à ou près du Lac des Quinze au Lac Expanse; avec pouvoir de construire des embranchements ou extensions à divers endroits le long de la route; et pour communiquer avec tous les chemins de fer déjà construits ou qui peuvent être construits; avec pouvoir d'opérer le dit chemin de fer par vapeur, électricité ou autrement; et pour autres pouvoirs ordinairement donnés aux compagnies de chemins de fer.

Daté, ce 27ième jour de septembre A. D. 1912.

GEORGE PARENT,
Procureur, Québec.
Agent pour PRICE, GARVEY & CO.
Procureurs du requérant.

4021

La cité de Montréal donne avis qu'elles s'adressera à la législature provinciale, à sa prochaine session, afin d'obtenir des amendements à sa charte, sur les matières suivantes:

Autonomie municipale; expropriations, ouverture, prolongement et élargissement de rues; redistribution et fusion des quartiers; autorisation de faire des règlements sur différents sujets; finance, administration, taxes, permis, licences, pavages permanents; annexions; prolongation des délais pour exécution des travaux dans différents quartiers; listes électorales; élections; rôles de contribution et de perception; ratification du contrat avec la compagnie Canadienne d'Autobus; construction d'égouts, drains; emprunts permanents et temporaires; pouvoirs généraux de la cité; obligations et responsabilités de personnes ou compagnies dans le cas d'excavations faites dans les rues pour pose de tuyaux; pouvoirs du conseil ou du bureau des commissaires; hygiène et salubrité; remboursement à la cité du coût de l'entretien dans les hôpitaux civiques, de malades venant de municipalités étrangères; travaux et améliorations publics; paix et sûreté publiques; nuisances; marchés et abattoirs, décence et bonnes moeurs; aqueduc; rues, ruelles et voies publiques et droit d'y exercer des privilèges; établissement de parcs et de boulevards; droit de s'emparer des rues privées et d'y faire des travaux dans l'intérêt général; ratification du règlement No 460, intitulé: "Règlement concernant les voitures à vapeur et à moteur; ratification des règlements relatifs à la construction des édifices; annuités, fonds de pension ou de retraite pour les fonctionnaires municipaux.

L. O. DAVID,
Greffier de la cité
Bureau du greffier de la cité.
Hôtel de ville.
Montréal, 3 octobre 1912 4015

Avis est donné de la part de la Compagnie Hydraulique Stadacona qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi l'autorisant à exercer certains pouvoirs d'expropriation pour la pose de ses poteaux et l'installation de ses lignes de transmission conformément à la loi des Chemins de Fer de Québec.

Pour la Compagnie Hydraulique Stadacona.
ST-LAURENT & LAFERTE,
Avocats.
Québec, 2 octobre 1912. 4019

of Quebec; and with power to construct a branch line from a point on Lake Temiskaming in Pontiac county in a southerly direction through the county of Pontiac to the village of Ville Marie, and continued in an north easterly direction at or near the Lac des Quinze to Lake Expanse; with power to construct branches or extensions at different points along the route; and to connect with any railroads built or that may be built; with power to operate said railway by steam, electricity or otherwise; and for such powers as are usually given to railway companies.

Dated 27th day of September, A. D. 1912.

GEORGE PARENT,
Solicitor, Quebec.
Agent for PRICE, GARVEY & CO.,
Solicitors for applicant.

4022

The city of Montreal gives notice that it will apply, to the Provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter on the following matters:

Municipal autonomy; expropriations; opening extension and widening of streets; redistribution and amalgamation of wards; authorization to enact by-laws on different subjects; finance; administration; taxes; permits; licenses; permanent pavings; annexations; extension of the delays for the carrying out of works in different wards; voters lists; elections; assessment and collection rolls; ratification of the contract with the Canadian Autobus Company; laying of sewers and drains; permanent and temporary loans; general powers of the city; obligations and responsibility of persons or companies in the case of cuts made in the streets for the laying of pipes; powers of the Council and of the Board of Commissioners; hygiene and sanitation; refund to the city of the cost of the maintenance, in civic hospital, of patients coming from outside municipalities; public works and improvements; public peace and safety; nuisances; markets and abattoirs; decency and good morals; water works; streets, lanes and thoroughfares and right to exercise privileges thereon establishment of parks and boulevards; right to take possession of private streets and to perform works thereon in the general interest; ratification of by-law No 460, entitled "By-law concerning steam and motor vehicles; ratification of by-laws reconstruction of buildings; superannuation fund, annuities for civic employees.

L. O. DAVID,
City Clerk.
City Clerk's Office,
City Hall.
Montreal, 3rd October, 1912. 4016

Notice is given on behalf of The Stadacona Hydraulic Company that it will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act authorizing it to exercise certain powers of expropriation for the placing of its posts and the installation of its transmission lines, in conformity with the dispositions of the Quebec Railway Act.

For the Stadacona Hydraulic Company.
ST-LAURENT & LAFERTE,
Solicitors.
Quebec, 2nd October, 1912. 4020

Avis public est par le présent donné que la cité de Québec s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à sa charte d'incorporation, et pour demander d'être autorisée à emprunter une somme de sept cent vingt cinq mille piastres, pour payer le coût de travaux permanents dans les rues et places publiques, des travaux pour la construction du nouveau conduit de son aqueduc, et extension de l'aqueduc dans certaines parties du quartier Limoilou, de construction et réparation de postes de pompiers et équipement, et réorganisation de la brigade de feu, des travaux et acquisition de terrains pour les ponts Dorchester et Drouin, et aussi pour la protection des sources et cours d'eau qui alimentent son aqueduc, et aussi, pour faire ratifier un certain contrat entre elle et "The Canadian Northern Quebec Railway Company", concernant le paiement de certaines cotisations, pour modifier la loi concernant les plaintes contre les rôles de cotisation, et la taxe sur les poteaux érigés dans les rues; pour obtenir des pouvoirs additionnels pour l'installation de son télégraphe d'alarme du feu, pour modifier la loi concernant la construction des bâtisses et des trottoirs, et concernant les murs de soutènement des terres des rues, et pour autres fins.

Par ordre,

H. J. J. B. CHOUINARD,

Greffier de la cité.

Québec, 2 octobre 1912.

4033.3

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal.

Avis public est par le présent donné que MM. Alphonse Turcotte, Henry James Ross, Georges Gonthier, John Joseph Robson, Alexandre Desmarteau, Edgar Alexander Right, Joseph Desautels et Henri Viau, tous comptables, de la cité et du district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale les constituant, eux et toutes autres personnes qui leur sont déjà associées ou qui pourront l'être à l'avenir, en une corporation, sous le nom de "Institut des Comptables et Auditeurs de la province de Québec" (Institute of Accountants and Auditors of the province of Quebec), avec pouvoir de faire tout ce que nécessaire pour assurer l'efficacité, la dignité et le bon renom de leur profession comme comptables et auditeurs publics; définir les devoirs et les droits de leur profession de comptables et auditeurs; établir les conditions auxquelles on pourra devenir ou rester membre de cette association; conférer aux membres de cette association des titres, certificats de compétence ou de qualification et certaines appellations et restreindre à ses membres exclusivement tels titres et appellations; établir des cours d'enseignement et faire à ce sujet tous arrangements avec une université ou une maison d'enseignement ou d'éducation; faire tous règlements se rapportant à l'admission, au maintien et à la régie des membres dans l'association et à leur expulsion; acquérir, par achat ou autrement aliéner, toutes propriétés immobilières que l'association pourrait avoir en vue, afin d'obtenir son objet et ses fins; prélever sur ses membres, toute contribution nécessaire et pour d'autres fins.

PELLETIER & BEAULIEU,

Procureurs des requérants.

Montréal, 2 octobre 1912.

4031.3

Avis public est par les présentes donné que la ville de Maisonneuve s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte, et obtenir les pouvoirs additionnels suivants:

Pour faire décréter que la ville portera à l'avenir le nom de "Cité de Maisonneuve." Pour homologuer, ouvrir et macadamiser conformément à la

Public notice is hereby given that the city of Quebec, shall apply to the Legislature of this province, at its next session, to obtain certain amendments to its charter of incorporation, and to request authorization to borrow a sum of \$725 000, seven hundred and twenty five dollars, to pay the cost of permanent works in the streets and public places; works for the construction of the new water works main and extension of water works in certain portions of Limoilou ward, to build and repair fire stations and for equipment and reorganization of the Fire Brigade, of works and purchase of land required for Dorchester and Drouin bridges, and also for the protection of the sources and water courses which supply water to the water works, and also for ratification of a certain deed between the city and the Canadian Northern Quebec Railway Company, concerning the payment of certain assessment, to modify the law concerning complaints against the assessment roll and tax on poles erected in streets, to obtain additional power for the extension of the Fire Alarm Telegraph, to modify the law concerning the construction of buildings and sidewalks, and concerning retaining walls to support the land of streets, and for other purposes.

By order,

H. J. J. B. CHOUINARD,

City clerk

Quebec, 2nd October, 1912

4034

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.

Notice public is hereby given that Messrs. Alphonse Turcotte, Henry James Ross, Georges Gonthier, John Joseph Robson, Alexandre Desmarteau, Edgar Alexander Right, Joseph Desautels et Henri Viau, all accountants, of the city and district of Montreal, shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law, constituting them with all other persons actually connected and associated with them or who might so become in future as a body politic and corporate, under the name of "Institute of Accountants and Auditors of the province of Quebec" (Institut des Comptables et Auditeurs de la province de Québec), and to confer upon them all the power and authority required for the following purposes: to perform whatever may be necessary to secure the efficacy, the dignity and good renown of their profession as public accountants and auditors; to define the duties and the rights of their profession as accountants and auditors; to establish the conditions under which one may become or remain a member of said association; to confer upon the members of said association titles certificates of competency or qualification, and certain appellations and also to restrict to its members exclusively said titles and appellations; to establish course of teaching and to enter into any agreement to that effect, with any university or establishment of instruction and education; to enact any by-laws relating to the admission, maintenance and conduct of the members in said association and also to the expulsion of members therefrom; to acquire, alienate, by deed of sale or otherwise all immoveables properties that the association may have in view, in order to obtain its object and its ends; to levy upon said members all contribution required and for any other purposes.

PELLETIER & BEAULIEU,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 2nd October, 1912.

4032

Public notice is hereby given that the town of Maisonneuve will petition the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend its charter and to obtain the following additional powers:

To obtain an enactment to the effect that the town in the future will be known under the name of "City of Maisonneuve". To homologate, open and

"loi des bons chemins 1912," le Boulevard Pie IX à une largeur de 100 pieds des limites nord de la ville jusqu'à la Rivière des Prairies, et réglementer la construction des maisons qui y seront construites; pour réglementer en général la construction des bâtiments, et décréter certaines prohibitions dans certains cas, et sur certaines rues et ruelles: pour amender l'article 7 de la loi 1 George V (1ère session) chapitre 52, concernant la construction des trottoirs permanents. Pour demander la création d'une commission à être nommée par le lieutenant-gouverneur en conseil, dans le but d'embellir et d'administrer le parc Maisonneuve;

Pour amender l'article 13 de la loi 1 George V (2ème session) chapitre 64, ainsi que l'article 5 de la loi 1 George V (1ère session), chapitre 52. Amender la loi concernant les taxes, les limitations ou exemptions de taxes, les licences en général, les aliénés et l'homologation des rôles de cotisation et de perception; autoriser le conseil à paver les rues comprises entre le fleuve et la ligne proposée au Pacifique Canadien;

Autoriser le conseil à construire les écuries et hangars nécessaires; obtenir une appropriation additionnelle pour compléter le marché et le bain publics, et autoriser le conseil à émettre des bons ou débetures de la ville pour les fins ci-dessus mentionnées et ce sans suivre les formalités des statuts refondus de 1888, pour ratifier le plan d'homologation et de cadastre de partie du lot No 17, du village incorporé d'Hochelaga. Amender l'article 4546 des statuts refondus de 1888;

Pour autoriser le conseil à faire tous règlements concernant la circulation des voitures et des camions mus par la vapeur ou autre force motrice, et en général à faire tous règlements pour la bonne administration de la ville.

Pour donner aux compagnies, corporations ou corps incorporés le droit de voter.

Pour donner au conseil le droit de réglementer les excavations dans les rues et places publiques, par les compagnies exerçant des franchises publiques dans la ville, et les obliger à remettre les rues dans le même état, conformément à l'article 10 de la loi 1 George V, (2ème session), chapitre 60.

JOSEPH MORIN,

Procureur de la ville de Maisonneuve.
Montréal, 2 octobre 1912. 4029.3

macadamize, according to the "law of good roads, 1912," the Boulevard Pie IX at a width of 100 feet from the northern limits of the town up to Rivière des Prairies, and to regulate the construction of houses that may be erected thereon. To regulate in general the erection of buildings, and to enact certain prohibitions in certain cases and on certain streets and lanes; to amend article 7 of the law 1 George V (1st session) chapter 52, relating to the construction of permanent sidewalks. To ask for the creation of a commission to be appointed by the Lieutenant-Governor in Council, for the purpose of beautifying and managing the Park Maisonneuve;

To amend article 13 of the law 1 George V (2nd session) chapter 64 as well as article 5 of the law 1 George V (1st session), chapter 52. To amend the law relating to taxes, limitations or exemptions of taxation, licences in general, to insane persons, and the homologation of assessment and perception rolls. To authorize the council to pave the streets situated between the river and the proposed line of the Canadian Pacific Railway;

To authorize the council to erect necessary stables and sheds, to obtain an additional appropriation to complete the public market and bath, and authorize the council to issue bonds or debentures of the town for the purposes herein above mentioned and this without following the formalities of the revised statutes of 1888. To ratify the plan of homologation and cadastre of part of lot No. 17 of the incorporated village of Hochelaga, to amend article 4546 of the revised statutes of 1888;

To authorize the council to regulate the circulation of vehicles and wagons propelled by steam or other motive power, and in general to make by-laws for the good administration of the town.

To give to companies, corporations or incorporated bodies the right to vote.

To give to the council the right to regulate the excavations in the streets and public places by companies exercising public franchises in the town, and to oblige them to put the streets in the same state, according to article 10 of law 1 George V, (2nd session), chapter 60.

JOSEPH MORIN,

Attorney for the town of Maisonneuve.
Montreal, 2nd October, 1912. 4030

Avis public est par les présentes donné que la ville de Maisonneuve s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la création d'une commission, dont les membres seront nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, avec pouvoirs d'administrer et embellir et exploiter le parc Maisonneuve; les revenus de telle exploitation devant être partagés moitié à la ville et moitié aux institutions de charité de la ville.

JOSEPH MORIN,

Procureur pour la ville de Maisonneuve.
Montréal, 2 octobre 1912. 4027.3

Public notice is hereby given that the town of Maisonneuve will apply at the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to ask for the creation of a commission whose members shall be appointed by the Lieutenant Governor in Council, with powers to manage, beautify and exploit Maisonneuve Park; the revenues of such exploitation to be divided one half to the town and one half to the charitable institutions of the town.

JOSEPH MORIN,

Attorney for the town of Maisonneuve.
Montreal, 2nd October, 1912. 4028

La cité de Hull donne avis qu'elle s'adressera à la législature de la province, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, dans les buts suivants:

Déterminer les devoirs et pouvoirs de ses officiers concernant les élections des échevins; définir la promulgation et approbation de certains règlements; déterminer les procédures à suivre pour vendre des immeubles pour taxes; sur la manière de donner les avis publics; faire certains règlements; amender certains pouvoirs du conseil quant à la taxe de locataire; touchant la cour du recorder et le recorder; pour évaluer et imposer des taxes sur rails, poteaux, accessoires de chemins de fer électrique dans les limites de la cité; obliger des personnes et compagnies exemptes de taxes à

The city of Hull gives notice that it will apply to the provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter, on the following matters:

To determine duties any powers of its officers concerning elections of aldermen; to define the promulgation and approbation of certain by-laws; to determine the procedures for the sale of immovables for taxes; on the rule to give public notices; to make certain by-laws; to amend the powers of the council regarding the rental taxes; concerning the recorder's court and the recorder himself; to assess and impose taxes on rails, posts and accessories of the electric railways in the limits of the city; to force persons and companies exempt from taxation to pay for costs of local improvements; mode of perception of said taxes

payer pour les améliorations locales ; mode de perception des dites taxes ; pour ses pouvoirs d'emprunt et au sujet du fonds d'amortissement ; referendum ; déterminer le nombre de licences ; de faire certains amendements relatifs à l'instruction publique en ce qui regarde l'élection des commissaires d'écoles et leur droit d'emprunt ; obliger certaines personnes ou compagnies aux améliorations locales.

DEVLIN & STE MARIE,

Procureur de la requérante.

Hull, 30 septembre 1912.

4025.3

Avis public est par le présent donné que le bureau protestant des commissaires d'écoles, de la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi dans les buts suivants :

Augmenter leurs pouvoirs d'emprunt et les autoriser à émettre des obligations additionnelles pour cette fin et jusqu'à une limite à être déterminée ;

Spécifier la forme de telles obligations ;

Annexer au territoire sous la juridiction des requérants la partie du territoire du quartier Saint-Denis, qui n'est pas déjà sujette à leur contrôle pour les fins scolaires ;

Pourvoir à la perception des taxes scolaires imposées sur la propriété des corporations et compagnies incorporées comme suit :

(a) Que la liste neutre de la taxe scolaire sur la propriété des corporations situées dans les limites de la cité sera imposée par les assesseurs de la cité et prélevée par le trésorier de la cité au taux qui sera fixé par la loi ;

(b) Que les produits de la taxe sus-mentionnée dans ces quartiers ou parties de quartiers de la cité qui sont un territoire commun pour le bureau protestant des commissaires d'écoles et la commission scolaire catholique de Montréal, seront divisés entre les deux bureaux, tel que pourvu par la loi existante ;

(c) Que les produits de la taxe dans chacun des autres quartiers ou parties de quartiers de la cité seront traités séparément et divisés par le trésorier de la cité sur la base de *per capita* parmi ces bureaux scolaires de la cité qui auront des élèves résidant dans ce quartier ou partie de quartier et fréquentant leurs diverses écoles ;

(d) Que pour les fins des écoles existantes, tous les bureaux scolaires de la cité, à l'exception de la commission scolaire catholique de Montréal, seront requis de fournir au trésorier de la cité, le ou avant le quinzième jour de novembre annuellement, un état montrant le nombre d'élèves fréquentant ses écoles durant les mois d'octobre, et résidant dans les limites de chaque quartier ou partie de quartier non compris dans le territoire de la commission scolaire catholique de Montréal ;

Et pour toutes autres fins et législation en rapport, nécessaires ou accessoires aux susdites fins.

GREENSHIELDS, GREENSFIELDS
& LANGUEDOC,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 28 septembre 1912.

3973.3

Avis public est par le présent donné que la cité de Lachine s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte aux fins : d'annexer la ville de Summerlea à son territoire ; modifier les élections municipales, la formation des commissions, les procédures concernant les séances du conseil, l'administration des finances, la votation aux élections municipales, et sur les règlements d'emprunt ; ratifier certaines dépenses encourues par le conseil dans l'intérêt de la cité ; pourvoir à l'établissement d'un incinérateur et au paiement de pensions à ses employés en retraite ; l'autoriser à faire des règlements pour prohiber l'assistance de jeunes enfants aux représentations

concerning its borrowing powers and its sinking fund ; referendum ; to determine the number of licenses ; to make amendments concerning public instruction regarding the election of school commissioners and their borrowing powers ; to oblige and force certain persons and companies to local improvements.

DEVLIN & STE. MARIE,

Attorneys for petitioner.

Hull, 30th September, 1912.

4026

Public notice is hereby given that the Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal, will at the next session of the Legislature of the province of Quebec, make application for the passing of an act for the following purposes :

To increase their borrowing powers and authorize them to issue additional bonds for that purpose and to a limit to be determined.

To specify the form of such bonds.

To annex to the territory under the jurisdiction of the applicants such part of the territory of Saint Denis ward, as it not already subject to their control for school purposes.

To provide for the collection of school taxes, levied on the property of corporations and incorporated companies as follows :

(a) That the neutral panel school tax upon the property or corporations situate within the city limits shall be levied by the city assessors and collected by the city treasurer at the rate to be fixed by law ;

(b) That the proceeds of the above mentioned tax in those wards or parts of wards of the city which are common territory for the Protestant Board of School Commissioners and the Catholic School Commission of Montreal, shall be divided between the two boards as provided by the existing law ;

(c) That the proceeds of the tax in each of the other wards or parts of wards of the city shall be treated separately and divided by the city treasurer upon the *per capita* basis among those city school boards which shall have pupils residing in that ward or part of ward and attending their several schools ;

(d) That for the purpose of existing schools, every city school board, excepting the Catholic School Commission of Montreal, shall be required to furnish to the city treasurer on or before the fifteenth of November, annually a statement showing the number of pupils attending the schools during the month of October, and residing within the limits of each ward or part of ward not included in the territory of the Catholic School Commission of Montreal.

And for such other purposes and legislation as may be incidental, necessary or accessory to the above purposes.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& LANGUEDOC,

Solicitors for applicants.

Montreal, 28th September, 1912.

3974

Notice is hereby given that the city of Lachine will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act amending its charter for the purpose : of annexing the town of Summerlea to its territory ; to modify the municipal elections, the mode of tenders, the procedures respecting the sittings of the council, the administration of the finances, the voting at the municipal elections and on the loan by laws ; to ratify certain expenses incurred by the council in the interest of the city ; to provide for the establishment of an incinerator and for the payment of pensions to its retired employees ; to authorize it to make by-laws to prohibit the attendance of children at theatrical and cinematographic

théâtrales et cinématographiques ; augmenter ses pouvoirs de taxer les commerces et les industries, et pour autres fins.

A. S. PELLETIER,

Procureur de la cité de Lachine.

Montréal, 1er octobre 1912.

4003.3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale afin d'incorporer un hôpital sous le nom de "The Montreal Foundling and Baby Hospital", devant être mis en opération dans la cité de Montréal, pour prendre soin des enfants malades et dresser des jeunes femmes pour le soin et allaitement des enfants malades et en santé, et pour donner le pouvoir au dit hôpital d'acheter, acquérir par donation ou autrement, et posséder des immeubles pour l'emploi actuel, et pour les fins de son revenu, vendre, aliéner, échanger et hypothéquer les dits immeubles, faire des contrats, lois, règles et règlements pour son administration interne et pour autres fins.

FOSTER, MARTIN, MANN,

MACKINNON & HACKETT,

Procureurs des requérants.

Montréal, 28 septembre 1912.

3971.

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir un acte annexant la municipalité scolaire de la ville Emard, dans le comté Jacques-Cartier, à la municipalité scolaire qui est sous la juridiction et le contrôle de la commission des écoles catholiques de Montréal.

EMARD & EMARD,

Procureurs des requérants.

Montréal, 2 octobre 1912.

4049

Avis public est par le présent donné que Joseph Rutherford Colby, gérant, de Montréal Ouest, Edward Wallace Whiting, surintendant, Andrew Thomas Stewart, trésorier, Dougall Cushing, notaire et Talbot Mercer Papineau, avocat, tous de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi incorporant les requérants en une compagnie de chemin de fer sous le nom de "Calumet & Northern Railway Company", avec pouvoir de construire, bâtir, mettre en opération et maintenir un chemin de fer mu par la vapeur, électricité ou autre pouvoir, d'un point ou près du village de Calumet, dans le comté d'Argenteuil à un point à ou près du village de Sainte-Jovite, dans le comté de Terrebonne, et pour autoriser la dite compagnie à exercer tous les pouvoirs y ayant rapport, et pour autres fins.

CAMPBELL, McMASTER & PAPINEAU,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 26 septembre 1912.

4055

Avis est par le présent donné que The Ross Realty Company, Limited, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau dans la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin de ratifier, confirmer et valider son titre à une certaine propriété connue comme lot numéro 4679, sur les plan et livre de renvoi officiels, dans la paroisse de Montreal.

ATWATER, DUCLOS & BOND,

Solliciteurs de la requérante.

Montréal, 2 octobre 1912.

4057

representations ; to increase its powers to tax any business and trade, and for other purposes.

A. S. PELLETIER,

Attorney for the city of Lachine.

Montreal, 1st October, 1912.

4004

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for a special act to incorporate a Hospital to be called "The Montreal Foundling and Baby Hospital", to be carried on at the city of Montreal, to care for sick babies and to train young women in the care and nursing of children both sick and well, and to give power to the said Hospital to purchase, acquire by donation or otherwise, and possess immoveable property for the actual use, and for the purpose of its revenue, to sell, alienate, exchange and hypothecate such immoveable property, to enter into contracts and to make by-laws, rules and regulations for its internal government and for other purposes.

FOSTER, MARTIN, MANN,

MACKINNON & HACKETT,

Attorneys for applicants.

Montreal, 28th September, 1912.

3972

Public notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to annex the school municipality of the town of Emard, in the county of Jacques Cartier, to the school municipality which is under the jurisdiction of the Catholic School Commission of Montreal.

EMARD & EMARD,

Attorneys for petitioners.

Montréal, 2nd October, 1912.

4050

Public notice is hereby given that Joseph Rutherford Colby, manager, of Montreal West, Edward Wallace Whiting, superintendent, Andrew Thomas Stewart, treasurer, Dougall Cushing, notary, and Talbot Mercer Papineau, advocate, all of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session, for an act incorporating the petitioners as a railway company under the name of "Calumet & Northern Railway Company" with power to construct, build, operate and maintain a railroad to be operated by steam, electricity or other power, from a point at or near the village of Calumet, in the county of Argenteuil to a point at or near the village of Saint Jovite, in the county of Terrebonne and to authorize the said company to exercise all the powers incident thereto, and for other purposes.

CAMPBELL, McMASTER & PAPINEAU,

Solicitors for petitioners.

Montreal, 26th September, 1912.

4056

Notice is hereby given that the Ross Realty Company, Limited, a body politic and corporate, having its head office in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to ratify, confirm and validate its title to that certain property known as lot number 4679 on the official plan and book of reference in the parish of Montreal.

ATWATER, DUCLOS & BOND,

Solicitors for applicants.

Montreal, 2nd October, 1912.

4058

Avis public est donné par les présentes par la corporation de la ville Laval des Rapides qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte pour les matières suivantes :

Définition de terre en culture et taxes sur icelles, ouverture et élargissement de rues, prise de possession des rues cadastrées, plan général de la ville, emprunts, élections, électeurs, division de quartiers, administration, ratification des règlements Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Par ordre,

GORDIEN MENARD,

Procureur de la ville Laval des Rapides.

Laval des Rapides, 3 octobre 1912. 4113.2

Avis est par le présent donné que "The Girls' Cottage Industrial School" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi confirmant son incorporation et l'autorisant à pourvoir à une maison ou maisons et facilités pour l'éducation et l'instruction des filles délinquantes, incorrigibles, négligées ou dénuées dans la cité de Montréal et ailleurs dans la province de Québec, et organiser, établir et maintenir une école ou des écoles d'entraînement, industrielle et de réforme, et en général aider et assister toutes les filles qui peuvent être dans le besoin d'aide et d'assistance, et pour autres fins.

The Girls' Cottage Industrial School.

ELIZABETH C. MURRAY,

Secrétaire.

CAMPBELL, McMASTER & PAPINEAU.

Solliciteurs de la requérante.

Montréal, 7 octobre 1912. 4123.2

Les administrateurs de l'université Laval, à Montréal, qui a son siège à Montréal, dans le district de Montréal, donnent avis par les présentes, qu'ils demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, d'amender la loi 55-56 Victoria, chapitre 64, pour leur accorder l'autorisation d'emprunter des deniers, de céder, de transporter ses biens, ses revenus en remboursement de tout prêt, et pour autres fins.

J. L. DESJARDINS, P'tre,

Secrétaire de l'université Laval, à Montréal.

Montréal, 7 octobre 1912. 4125.2

Avis est par les présentes donné que Louis Edgar Gauthier, manufacturier, des cité et district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi confirmant et déclarant valide une vente consentie par Dame Joséphine Phélan, épouse de David Hébert, d'un immeuble connu sous le numéro mille soixante, sur les plan et au livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, lequel acte de vente a été reçu par René Leroux, notaire, le douzième jour de février mil neuf cent sept, et confirmant également un acte de vente du même immeuble ci-dessus mentionné, par David Hébert à M. C. Galarneau et L. E. Gauthier, passé le même jour devant René Leroux, notaire.

LOUIS-EDGAR GAUTHIER,

Procureur.

Montréal, 7 octobre 1912. 4137.2

Avis public est par les présentes donné que la ville Saint-Laurent s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, notamment en ce qui concerne la délimitation et l'agrandissement de son territoire, l'annexion au territoire actuel de certaines terres et terrains y adjoignant, le droit d'expropriation de parcs publics ou boulevards, le droit d'exempter de taxes les terrains en culture en tout ou en partie, le droit de disposer de l'aqueduc à des conditions jugées convenables, pour faire ratifier certaines ventes de taxes faites par la corporation et pour autres fins.

J. HONORE JOANETTE,

Avocat de la ville Saint-Laurent.

Saint-Laurent, 7 octobre 1912. 4149.2

Public notice is hereby given by the corporation of the town of Laval des Rapides that it would apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain amendments to its charter on the following matters :

Definition of farm lands and taxes thereon, opening and widening of streets, taken possession of streets appearing on cadastral plan, general plan of the town, loans, elections, electors, divisions of wards, administration, ratification of by-laws Nos. 1, 2, 3, 4, 5, 6.

By order,

GORDIEN MENARD,

Attorney for the town of Laval des Rapides.

Laval des Rapides, 3rd October, 1912. 4114

Notice is hereby given that the "Girls' Cottage Industrial School" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act confirming its incorporation and authorizing it to provide a home or homes and facilities for the education and training of delinquent, incorrigible, neglected or destitute girls in the city of Montreal and elsewhere in the province of Quebec, and to organize, establish and maintain a training, industrial and reformatory school or schools, and generally to aid and assist all such girls as may appear to be in need of aid and assistance, and for other purposes.

The Girls' Cottage Industrial School.

ELIZABETH C. MURRAY,

Secretary.

CAMPBELL, McMASTER & PAPINEAU,

Solicitors for applicant.

Montreal, 7th October, 1912. 4124

The administrators of Laval University, at Montreal, with its seat at Montreal, in the district of Montreal, hereby give notice that they will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend the act 55-56 Vict., chapter 64, to grant them the authorization to borrow money, to convey, to transfer its property and revenue for the repaement of any loan, and for other persons.

J. L. DESJARDINS, Pat,

Secretary of Laval University, at Montreal.

Montreal, 7th October, 1912. 4126

Notice is hereby given that Louis Edgar Gauthier, manufacturer, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act confirming and declaring valid a sale consented to by Dame Joséphine Phélan, wife of David Hébert, of an immoveable known under the number one thousand and sixty, on the official plan and book of reference of Saint Anthony ward, in the city of Montreal, which deed of sale was received by René Leroux, notary, on the twelfth day of February, 1907, and confirming equally a deed of sale of the same immoveable hereabove mentioned, by David Hébert to M. C. Galarneau and L. E. Gauthier, passed on the same day before René Leroux, notary.

LOUIS-EDGAR GAUTHIER,

Attorney.

Montreal, 7th October, 1912. 4138

Public notice is hereby given that the town of Saint-Laurent shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to its charter, specially concerning the delimitation and widening of its territory, the annexation to the actual territory of certain lands and lots adjoining, the right to expropriate for public parks or boulevards, the right to exempt from taxes lands in cultivation, the right to dispose of the aqueduct at certain conditions, to have certain sales for taxes done by the corporation ratified, and for other purposes.

J. HONORE JOANETTE,

Attorney for the town of Saint-Laurent.

Saint Laurent, 7th October, 1912. 4150

Avis public est par le présent donné que la ville Lasalle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir des amendements à sa charte; pour rectifier les bornes de son territoire; changer les dispositions concernant les élections; l'approvisionnement de l'eau et de l'éclairage, et le prélèvement des taxes spéciales pour ces fins; les emprunts; la votation des règlements d'emprunt par les propriétaires; la juridiction de la Cour du Recorder; l'ouverture de nouveaux chemins et pour faire autoriser les grévés de substitution et autres à donner gratuitement le terrain nécessaire à ces fins; obtenir le droit d'exécuter des travaux municipaux sur les chemins des commissaires des chemins à barrières de Montréal; faire ratifier le règlement No 5 de la ville concernant l'aqueduc, passé le 17 mai dernier, et pour autres fins.

A. S. PELLETIER.
Procureur de la ville Lasalle.

Ville Lasalle, 1er octobre 1912. 4085

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par The Dominion Trust Company, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de Vancouver, dans la province de la Colombie Anglaise, pour obtenir une loi l'autorisant à faire ses affaires dans la province de Québec; accepter la position de fidéicommissaire, curateur, syndic, exécuteur, liquidateur, percepteur, administrateur, agent et tuteur, et recevoir et détenir tous les biens, meubles et immeubles confiés à la compagnie en rapport avec tout dépôt entrepris ou confié à la compagnie; exercer tous les autres pouvoirs qui sont octroyés aux compagnies semblables dans cette province et pour autres fins.

DOMINION TRUST COMPANY.
LAFLEUR, MACDOUGALL,
MACFARLANE & POPE,
Solliciteurs de la requérante.

Montréal, 4 octobre 1912. 4091

Avis public est par le présent donné que Charles Alexandre de Lisle, de Toronto, Ont., James Norman Stewart Leslie, de Kingston, Ont., Dame Marie Georgianna de Lisle, de Montréal, épouse de Joseph Henri Pillet, de lieux inconnus, tant personnellement qu'en sa qualité de grévée dans la substitution créée tant à sa part dans les biens et succession de feu Dame Marie Angélique Cuvillier, en son vivant de Montréal, veuve de feu Alexandre Maurice de Lisle, en vertu de son testament, qu'en sa qualité de grévée dans la substitution créée quant à sa part dans les biens et succession de feu Delle Angélique Marie Anne Clara de Lisle, en son vivant de Montréal, en vertu de son testament; Dame Marie Victoria Cordelia de Lisle, de Kensington, Angleterre, veuve de feu Olivier Selby, tant personnellement qu'en sa qualité de grévée dans la substitution créée quant à sa part des biens et succession de la dite feu Delle Angélique Marie Anne Clara de Lisle, en vertu de son dit testament; The Montreal Trust Company, de Montréal, Qué., en sa qualité de curatrice aux trois susdites substitutions; Delle Claire de Lisle, de Montréal, fille majeure; Dame Henrietta O'Connor, de Montréal, veuve de feu Nowlan de Lisle, tant en sa qualité d'exécutrice testamentaire de son dit feu mari, qu'en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs, issus de son mariage avec le dit Nowlan de Lisle, et le Révérend Majorique Bolduc, de Cacouna, Qué., en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Delle Lucy Anne de Lisle, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi afin d'amender 49-50 Vic.,

Public notice is hereby given that Ville Lasalle will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain amendments; to its charter; to rectify the boundaries of its territory; to change the provisions respecting the elections; the supplying of water and light, and the levying of special taxes for such purposes; the loans; the voting of the loan by-laws by the proprietors; the jurisdiction of the Recorder's Court; the opening of new roads, and to cause institutes under substitution and others to be authorized to gratuitously give the land necessary for such purposes; to obtain the right to execute municipal works on the roads of the Commissioners of the Montreal Turnpike Roads; to ratify by-laws No. 5 of the town respecting the waterworks, passed on the 17th May last, and for other purposes.

A. S. PELLETIER.
Attorney for ville Lasalle.

Ville Lasalle, 3rd October, 1912. 4086

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by Dominion Trust Company, a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city of Vancouver, in the province of British Columbia, for an act to authorize it to carry on its business in the province of Quebec; to accept the position of trustee, curator, assignee, executor, liquidator, receiver, administrator, agent and tutor, and to receive and hold all property, moveable and immoveable, committed to the company in connection with any trust undertaken by or committed to the company; to exercise such other powers as are conferred upon similar companies in this province and for other purposes.

DOMINION TRUST COMPANY.
LAFLEUR, MACDOUGALL,
MACFARLANE & POPE,
Solliciteurs pour Applicant.

Montréal, 4th October, 1912. 4092

Public notice is hereby given that Charles Alexandre de Lisle, of Toronto, Ont., James Norman Stuart Leslie, of Kingston, Ont., Dame Marie Georgianna de Lisle, of Montreal, wife of Joseph Henri Pillet, of parts unknown, as well personally as in her quality of institute in the substitution created as to her share in the estate and succession of the late Dame Marie Angélique Cuvillier, in her lifetime of Montreal, widow of the late Alexandre Maurice de Lisle, under her last will; as also in her quality of institute in the substitution created as to her share in the estate and succession of the late Miss Angélique Marie Anne Clara de Lisle, in her lifetime of Montreal, under her last will; Dame Marie Victoria Cordelia de Lisle, of Kensington, England, widow of the late Oliver Selby, as well personally as in her quality of institute in the substitution created as to her share in the estate and succession of the said late Miss Angélique Marie Anne Clara de Lisle, under the said will of the latter; the Montreal Trust Company, of Montreal, Que., in its quality of curator to the three substitutions aforesaid; Miss Claire de Lisle, of Montreal, of the full age of majority; Dame Henrietta O'Connor, of Montreal, widow of the late Nowlan de Lisle, as well in her quality of executrix of the last will of her said late husband, as in her quality of tutrix to her minor children, issue of her marriage with said late Nowlan de Lisle, and the Reverend Majorique Bolduc, of Cacouna, Que., in his quality of executor of the last will of the late Miss Lucy Ann de Lisle, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at

Chap. 88, pour augmenter et définir les pouvoirs des exécuteurs des biens de la dite Dame Marie Angélique Cuvillier, de la dite feu Delle Angélique Marie Anne Clara de Lisle et de Dlle Lucy Anne de Lisle, et pour exempter les dits exécuteurs et légataires des dits biens, de la nécessité d'observer les formalités de la loi en rapport à la vente des biens affectés par les diverses substitutions créées en vertu du dit testament; pour relever certains légataires féminins de la nécessité d'autorisation maritale en rapport avec les ventes des biens des dites successions, et pour autres pouvoirs dans le but de faciliter la vente et administration des biens des dites successions.

BARNARD & McKEOWN,
Procureurs des requérants.

Montréal, 8 octobre 1912. 4177

Avis public est par le présent donné que Charles Alexandre de Lisle, de Toronto, gentleman, tant personnellement qu'en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Alexandre Maurice de Lisle, Dame Marie Georgianna de Lisle, de Montréal, épouse de Joseph Henri Pillet, de lieux inconnus; Dame Marie Victoria Cordella de Lisle, de Kensington, Angleterre, veuve de feu Oliver Selby; Dame Georgianna Stuart Leslie, de Montréal, épouse de Godfrey Weir, de lieux inconnus; Joseph Norman Stuart Leslie, de Kingston, Ont., tous grévés dans les diverses substitutions créées en vertu du testament; the Montreal Trust Company, de Montréal, en sa qualité de curatrice à la dite substitution; Delle Claire de Leslie, de Montréal, fille majeure, une des grévées en vertu du dit testament, et Dame Henrietta O'Connor, de Montréal, veuve de Nowlan de Lisle, en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs, issus de son mariage avec le dit Nowlan de Lisle, aussi grévée à la dite substitution, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un bill privé afin d'amender 43-44 Vic., Chap. 77, et pour définir et augmenter encore les pouvoirs de l'exécuteur des biens du dit feu Alexandre Maurice de Lisle, en rapport à la dite propriété immobilière de la succession, et pour autres pouvoirs afin de faciliter l'administration des biens de la dite succession.

BARNARD & McKEOWN,
Procureurs des requérants.

Montréal, 8 octobre 1912. 4175

VILLE DE VERDUN.

Avis est par le présent donné que la ville de Verdun s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, dans les buts suivants :

Le changement du nom de ville en celui de cité, finances et administration municipales, prêts et disposition des produits d'iceux, listes électorales, rôle d'évaluation et de cotisation et contestation d'iceux, chemins, aqueducs, trottoirs, licences, taxes sur meubles et immeubles, taux pour l'eau, travaux municipaux et répartition des frais d'iceux, règlements et mise en vigueur d'iceux, éclairage municipal et système de pouvoir par électricité ou autrement, production et vente de l'énergie électrique pour les fins municipales et privées, constructions, entretien et règle des conduits souterrains, installation sous terre de tous les fils élevés dans la cité de Verdun, règlement des modes de distribution et la connexion de maison à maison, pouvoir d'entrer sur aucune propriété pour les fins de distribution électrique.

A. E. J. BISSENET,
Procureur de la ville de Verdun.

Verdun, 8 octobre 1912. 4171,2

its next session for the passage of an act for the purpose of amending 49-50 Vic., Chap. 88; to enlarge and define the powers of the executors of the estates of said late Dame Marie Angélique Cuvillier, said late Miss Angélique Marie Ann Clara de Lisle, and Miss Lucy Ann de Lisle, and to exempt said executors and the legatee of the said estates from the necessity of observing the formalities of law in connection with the sale of the property affected by the various substitutions created under the said will; to relieve certain of the female legatees from the necessity of marital authorization in connection with the sales of the property of the said estates; and for other powers for the purpose of facilitating the sale and administration of the property of the said estates.

BARNARD & McKEOWN,
Attorneys for applicants.

Montreal, 8th October, 1912. 4178

Public notice is hereby given that Charles Alexandre de Lisle, of Toronto, gentleman, as well personally as in his quality of executor of the last will of the late Alexandre Maurice de Lisle; Dame Marie Georgianna de Lisle; Dame Marie Georgianna de Lisle, of Montreal, wife of Joseph Henri Pillet, of parts unknown; Dame Marie Victoria Cordella de Lisle, of Kensington, England, widow of the late Oliver Selby; Dame Georgianna Stuart Leslie, of Montreal, wife of Godfrey Weir, of parts unknown; Joseph Norman Stuart Leslie, of Kingston, Ont., all institutes in the several substitutions created under the said last will; the Montreal Trust Company, of Montreal, in its quality of curator to the said substitution; Miss Claire de Lisle, of Montreal, spinster, of the full age of majority, one of the substitutes under the said will, and Dame Henrietta O'Connor, of Montreal, widow of the late Nowlan de Lisle, in her quality of Tutrix to her minor children, issue of her marriage with the said Nowlan de Lisle, also substitutes in the said substitution, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passage of a private act, to amend 43-44 Vic., Chap. 77, and to define and further enlarge the powers of the executor of the estate of the said late Alexandre Maurice de Lisle, with reference to the said of the immoveable property of the estate, and for other powers for the purpose of facilitating the administration of the property of the said estate.

BARNARD & McKEOWN,
Attorneys for applicants.

Montreal, 8th October, 1912. 4176

TOWN OF VERDUN

The town of Verdun gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter on the following matters :

The change of the name of the town into that of city of Verdun, municipal finances and administration, loans and the disposal of the proceeds thereof, electoral lists, valuation and assessment rolls and contestation thereof, roads, waterworks, sidewalks, licences, real estate and personal taxes, water rates municipal works and apportionment of the cost thereof, by-laws and the enforcement thereof, municipal lighting and power system by electricity or otherwise, production and sale of electric energy for municipal and private purposes; constructions, maintenance and regulation of underground conduits installation undergrounds of all overhead wires in the city of Verdun, regulation of the modes of distribution and house to house connection, power to enter any property for the purpose of electric distribution.

A. E. J. BISSENET,
Attorney for the town of Verdun.

Verdun, 8th October, 1912. 4172

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis public est par le présent donné que la corporation de la ville de la Pointe aux Trembles s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi amendement sa charte, de façon à lui permettre d'acquiescer, par expropriation ou autrement, certains terrains et de disposer du surplus de ce qui pourra lui être nécessaire, lui donnant de nouveaux pouvoirs d'annexion, modifiant et définissant son pouvoir d'emprunt, ratifiant certains règlements accordant des bonis à des industries, certains contrats se rapportant à l'acquisition du terrain et à la construction d'un hôtel de ville, comme les obligations contractées à ce sujet, certaines annexions de territoires, l'autorisant à emprunter une somme de cent mille piastres, et pour autres fins.

PELLETIER & BEAULIEU,

Procureurs de la requérante.

Montréal, 9 octobre 1912. 4179.2

LITTLE NATION RIVER RAILWAY
COMPANY.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin de prolonger le temps pour le commencement et achèvement des lignes de chemin de fer mentionnées dans l'acte d'incorporation de la dite compagnie, à savoir: chap. 86 de 7 Édouard VII, tel qu'amendé par chap. 74 et 1 George V, et pour autres fins.

BELCOURT, RITCHIE & CHEVRIER,

Solliciteurs de la compagnie.

Ottawa, 7 octobre 1919. 4207.2

Avis public est par le présent donné par "The Canadian Trust Company", corps politique et incorporé, de Montréal, qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender sa charte, 5 Édouard VII, chapitre 77, retranchant le mot "the" du nom de la compagnie, remplaçant l'article 3 de la dite loi et les sous-sections d'icelle, ratifiant certains règlements de la compagnie ayant rapport au transport et transmission de ses actions, autorisant la compagnie à recevoir le capital des rentes et payer les rentes en vertu des dispositions de la loi des accidents du travail ou semblable, posséder son propre stock en qualité fiduciaire, demander aucun ordre à toute cour ailleurs où les biens possédés par la compagnie en qualité fiduciaire peuvent être situés, percevoir une rémunération raisonnable pour ses services, remplacer la section 10 de la dite loi, et en général amender la charte de la compagnie et recevoir et étendre ses pouvoirs.

BROWN, MONTGOMERY &
McMICHAEL,

Solliciteurs de la requérante.

Montréal, 9 octobre 1912. 4223-2

Avis est par la présente donné que Louis Feiczewicz, avocat, Charles Feiczewicz, marchand, tous deux de la cité de Montréal, et Jacobs Feiczewicz, marchand, de la cité de Québec, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi les autorisant à changer leur surnom pour celui de Fitch, et pour autres fins.

JACOBS, HALL & COUTURE,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 7 octobre 1912. 4221-2

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières }

VILLE DE GRAND'MÈRE.

Avis est par le présent donné que la corporation de la ville de Grand'Mère s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, la loi 1, Georges V, chap. 54, pour entr'autres fins, les suivantes :

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Notice public is hereby given that the corporation of the ville de la Pointe aux Trembles, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain a law amending its charter so as to allow said corporation to acquire, by expropriation or otherwise, certain lots of land, and to dispose of the surplus over what may be required, granting new powers of annexation, modifying and defining its borrowing powers, ratifying certain by-laws, which were granting bonis to certain industries, also certain contracts relating to the acquisition of land and to the construction of a city hall, as well as all obligations assumed on that account, also certain annexation of territories, authorizing said corporation to borrow a sum of one hundred thousand dollars, and for other purposes.

PELLETIER & BEAULIEU,

Attorneys for the petitioner.

Montreal, 9th October, 1912. 4180

LITTLE NATION RIVER RAILWAY
COMPANY.

Notice is hereby given that, an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to extend the time for the commencement and completion of the lines of railway mentioned in the act of incorporation of the said company, namely: chapter 86 of 7 Edward VII, as amended by chapter 74 of 1 George V, and for other purposes.

BELCOURT, RITCHIE & CHEVRIER,

Solicitors for the company

Ottawa, 7th October, 1912. 4208

Public notice is hereby given by "The Canadian Trust Company", a body politic and corporate of Montreal, that it will make application at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to amend its charter, 5 Édouard VII, chapter 77, striking out the word "The" from the name of the company, replacing article 3, of the said act and the sub-sections thereof, ratifying certain by-laws of the company relating to the transfer and transmission of its shares, authorizing the company to receive the capital of rents and pay rents under the provisions of any workmen's compensation or similar act, to hold its own stock in a fiduciary capacity, to apply for any order from any court elsewhere where property held by the company in a fiduciary capacity may be situate, to collect reasonable remuneration for its services, to replace section 10 of the said act, and generally to amend the charter of the company and to revise and extend its powers.

BROWN, MONTGOMERY &
McMICHAEL,

Solicitors for applicant.

Montreal, 9th October, 1912. 4224

Notice is hereby given that Louis Feiczewicz, advocate, Charles Feiczewicz, merchant, both of the city of Montreal, and Jacob Feiczewicz, merchant, of the city of Quebec, will apply at the next session of the Legislature of Quebec, for an act to empower them to change their surname to that of Fitch, and for other purposes.

JACOBS, HALL & COUTURE,

Solicitors for applicants.

Montreal, 9th October, 1912. 4222

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. }

TOWN OF GRAND'MÈRE.

Notice is hereby given that the corporation of the town of Grand'Mère, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to its charter the act 1, George V, chap. 54, for the following among other purposes :

Reglémenter le système d'éclairage à l'électricité dans la ville de Grand'Mère ;

Empêcher toutes compagnies et toutes personnes d'exploiter des systèmes d'éclairage et de force motrice dans la ville de Grand'Mère ;

Pour régulariser la qualification des électeurs municipaux ;

Demander la confirmation de certains règlements passés par la corporation de la ville de Grand'Mère, et en général pour faire tous règlements pour la bonne administration de la ville.

Droit de contracter de nouveaux emprunts.

F. X. LACOURSIERE,

4225.2 Procureur pour la ville de Grand'Mère.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour constituer en corps public reconnu les révérends Pères Ildelphonse Francesconi, Guillaume Vangelisti et Angélique Barsi, tous trois de Montréal, district de Montréal, ainsi que les autres personnes qui font ou feront partie de leur communauté, sous le nom de "Les Servites de Marie," avec les pouvoirs ordinaires des communautés religieuses incorporées, siège social à Montréal. Droit de posséder, vendre, aliéner, fonder des succursales et autre fins que de droit.

LAMOTHE, ST. JACQUES &

LAMOTHE,

Procureurs des requérants.

Montréal, 7 octobre 1912.

4229.2

Avis est par le présent donné que la corporation de la ville de Saint-Lambert, connue sous le nom de "Ville de Saint-Lambert", s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin de reviser et amender sa charte et les lois par lesquelles elle est administrée ; la soumettre aux dispositions de la loi des cités et villes, à l'exception de certaines modifications quant à ; préparation des listes électorales ; nomination des candidats ; date, tenue et mode de l'élection du maire et des conseillers ; nombre des conseillers devant être élus chaque année ; approbation, désapprobation et refus des règlements par les électeurs et le lieutenant-gouverneur, leurs publications, contestation ou enregistrement ; limite du droit de poursuivre la municipalité et avis requis ; régler la prise de glace dans le fleuve Saint-Laurent et chemins d'hiver sur icelui ; canaux d'égouts ; division ou non division de la municipalité en quartiers et districts du scrutin ; annexion de territoire ; droit de vote sur règlements par certaines classes de personnes ; pouvoir de taxer les chemins de fer et matériel de chemin de fer ; poteaux dans les rues publiques ; défendre les bruits dans la ville ; empêcher le sifflement, la sonnerie des cloches et voie d'évitement de chemins de fer, engins et trains à vapeur dans les limites de la ville ; limiter et régler la vente et manufacture du malt, spiritueux, vinaux, alcooliques ou liqueurs enivrantes dans les limites de la ville et fixer la limite pour licence ; prêts temporaires ; montant que la ville peut emprunter par prêt ; approbation et publication des règlements de prêt ; dépense spéciale et prêt pour drainage, canaux d'égouts et pour autres améliorations, et pour autres fins.

A. E. HARVEY,

ARTHUR LARAMÉE,

Procureurs de la ville de Saint-Lambert.

Saint-Lambert, 3 octobre 1912.

4227-2

Avis est donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour ériger en municipalité de ville, tant pour les fins municipales que scolaires, un certain territoire situé en la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, comprenant les lots originaux 576 à 583 inclusivement, 594 à 600 inclusivement, 612 à 632 inclusivement, du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, avec et y compris les numéros de subdivision de ces lots, sous le nom

To regulate the electric lighting system in the town of Grand'Mère ;

To prevent any companies and persons from operating lighting and motive power systems in the town of Grand'Mère ;

To regularize the qualification of the municipal electors ;

To apply for the confirmation of certain by-law passed by the corporation of the town of Grand'Mère, and generally make any by-laws for the proper administration of the town.

The right to contract new loans.

F. X. LACOURSIERE,

4226 Attorney for the town of Grand'Mère.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of Québec, at its next session, to constitute into a recognized public body the Révérends Pères Ildelphonse Francesconi, Guillaume Vangelisti and Angélique Barsi, all three of Montreal, district of Montreal, and the other persons who form or shall form part of their community, under the name of "Les Servites de Marie", with the usual powers of incorporated religious communities, and corporate seat at Montreal. The right to hold, sell, alienate, found branches and other rightful purposes.

LAMOTHE, ST. JACQUES &

LAMOTHE,

Attorneys for petitioners.

Montréal, 7th October, 1912.

4230

Notice is hereby given that the corporation of the town of Saint Lambert, known under the name of "Town of Saint Lambert", will present to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, a bill to revise and amend its charter and the laws by which it is governed ; to subject it to the provisions of the "Cities and Towns Act", except certain modifications as to ; preparation of voters' list ; nomination of candidates ; date, hearing and mode of election of mayor and councillors ; number of councillors to be elected each year ; approval, disapproval and disallowance of by-laws, by electors and the Lieutenant-Governor, their publications, contestation or registration ; limit or right of suit against municipality and notice required ; to regulate taking ice from river Saint Lawrence and winter roads on same ; sewage outlet ; division or non-division of municipality into wards and polling districts ; annexation of territory ; right to vote on by-laws by certain classes or persons ; power to tax railroads and railway plant ; poles on public streets ; prohibit noises in the town ; prohibit whistling, bell ringing and shunting of steam railway engines and trains in limits of town ; restrain and regulate the sale and manufacture of malt, spirituous, vinous, alcoholic, or intoxicating liquors in the limits of the town and to fix limit for license ; temporary loans ; amount town can borrow by loan ; approval and publication of loan by-laws ; special expense and loan for drainage, sewage-outlet and for other improvement, and for other purposes.

A. E. HARVEY,

ARTHUR LARAMÉE,

Attorneys for the town of Saint Lambert.

Saint Lambert, 3rd October, 1912.

4228

Notice is hereby given that a demand shall be made to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for the erection into a town municipality, for municipal and school purposes, of that certain territory situated in the parish of Saint Laurent, county of Jacques Cartier, comprising the original numbers 576 to 583 inclusively, 594 to 600 inclusively, and 612 to 632 inclusively, of the cadaster of the parish of Saint Laurent, with also all the subdivision numbers of the said ori-

de "Model City," avec les pouvoirs accordés par l'acte des cités et villes, sauf certains changements quant à la qualification pour exercer les charges municipales, le pouvoir d'emprunt, et quant à certains autres objets, et aussi pour autres fins.

ALPHONSE DECARY,

Avocat des requérants.

Montréal, 8 octobre 1912.

4183-2

Province de Québec, }
District de Montréal.

VILLE DE LONGUEUIL.

Avis est par le présent donné que la corporation de la ville de Longueuil s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, 7 Ed. VII, chap. 71, et entre autres les suivants :

Pour déterminer les limites de la ville ; pour étendre l'application de la loi des cités et villes de 1903, à la ville de Longueuil, et spécialement adopter la dite loi concernant la date des élections, nomination des auditeurs, qualification des assesseurs ; paiement des taxes pour permettre aux électeurs de voter, la préparation du rôle, l'examen, la préparation et la mise en vigueur de la liste électorale, la nomination du secrétaire à l'élection ; l'avis d'élection ; la nomination des candidats ; l'imposition d'une taxe sur les marchandises et aussi pour obtenir que le présent conseil soit continué en office jusqu'au premier jour juridique de février 1915, lorsque les prochaines élections générales auront lieu ; pour déterminer les endroits de votation et où ils seront placés ; pour augmenter les taxes pour l'octroi de certificats de licences ; pour changer la date de l'année fiscale, et pour ajuster et percevoir les taxes en conséquence ; pour changer la date de préparation et mise en vigueur du rôle d'évaluation ; pour être exempté de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, tous règlements à l'exception de ceux pour emprunter ; pour imposer des taxes sur les propriétés non sujettes à la taxe ; pour payer les frais de construction de trottoirs et d'égouts ; pour accorder le droit de vote aux compagnies incorporées ; pour annoncer les avantages de la ville et payer les frais de telles annonces ; pour payer à même le fonds public, les frais de réceptions officielles ; pour donner des obligations et débentures de la ville, comme garanties collatérales pour les prêts temporaires ; pour acquérir dans les limites de la ville ou en dehors d'icelle, une ferme d'incinération et d'égout ; pour exempter la ville des obligations d'exécuter le plan homologué et pour autres fins.

Donné sous mon seing, à Longueuil, ce premier jour d'octobre 1912.

M. DAGENAIS,

Sec.-trés., ville de Longueuil.

LAMARRE & BRODEUR,

Procureurs de la ville.

Longueuil, 1er octobre 1912.

4087.2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par "The Bishop's College School Association", pour obtenir une loi amendement la charte de la dite association, et dans le but d'augmenter le capital-actions de l'association augmenter le montant des biens qu'elle peut acquérir, posséder et jouir, ratifier une certaine convention entre elle et "The Corporation of Bishop's College", l'autoriser à faire d'autres conventions et baux aux termes qui seront jugés à propos, changer sa position quant au contrôle par "The Corporation of Bishop's College", augmenter ses pouvoirs et pour autres fins.

MEREDITH, MACPHERSON, HAGUE,

HOLDEN & SHAUGHNESSY,

Solliciteurs de "The Bishop's College School Association".

12 octobre 1912.

4247

ginal lots, under the name of "Model City," with the powers granted by the cities and town act, with certain modifications and to the qualification for municipal offices, as to the borrowing power other objects, and for other purposes.

ALPHONSE DECARY,

Attorney for petitioners.

Montreal, 8th October, 1912.

4184

Province of Québec, }
District of Montreal.

TOWN OF LONGUEUIL.

Notice is hereby given that the corporation of the town of Longueuil will apply at the next session of the Quebec Legislature, to obtain certain amendments to its charter, 7 Edw. VII, chap. 71, and amongst others, the following :

To determine the town's limits ; to extend the application of the town and cities law of 1903 to the town of Longueuil, and specially to adopt said law regarding date of elections, appointment of auditors, qualification of assessors ; payment of taxes to allow electors to vote, the preparation of the roll, the examination, preparation and enforcement of the electoral list, the appointment of secretary to the election ; the notice of election ; the nomination of candidates ; the imposing of a tax on goods, and also to obtain that the present council be continued in office until the first judicial day of February next, 1915, when the next general elections shall take place ; to determine the voting places and where they shall be located ; to increase taxes for granting of license certificates ; to alter the date of the fiscal year, and to adjust and collect the taxes accordingly ; to alter the date of the preparation and coming into force of the valuation roll ; to be freed from submitting to the lieutenant governor in council any by-law except those to borrow ; to impose taxes on non-taxable properties to day the cost of constructing sidewalks and sewers ; to grant right to vote to incorporated companies ; to advertise the advantages of the town and pay cost of such advertising ; also to pay out of public funds, the cost of official receptions ; to give bonds and debentures of the town, as collateral securities for temporary loans ; to acquire within the town limits or outside of them, an incinerator and sewage farm ; to freed the town from the obligation to execute the homologated plan, and for other purposes.

Given under my hand and seal, in Longueuil, on the 1st of October, 1912.

M. DAGENAIS,

Sec.-treas., town of Longueuil.

LAMARRE & BRODEUR,

Attorneys for the town.

Longueuil, 1st October, 1912.

4088

Notice is hereby given that the application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by The Bishop's College School Association, for an act to amend the charter of the said association, and for the purpose of increasing the capital stock of the association, increasing the amount of property which it may acquire, hold and enjoy, ratifying a certain agreement between it and the Corporation of Bishop's College, empowering it to enter into other agreements and leases on such terms as it may see fit, and altering its position in regard to control by the Corporation of Bishop's College, increasing its powers and for others purposes.

MEREDITH, MACPHERSON, HAGUE,

HOLDEN & SHAUGHNESSY,

Solicitors for the The Bishop's College School Association

12th October, 1912.

4248

Avis public est donné que demande sera faite à la législature de Québec, à sa session prochaine, pour qu'il soit passé un acte autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Bruno, Lac Saint-Jean, à emprunter une somme de vingt-cinq mille piastres pour payer les travaux faits et à être faits à l'église catholique de cette paroisse, et à prélever sur les immeubles des paroissiens catholiques romains, les montants nécessaires pour rembourser le dit emprunt en capital et intérêts.

BELLEAU, PELLETIER, BELLEAU,
BAILLARGEON & BELLEAU,
Procureurs des requérants.

Québec, 10 octobre 1912. 4249

Public notice is given that the trustees of the parish of Saint Bruno, Lake Saint John, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing them to borrow a sum of twenty five thousand dollars which will be applied to the payment of the works done and to be done to the catholic church of that parish, and to levy on the immovables of the roman catholic parishioners, the amounts required for the reimbursement of said loan in capital and interest.

BELLEAU, PELLETIER, BELLEAU,
BAILLARGEON & BELLEAU,
Solicitors for applicants.

Quebec, 10th October, 1912. 4250

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 8960.

Dame Elizabeth Ann Burt, du village de Philipsburg, dans le dit district, épouse commune en biens de Sanford H. Borden, du même lieu, "liveryman", et dûment autorisée en justice.
Demanderesse ;

vs

Le dit Sanford H. Borden, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 5e jour d'octobre 1912.

4253

Z. E. CORNELL,
Avocat de la demanderesse.

Province de Québec, district de Montréal, No 448.—*Cour supérieure.*—Dame Reichal Darabaner, femme commune en biens de Fur alias Julius Tammer, tous deux de la cité et du district de Montréal, Demanderesse ; vs Fur alias Julius Tammer, Défendeur.—Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, le 8 août 1912.—A. P. Mathieu, procureur de la demanderesse.—Montréal, 8 août 1912. 4287

District de Québec, cour supérieure, No 1251. Dame Albertine Boucher, de Québec, épouse de Joseph Azarie Cloutier, aussi de Québec, marchand, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux, devant la dite cour. Québec, 3 octobre 1912. APOLLINAIRE CORRIVEAU, Procureur de la demanderesse. 4079.3

Province de Québec, district de Roberval, cour supérieure, No 52. Dame Amanda Martel, de Saint Cœur de Marie, épouse commune en biens de Eugène Fortin, ancien contracteur, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs Eugène Fortin, du même lieu, ancien contracteur, Défendeur. Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur. Roberval, 30 septembre 1912.

J. D. PAMPHILE VALLÉE,
4041.3 Procureur de la demanderesse.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 589.

Dame Elizabeth Arsenault, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de J. Omer Loisele, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs Le dit J. Omer Loisele, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 28 août 1912.

GOYETTE & TRUDEAU,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 31 août 1912. 4039.3

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 8960.

Dame Elizabeth Ann Burt, of the village of Philipsburg, in said district, wife common as to property of Sanford H. Borden, of the same place, liveryman, duly authorized for the purpose hereof, Plaintiff ;

vs

The said Sanford H. Borden, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case, the 5th day of October, 1912.

4254

Z. E. CORNELL,
Attorney for plaintiff

Province of Quebec, district of Montreal, No. 448.—*Superior Court.*—Dame Reichal Darabaner, wife commune as to property of Fur alias Julius Tammer, both of the city and district of Montreal, Plaintiff ; vs Fur alias Julius Tammer, Defendant.—An action for separation as to property has been instituted, this day, this 8th August, 1912.—A. P. Mathieu, attorney for plaintiff.—Montreal 8th August, 1912. 4288

District of Quebec, superior court, No. 1251, Dame Albertine Boucher, of Quebec, wife of Joseph Azarie Cloutier, of Quebec, merchant, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband, before the said court. Quebec, 3rd October, 1912. APPOLLINAIRE CORRIVEAU, Attorney for Plaintiff. 4080

Province of Quebec, district of Roberval, superior court, No. 52. Dame Amanda Martel, of Saint Cœur de Marie, wife common as to property of Eugène Fortin, former contractor, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ; vs Eugène Fortin, of the same place, former contractor, Defendant. An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant. Roberval, 30th September, 1912.

J. D. PAMPHILE VALLÉE,
4042 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 589.

Dame Elizabeth Arsenault, of the city and district of Montreal, wife common as to property of J. Omer Loisele, of the same place, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ; vs The said J. Omer Loisele, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 28th August, 1912.

GOYETTE & TRUDEAU,
Attorneys for plaintiff.
Montréal, 31st August, 1912. 4040

Province of Québec, }
District of Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 84.

Dame Laura Hébert, épouse d'Edward Duchesneau, cultivateur, du canton de Barnston, dans le dit district, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son dit mari.

G. H. ST PIERRE,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 7 juin 1912. 3991.3

Cour Supérieure.—Beauce.—No 880.

Dame Elmire Dallaire, épouse commune en biens de Charles Lachance, fils, de Saint-Martin, demanderesse; vs le dit Charles Lachance, défendeur. Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

BOUFFARD & GODBOUT,
Procureurs de la demanderesse.
Saint-Joseph, Beauce, 18 septembre 1912. 3853-4

Cour Supérieure.—Arthabaska.
No 277.

Dame Ursule Roberge, épouse commune en biens de Antoine Hébert, de la paroisse de Saint-Sophie d'Halifax, dûment autorisée aux fins des présentes, Demanderesse;

vs
Antoine Hébert, ci-devant de la paroisse de Sainte-Sophie d'Halifax, et maintenant de Prince Albert, dans la province de la Saskatchewan, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 19 août 1912.

PERRAULT & PERRAULT,
Procureurs de la demanderesse.
Arthabaska, 11 septembre 1912. 3767-5

Dame Salma Farah Yared a pris une action en séparation de biens contre son mari, Ayoub Yared, marchand, de la paroisse de Saint-Anaclet, district de Rimouski, province de Québec, le 14 septembre 1912, No 4606, en cour supérieure.

P. A. BEGIN,
Avocat de la demanderesse.
Rimouski, 17 septembre 1912. 3821-5

Cour Supérieure.—Saint-François.
No 331.

Dame Laura Helen LeBaron (née Shurtleff), épouse de Wright Benjamin LeBaron, de la cité de Sherbrooke, commerçant, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

CATE, WELLS & WHITE,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, Qué., 7 octobre 1912. 4169.2

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 3398. Dame Odila Roberge, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Prenoveau, charretier, du même lieu, a intenté une action en séparation de biens contre son mari, le 27 septembre 1912.

BEAUDRY & BEAUDRY,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 7 octobre 1912. 4145.2

Province de Québec, district de Joliette, dans la cour supérieure, No 6316. Dame Marie Flore Corinne Auclair, épouse commune en biens de Camille Bélisle, mécanicien, du village de Saint-Gabriel de Brandon dans le district de Joliette, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Camille Bélisle, Défendeur. Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause. Joliette, 8 octobre 1912.

ALPHONSE MARTINEAU,
Procureur de la demanderesse.
4147.2

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 84.

Dame Laura Hébert, wife of Edward Duchesneau, of the township of Barnston, in said district, farmer, has taken, this day, an action for separation of property against her said husband.

G. H. ST PIERRE,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 7th June, 1912. 3992

Superior Court.—Beauce.—No. 880.

Dame Elmire Dallaire, wife common as to property of Charles Lachance, junior, of Saint-Martin, plaintiff; vs the said Charles Lachance, defendant. An action for separation as to property has been instituted, this day, in this cause.

BOUFFARD & GODBOUT,
Attorneys for plaintiff.
Saint Joseph, Beauce, 18th September, 1912. 3854

Superior Court.—Arthabaska.
No 277.

Dame Ursule Roberge, wife common as to property of Antoine Hébert, of the parish of Sainte-Sophie of Halifax, duly authorized to ester en justice, Plaintiff;

vs
Antoine Hébert, formerly of Sainte Sophie of Halifax, and now of Prince Albert, in the province of Saskatchewan, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 19th of August, 1912.

PERRAULT & PERRAULT,
Attorneys for plaintiff.
Arthabaska, 11th September, 1912. 3768

Dame Salma Farah Yared has taken an action for separation as to property against her husband, Ayoub Yared, merchant, of the parish of Saint Anaclet, district of Rimouski, province of Quebec, on the 14th of September, 1912, No. 4606, in superior court.

P. A. BEGIN,
Attorney for plaintiff.
Rimouski, 17th September, 1912. 3822

Superior Court.—Saint Francis.
No. 331.

Dame Laura Helen LeBaron (née Shurtleff), wife of Wright Benjamin LeBaron, of the city of Sherbrooke, trader, has taken, this day, an action for separation of property against her said husband.

CATE, WELLS & WHITE,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, Que., 7th October, 1912. 4170

Province of Quebec, district of Montreal, superior court, No. 3398. Dame Odila Roberge, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Prenoveau, carter, of the same place, has brought an action against her husband for separation as to property, the 27th September, 1912.

BEAUDRY & BEAUDRY,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 7th October, 1912. 4146

Province of Quebec, district of Joliette, in the superior court, No. 6316. Dame Marie Flore Corinne Auclair, wife common as to property of Camille Bélisle, mechanic, of the village of Saint Gabriel de Brandon, district of Joliette, and duly authorized "à ester en justice", Plaintiff; vs the said Camille Bélisle, Defendant. The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against the defendant. Joliette, 8th October, 1912.

ALPHONSE MARTINEAU,
Attorney for plaintiff.
4148

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3448.

Dame Berthe Robyns, épouse commune en biens de François Gillet, forgeron, tous deux des cité et district de Montréal, cette dernière étant dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs Le dit François Gillet, du même lieu, Défendeur ;

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause contre le défendeur, le vingt-huitième jour de septembre mil neuf cent douze.

PELISSIER, WILSON & ST. PIERRE,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 1er octobre 1912. 4037.3

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 4279. Dame Virginie Bradley, des cité et district de Montréal, épouse commune quant aux biens de Joseph Giroux, charretier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs le dit Joseph Giroux, des cité et district de Montréal, Défendeur. Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause le 13ème jour d'août 1912. Bessette & Dutaud, avocats de la demanderesse, Montréal, 10 octobre 1912. 4233-2

Avis est par le présent donné que les administrateurs du cimetière Marlinton, à Marlinton, dans le canton de Stanstead, P. Q., s'adresseront au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une incorporation, sous le nom de "Marlington Cemetery Company", conformément à l'acte des cimetières.

CHS. M. THOMAS, N. P.,
Pour les dits administrateurs.
Stanstead, P. Q., 5 octobre 1912. 3815.2

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 193.

Emile Thibault, plombier, de Montréal, a, ce jour, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, et j'ai été nommé gardien provisoire.
HERMAS GARIEPY.

60, Notre-Dame-Est.
Montréal, 10 octobre 1912. 4267

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saguenay. }
No 1938.

Dans l'affaire de J. F. Cloutier, marchand-général, Murray-Bay, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, qu'il sera sujet à objection jusqu'au 26 octobre 1912, alors qu'il sera payable à nos bureaux.
LARUE & TRUDEL,
Curateurs.

Bureau : 93, rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 11 octobre 1912. 4269

Province de Québec, }
District de Pontiac. } *Cour Supérieure.*
No 1938.

Dans l'affaire de Philias Rochon, Guigues, Qué., Failli.

Avis est donné que le susdit failli a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 7e jour d'octobre 1912.

JOSEPH DESAUTELS,
Gardien provisoire.
Chambre 415, Dominion Express Bldg.,
145, Saint-Jacques, Montréal. 4239

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3448

Dame Berthe Robyns, wife common as to property of François Gillet, blacksmith, both of the city and district of Montreal, the said Berth Robyns being duly authorized to sue the defendant in this case, Plaintiff ; vs The said François Gillet, of the same place, Defendant ;

An action in separation for property was instituted in this case, against the defendant, on the twenty-eighth day of September, one thousand nine hundred and twelve.

PELISSIER, WILSON & ST. PIERRE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 1st. October 1912. 4038

Province of Quebec, district of Montreal, superior court, No. 4279. Dame Virginie Bradley, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Giroux, carter, of the same place, Plaintiff ; vs the said Joseph Giroux, of the city and district of Montreal, Defendant. An action for separation from bed and board and from property has been instituted in this cause on the 13th day of August, 1912. Bessette & Dutaud, attorneys for plaintiff, Montreal, 10th October, 1912. 4234

Notice is hereby given that the administrators of the Marlinton Cemetery, at Marlinton, in the township of Stanstead, P. Q., will apply to the Lieutenant Governor of the province of Quebec, for obtain an incorporation, under the name of the "Marlington Cemetery Company", pursuant to the cemeteries act.

CHS. M. THOMAS, N. P.,
For said administrators.
Stanstead, P. Q., 5th October, 1912. 3816

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 193.

Emile Thibault, of Montreal, plumber, has, this day, made an abandonment of his property, and I have been appointed provisional guardian.
HERMAS GARIEPY.

60, Notre-Dame-Est.
Montreal, 10th October, 1912. 4268

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saguenay. }
No. 1938.

In the matter of J. P. Cloutier, general-merchant, Murray Bay, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, that it will remain open to objection till 26th October, 1912, when it will be payable at our offices.
LARUE & TRUDEL,
Curators.

Office : 93, Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 11th October, 1912. 4270

Province of Quebec, }
District of Pontiac. } *Superior Court.*
No. 1938.

In the matter of Philias Rochon, Guigues, Que., Insolvent.

Notice is given that the aforesaid insolvent has made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, on the 7th day of October, 1912.

JOSEPH DESAUTELS,
Provisional guardian.
Room 415, Dominion Express Bldg.,
145, Saint James street, Montreal. 4240

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District d'Arthabaska. }
 Dans l'affaire de Fidèle Spénard & Henri Spénard,
 "F. Spénard & Fils", Victoriaville, Qué.,
 Faillis.

Avis est donné que les susdits faillis ont fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, ce cinquième jour d'octobre 1912.

JOSEPH DESAUTELS,

Gardien provisoire.

Chambre 415, Dominion Express Bldg.,
 145, rue Saint-Jacques, Montréal. 4241

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Bedford. }

Dans l'affaire de "The Cash Exchange", Chase
 Gilman, Mansonville, Qué., Failli.

Avis est donné que le susdit failli a, le 9 octobre 1912, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

JOSEPH DESAUTELS,

Gardien provisoire.

Chambre 415, Dominion Express Bldg.,
 145, rue Saint-Jacques, Montréal. 4243

District de Québec.

Tancrède Bergeron, restaurateur, de Québec, a, le 10e jour d'octobre 1912, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

L. D. BLAIS,

Gardien provisoire.

Bureau : 125, rue Dorchester,
 Québec, 12 octobre 1912. 4251

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Montréal. }

Dans l'affaire de Alphonse Beaulieu, épicier, Montréal, Failli.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera payable à nos bureaux le ou après le 12 novembre 1912.

Toute contestation à ce bordereau de dividende devra nous être produite avant la date susmentionnée.

P. J. CHARTRAND,

P. LS. TURGEON,

Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
 55, rue Saint-François Xavier,
 Montréal. 4285

District de Saint-François.

Dans l'affaire de E. E. Precourt, Lake Park Hotel, Failli.

Un bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, sujet à objection jusqu'au 28 octobre courant, après laquelle date la succession sera close.

J. P. ROYER,

Curateur.

Bureau : No. 87, rue Wellington.
 Sherbrooke, 10 octobre 1912. 4199

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Montréal. }

Dans l'affaire de Poitvin & Pérodeau, épiciers et bouchers, de Montréal, Faillis.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 5e jour de novembre 1912, après lequel jour le dividende sera payable à mon bureau.

NAPOLÉON ST. AMOUR,

Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
 Montréal, 19 octobre 1912. 4299

Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Arthabaska. }
 In the matter of Fidèle Spénard & Henri Spénard,
 "F. Spénard & Fils", Victoriaville, Que.,
 Insolvents.

Notice is given that the aforesaid insolvents have made an abandonment of their property for the benefit of their creditors, this fifth day of October, 1912.

JOSEPH DESAUTELS,

Provisional guardian.

Room 415, Dominion Express Bldg.,
 145, Saint James street, Montreal. 4242

Province of Quebec, } *Superior Court*
 District of Bedford. }

In the matter of "The Cash Exchange", Chase
 Gilman, Mansonville, Que., Insolvent.

Notice is given that the aforesaid insolvent has, on the 9th October, 1912, made an abandonment of his property for the benefit of his creditors.

JOSEPH DESAUTELS,

Provisional guardian.

Room 415, Dominion Express Bldg.,
 145, Saint James street, Montreal. 4244

District of Quebec.

Tancrède Bergeron, hotel-keeper, of Quebec, has, on the 10th day of October, 1912, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Quebec, according to law.

L. D. BLAIS,

[Provisional guardian.

Office : 125, Dorchester street.
 Quebec, 12th October, 1912. 4252

Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Montreal. }

In the matter of Alphonse Beaulieu, grocer, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet, has been prepared in this matter, and will be payable at our offices, on or after the 12th of November, 1912.

Any contestation of said dividend sheet must be filed with us before the date above mentioned.

P. J. CHARTRAND

P. LS. TURGEON,

Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,
 55, Saint-François-Xavier street,
 Montreal. 4286

District of Saint Francis.

In the matter of E. E. Precourt, Lake Park Hotel, Insolvent.

A dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the 28th day of October instant, after which date the estate will be closed.

J. P. ROYER,

Curator.

Office : No. 87, Wellington street.
 Sherbrooke, 10th October, 1912. 4200

Province of Quebec, } *Superior Court*
 District of Montreal. }

In the matter of Poitvin & Pérodeau, grocers and butchers, of Montreal, Insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 5th day of November, 1912, after which date the dividend will be payable at my office.

NAPOLÉON ST. AMOUR,

Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
 Montreal, 19th October, 1912. 4300

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Chs. L. B. Lippens (Universal
 Drug Store), pharmacien, de Montréal,

Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a
 été préparé en cette affaire, et sera sujet à objec-
 tion jusqu'au 5e jour de novembre 1912, après lequel
 jour le dividende sera payable à mon bureau.

NAPOLÉON ST. AMOUR,

Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
 Montréal, 19 octobre 1912.

4297

District de Québec.

Dans l'affaire de J. Azarie Cloutier, Québec,
 Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a
 été préparé en cette affaire, et sera sujet à objec-
 tion jusqu'au 4 novembre 1912, date après laquelle
 ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,

Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie du Richelieu.
 Québec, 16 octobre 1912.

4305

Vente de Faillite

AVIS DE VENTE.

Dans l'affaire de Alfred Desautels, entrepreneur,
 Insolvable.

Vente par encan public, MERCREDI, le 13
 NOVEMBRE 1912, à 11 heures a. m., au No 69, rue
 Saint-Jacques, Montréal, des immeubles suivants :

Deux lots de terre ayant front sur la troisième
 avenue dans le quartier Rosemont, dans la cité de
 Montréal, connus sous les Nos 1673 et 1674, de la
 subdivision officielle du lot No 172, des plan et
 livre de renvoi officiels du village incorporé de la
 Côte Visitation—avec les bâtisses dessus érigées.

Conditions de vente : Argent comptant. L'acqué-
 reur devra assumer les hypothèques grevant les
 dits immeubles. Le cahier des charges est visible
 au bureau du soussigné.

VINCENT LAMARRE,

Curateur.

Bureau : 408, Edifice "Power".
 Montréal, 9 octobre 1912.

4205.2

Licitations

Avis est par les présentes donné, que par et en
 vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant
 à Montréal, dans le district de Montréal, le 5ème
 jour du mois d'octobre 1912, dans une cause dans
 laquelle Adélard Lévesque, cordonnier, et Donat
 Lévesque, imprimeur, tous deux des cité et district
 de Montréal, sont Demandeurs ; et Dame Agnès
 Lévesque, épouse commune en biens de Joseph
 Homier, tous deux des cité et district de Montréal,
 et le dit Joseph Homier, pour autoriser et assister
 sa dite épouse comme mari et curateur à la dite
 Dame Agnès Lévesque et personnellement, sont
 Défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble
 désigné comme suit, savoir :

Un lot de terre connu et désigné comme étant le
 numéro trois cent dix (310), aux plan et livre de
 renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-
 Baptiste ; borné en front par la rue Colonia, et
 étant les numéros civiques 464, 466, 468 and 470 de

Province of Québec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of Chs. L. B. Lippens (Universal
 Drug Store), druggist, of Montreal,

Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared
 in this matter, which will be open to objection until
 the 5th day of November, 1912, after which date
 the dividend will be payable at my office.

NAPOLÉON ST. AMOUR,

Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
 Montreal, 19th October, 1912.

4298

District of Québec.

In the matter of J. Azarie Cloutier, Québec,
 Insolvent.

A first and final dividend sheet has been pre-
 pared in this matter, and will be open to objection
 until 4th November, 1912, and after which date this
 dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,

Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
 Québec, 16th October, 1912.

4306

Insolvent Sale

NOTICE OF SALE.

In the matter of Alfred Desautels, contractor,
 Insolvent.

Sale by public auction, WEDNESDAY, 13th
 NOVEMBER, 1912, at 11 o'clock a. m., at 69,
 Saint James street, Montreal, of the following
 immoveables :

Two lots of land fronting on the third avenue
 in the ward Rosemont, in the city of Montreal,
 known as Nos. 1673 and 1674, of the official subdi-
 vision of lot No. 172, of the official plan and book
 of reference of the incorporated village of Côte
 Visitation—with the buildings thereon erected.

Terms of sale : Cash. The purchaser will have to
 assume the payment of the mortgages affecting said
 immoveables. The book of charges can be seen at
 the office of the undersigned.

VINCENT LAMARRE,

Curator.

Office : 408, "Power" Bldg.
 Montreal, 9th October, 1912.

4206

Licitations

Notice is hereby given that, by and in virtue of
 a judgment of the superior court, sitting at Mon-
 treal, in the district of Montreal, on the 5th day of
 October, 1912, in a cause, in which Adélard Léves-
 que, shoemaker, and Donat Lévesque, printer,
 both of the city and district of Montreal, are Plain-
 tiffs, and Dame Agnès Lévesque, wife common as
 to property of Joseph Homier, both of the city and
 district of Montreal, and the said Joseph Homier,
 for authorize and assist his said wife as husband
 and curator of the said Dame Agnès Lévesque and
 personally, are Defendants, ordering the licitation
 of the immoveable property as follows, to wit :

A lot of land known and designated under num-
 ber three hundred and ten (310), on the official plan
 and book of reference of the incorporated village of
 Saint Jean-Baptiste; bounded in front by the Colo-
 nial street, and bearing civic numbers 464, 466, 468

l'avenue Colonial—avec les dépendances y érigées, situé en la cité de Montréal.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUATORZIÈME jour de NOVEMBRE prochain, 1912, à DIX heures et DEMIE du matin, cour tenante, Chambre No 31, dans la salle d'audience du palais de justice, à Montréal; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

FONTAINE & LABELLE,

Avocats des demandeurs.

Montréal, 7 octobre 1912. 4115.2
[Première publication, 12 octobre 1912.]

Province de Québec, }
District de Saint François. } Cour Supérieure.
No. 99.

Dame Mary Ann Côté et vir, Demandeurs;

vs

Jean B. E. A. Côté et al., Défendeurs.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant dans et pour le district de Saint-François, le trentième jour de septembre mil neuf cent douze, dans une cause dans laquelle Dame Mary Ann Côté, du canton de Weedon, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Israël Bourque, cultivateur, du canton de Weedon, et le dit Israël Bourque pour autoriser sa dite épouse à ester en justice aux fins des présentes, sont Demandeurs; Jean Baptiste Eusèbe Arthur Côté, Dame Marie Mathilde Boraniar Côté, épouse de Herbert Alcott, et le dit Herbert Alcott pour autoriser sa dite épouse à ester en justice aux fins des présentes, Marie Elise Alix Luxina Côté, épouse de Israël Lapière, et le dit Israël Lapière pour autoriser sa dite épouse à ester en justice aux fins des présentes, Osiar Olivier Côté, Jean-Baptiste Damase Emerille Côté, Marie Elizabeth Côté, épouse de Napoléon Rondeau, et le dit Napoléon Rondeau pour autoriser sa dite épouse à ester en justice aux fins des présentes, Marie Angéline Côté, épouse de Willie Vincent, et le dit Willie Vincent pour autoriser sa dite épouse à ester en justice aux fins des présentes, tous ces défendeurs et défendresses ci-devant du canton de Weedon, et maintenant absent aux états-unis d'Amérique, Marie Rose Blanche Côté, épouse de Victor Vincent, et le dit Victor Vincent pour autoriser sa dite épouse à ester en justice, Louis Moïse Côté, Marie-Louise Côté, fille majeure et usant de ses droits, tous ces défendeurs ci-devant du canton de Weedon et maintenant aux états-unis d'Amérique, Marie Flore Côté, épouse de Ovila Vachon, tous deux du canton de Weedon, et le dit Ovila Vachon pour autoriser sa dite épouse à ester en justice aux fins des présentes, tous deux mineurs émancipés de Joseph Vachon en sa qualité de curateur au dit Ovila Vachon et à la dite Dame Marie Flore Côté, Louis Brunelle, du canton de Weedon, district de Saint-François, en sa qualité de tuteur dument nommé à Marie Rosalie Eugénie Côté, Emélie Côté, Jean Sauveur Côté, Marie Joséphine Côté, enfants mineurs de feu Jean Baptiste Côté et de feu Rosalie Bouffard, ci-devant du dit canton de Weedon, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

Deux lots de terre connus et désignés comme étant le lot numéro quatorze A (14A), sur les plan et livre de renvoi officiels du premier rang du can-

and 470 of the said Colonial street, and with the dependances thereon erected, situated in the city of Montreal.

The immovable herein above described will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder, on the FOURTEENTH day of NOVEMBER next, 1912, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, sitting the court, in room No. 31, of the court house of the city of Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and being the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

FONTAINE & LABELLE,

Attorneys for plaintiffs.

Montreal, 7th October, 1912. 4116
[First published, 12th October, 1912.]

Province of Quebec, {
District of Saint Francis. { Superior Court.
No. 99.

Dame Mary Ann Côté et vir, Plaintiff;

vs

Jean B. E. A. Côté et al., Defendants.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting in and for the district of Saint Francis, on the thirtieth day of September, 1912, in a cause in which Dame Mary Ann Côté, of the township of Weedon, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Israël Bourque, farmer, of the township of Weedon, and the said Israël Bourque, to authorize his said wife "à ester en justice" for the purposes hereof, are Plaintiffs: Jean Baptiste Eusèbe Arthur Côté, Dame Marie Mathilde Boraniar Côté, wife of Herbert Alcott, and the said Herbert Alcott, to authorize his said wife "à ester en justice" for the purposes hereof, Marie Elise Alix Luxina Côté, wife of Israël Lapière, and the said Israël Lapière, to authorize his said wife "à ester en justice" for the purposes hereof, Osiar Olivier Côté, Jean Baptiste Damase Emerille Côté, Marie Elizabeth Côté, wife of Napoléon Rondeau, and the said Napoléon Rondeau, to authorize his said wife "à ester en justice" for the purposes hereof, Marie Angéline Côté, wife of Willie Vincent, and the said Willie Vincent, to authorize his said wife "à ester en justice" for the purposes hereof, all the said defendants heretofore of the township of Weedon, and presently absentees in the united states of America, Marie Rose Blanche Côté, wife of Victor Vincent, and the said Victor Vincent, to authorize his said wife "à ester en justice," Louis Moïse Côté, Marie Louise Côté, spinster, in the exercise of her rights, all the said defendants heretofore of the township of Weedon, and now in the United States of America, Marie Flore Côté, wife of Ovila Vachon, both of the township of Weedon, and the said Ovila Vachon to authorize his said wife "à ester en justice" for the purposes hereof, both emancipated minors, and Joseph Vachon in his capacity of curator to the said Ovila Vachon and the said Dame Marie Flore Côté, Louis Brunelle, of the township of Weedon district of Saint Francis, in his capacity of duly appointed tutor to Marie Rosalie Eugénie Côté, Emélie Côté, Jean Sauveur Côté, Marie Joséphine Côté, minor, children of the late Jean-Baptiste Côté and of the late Rosalie Bouffard, heretofore of the said township of Weedon, are defendants, ordering the licitation of certain immovables designated as follows:

Two lot of land known and designated as being number fourteen A (14 A), on the official plan and book of reference of the first range of the township

ton de Weedon, et le lot numéro quatorze B (14 B), sur les plan et livre de renvoi officiels du premier rang du canton de Weedon—avec les bâtisses sus érigées, circonstances et dépendances.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le TREIZIEME jour de NOVEMBRE prochain, 1912, à DIX heures du matin, dans la salle d'audience du palais de justice, à la cité de Sherbrooke, district de Saint-François; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de la faire.

PANNETON & LEBLANC,

Avocats des demandeurs.

Sherbrooke, 5 octobre 1912. 4117.2
[Première publication, 12 octobre 1912.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que plus bas mentionnés.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint François.
Arthabaska, à savoir: } **SILVER SPRING**
No 984. } **BREWERY, LIMITED,**
Demanderesse; contre **HENRI GUILMETTE,**
Défendeur.

Un certain terrain sis et situé rue Saint-Laurent, dans le village de la paroisse de Saint-Cyrille de Wendover, comté de Drummond, district d'Arthabaska, connu aux plan et livre de renvoi officiels pour le cadastre du canton de Simpson, comme étant la moitié sud-est du lot numéro trente-six (36), de la subdivision officielle du lot numéro un, dans le cinquième rang du dit canton de Simpson; borné en front par la rue Saint-Laurent, en arrière par le lot subdivision numéro trente-quatre, du No 1, au sud-est par le numéro trente-cinq, de la dite subdivision du No 1, et au nord-ouest par le résidu du dit lot No 36, de telle subdivision—avec les bâtisses et autres dépendances y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Cyrille de Wendover, le VINGT-NEUVIEME jour d'OCTOBRE prochain, 1912, à NEUF heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 24 septembre 1912. 3877.2
[Première publication, 28 septembre 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: } **ALPHONSE CARETTE,**
No 276. } **Journalier, Demandeur;**
vs **JOSEPH MAURE, Défendeur.**

Comme appartenant au défendeur:

Une terre au quatrième rang du canton d'Halifax Nord, contenant cent huit acres en superficie, plus ou moins, étant les numéros onze cent et onze cent un (1100 et 1101), du cadastre officiel pour le dit canton—avec maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la

of Weedon, and lot number fourteen B (14 B), on the official plan and book of reference of the first range of the township of Weedon—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The immovables hereinabove described will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder, on the THIRTEENTH day of NOVEMBER next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in the court room of the court house, in the city of Sherbrooke, district of Saint Francis; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited at the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

PANNETON & LEBLANC,

Attorneys for plaintiffs.

Sherbrooke, 5th October, 1912. 4118
[First published, 12th October, 1912.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
Arthabaska, to wit: } **SILVER SPRING**
No. 984. } **BREWERY, LTD,**
Plaintiff; against **HENRI GUILMETTE, De-**
fendant.

That certain piece or parcel of land situated and being in Saint Laurent street, in the village of the parish of Saint Cyrille de Wendover, in the county of Drummond and district of Arthabaska, known upon the cadastral plan and in the book of reference for the township of Simpson, as the south east half of the lot official subdivision number thirty six (36), of the lot number one, in the fifth range of the said township of Simpson; bounded in front by Saint Laurent street, in the rear by lot official subdivision number thirty four (34), of said lot number one, in the south east by lot official subdivision number (35) of said lot, and on the north west by the remainder of said lot official subdivision number thirty six—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the parochial church door of Saint Cyrille of Wendover, on the TWENTY NINTH day of OCTOBER next, 1912, at NINE o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Shérif.
Arthabaska, 24th September 1912. 3898
[First published, 28th September, 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: } **ALPHONSE CARETTE,**
No. 276. } **laborer, Plaintiff; vs**
JOSEPH MAURE, Defendant.

As belonging to said defendant:

A farm in the fourth range of the township of Halifax North, containing one hundred and eight acres in superficies, more or less, being numbers eleven hundred and eleven hundred and one (1100 and 1101), of official cadastre for the said township—with a dwelling house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte

paroisse de Sainte-Sophie d'Halifax, le VINGTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 15 octobre 1912. 4361
[Première publication, 19 octobre 1912.]

Sophie of Halifax, on the TWENTIETH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 15th October, 1912. 4263
[First published, 19th October, 1912.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLICO est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionne plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **HENRI MORRIS ET AL.**
No 855. } Demandeurs ; contre **SID-NEY VEILLEUX**, Défendeur.

Les numéros deux mille soixante-onze et deux mille soixante et quatorze (2071 et 2074), du cadastre pour la paroisse de Saint-François—avec bâtisses dessus construites et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François, le DIX-NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, 1912, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 14 octobre 1912. 4273
[Première publication, 19 octobre 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **MARGARET CAHILL ET**
No 46. } **WILSON**, Demanderesse ; vs **WILLIAM WILSON, FILS**, Défendeur.

La subdivision trois, du lot numéro six cent trente-un (631), du cadastre de Saint-Georges, Beauce—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Georges, le TRENTIEME jour d'OCTOBRE prochain 1912, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 24 septembre 1912
[Première publication, 28 septembre 1912.] 3893.2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **OMER GENEST**, Deman-
No 794. } deur ; contre **JEAN RODRIGUE**, Défendeur.

Un terrain d'une forme irrégulière, borné en front au sud à la route des rangs 8 nord-est et A communément appelée Route de Saint-Zacharie, à l'ouest et au nord par le terrain de Cyrille Larochelle, à l'est par Xavier Larochelle, mesurant cinquante-cinq pieds de largeur en front et soixante-quinze pieds de profondeur du côté ouest, cette dite ligne du côté ouest étant perpendiculaire sur la route ci-dessus mentionnée, le dit emplacement allant en s'élargissant sur une ligne droite, à partir de la dite route du côté est, de manière à former au bout de la dite profondeur une largeur de soixante dix pieds, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro un (1), au cadastre officiel pour le rang 8 nord est du canton de Watford—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Prosper, le VINGT-NEUVIEME jour d'OCTOBRE prochain 1912 à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 24 septembre 1912.
Première publication, 28 septembre 1912.] 3891.2

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **HENRI MORRIS ET AL.**
No. 855. } Plaintiffs ; against **SID-NEY VEILLEUX**, Defendant.

The numbers two thousand and seventy one and two thousand and seventy four (2071 and 2074), of the cadastre for the parish of Saint Francis—with buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Francis, on the NINETEENTH day of NOVEMBER next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Sheriff.
St. Joseph, Beauce, 14th October, 18:2. 4274
[First published, 19th October, 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **MARGARET CAHILL ET**
No. 46. } **WILSON**, Plaintiff ; vs **WILLIAM WILSON, JUNIOR**, Defendant.

The subdivision three, of lot number six hundred and thirty one (631), of the cadastre of Saint Georges, Beauce—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Georges, on the THIRTIETH day of OCTOBER next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 24th September, 1912.
[First published, 28th September, 1912.] 3894

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **OMER GENEST**, Plaintiff ;
No. 794. } against **JEAN RODRIGUE**, Defendant.

A lot of land of irregular outline, bounded in front to the south by the road of the ranges 8 north east and A commonly called Saint Zacharie Road, on the west and north by the land of Cyrille Larochelle, on the east by Xavier Larochelle, measuring fifty five feet in width to the front and seventy five feet in depth on the west side, the said line on the west side being perpendicular to the road mentioned hereabove, the said emplacement running and widening in a straight line from the said road on the east side, so as to form at the end of the said depth a width of seventy feet, known and designated as forming part of lot number one (1), on the official cadastre for the range 8 north east of the township of Watford—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Prosper, on the TWENTY NINTH day of OCTOBER next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 24th September 1912.
[First published, 28th September, 1912.] 3892

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure. — District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **ALEXANDRE BELLE-ROSE**, senior, Demandeur ; **ALFRED BEAUDRY**, junior, Défendeur.

Un emplacement situé en la ville de Joliette, faisant partie du lot numéro cent cinquante (150), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette, contenant trente-neuf pieds et demi (39½) de front sur cent pieds, plus ou moins, tant qu'à la profondeur ; borné en front par la rue Saint-Viateur, d'un côté à la rue Saint-Pierre, de l'autre côté par Gilbert Brisson, en profondeur à Alfred Beaudry, père—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu au bureau du shérif, en la ville de Joliette, le **VINGTIÈME** jour de **NOVEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD.

Bureau du Shérif,
Joliette, 14 octobre 1912.

Shérif.
4275

[Première publication, 19 octobre 1912].

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court. — District of Joliette.

Joliette, to wit : } **ALEXANDRE BELLE-ROSE**, senior, Plaintiff ; **ALFRED BEAUDRY**, junior, Defendant.

An emplacement situate in the town of Joliette, forming part of lot number one hundred and fifty (150), of the official plan and book of reference of the town of Joliette, containing thirty nine and a half feet (39½) in front by one hundred feet, more or less, on the depth ; bounded in front by Saint Viateur street, on one side by Saint Peter street, on the other side by Gilbert Brisson, on the depth by Alfred Beaudry, senior—with the buildings erected thereon.

To be sold at the sheriff's office, in the town of Joliette, on the **TWENTIETH** day of **NOVEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's office,

Joliette, 14th October, 1912.

Sheriff.

4276

[First published, 19th October, 1912.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure. — District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **PHILIAS SEGUIN**, épiciier, Demandeur ; contre les terres et tenements de **THEOPHILE PREVOST**, du même lieu, Défendeur.

Tous les droits réels et immobiliers, actuels ou éventuels, que le défendeur a ou peut avoir :

1° Dans un lot de terre sis et situé dans le quartier Notre-Dame-de-Grâces, dans la cité de Montréal ; borné en front par la rue Notre-Dame-Ouest, mesurant vingt (20) pieds de front par quatre-vingt (80) pieds de profondeur, connu comme étant la subdivision numéro quinze (15), du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, sous le numéro seize cent quatre-vingt-dix-huit (1698).

2° Dans les constructions érigées sur le dit lot et notamment dans la maison à deux logements qui s'y trouvent.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le **VINGT-UNIÈME** jour de **NOVEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 16 octobre 1912.

Shérif.

4327

[Première publication, 19 octobre 1912]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure. — District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **INVESTMENT REALTIES LIMITED**, corporation dûment incorporée, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité et district de Montréal, Requérante ; contre les terres et tenements de **WILLIAM HUDSON**, Défendeur.

Ces lots ou morceaux de terre situés dans le

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court. — District of Montreal.

Montreal, to wit : } **PHILIAS SEGUIN**, grocer, Plaintiff ; against the lands and tenements of **THEOPHILE PREVOST**, of the same place, Defendant.

The whole of the actual or eventual real and immoveable rights that the defendant has or may have :

1. In a lot of land being and situate in Notre Dame de Graces ward, of the city of Montreal ; bounded in front by Notre Dame street West, measuring twenty (20) feet in front by eighty (80) feet in depth, known as being the subdivision number fifteen (15), of the official lot known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, under the number sixteen hundred and ninety eight (1698).

2. In the buildings erected on the said lot and notably in the two tenement house thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **TWENTY FIRST** day of **NOVEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office,

Montreal, 16th October, 1912.

Sheriff.

4328

[First published, 19th October, 1912].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court. — District of Montreal.

Montreal, to wit : } **INVESTMENT REALTIES LIMITED**, a corporation duly incorporated, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, Petitioner ; against the lands and tenements of **WILLIAM HUDSON**, Defendant.

Those certain lots or parcels of lands situated

quartier de la Longue Pointe, de la cité de Montréal, district de Montréal, sous numéros civiques et faisant partie sur l'avenue Dominion et connus et désignés sur les plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de la Longue Pointe, sous les numéros deux cent quatre-vingt-quatre et deux cent quatre-vingt-cinq (284 et 285).

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-UNIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 12 octobre 1912. 4333
[Première publication, 19 octobre 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } INVESTMENT REALTIES, LIMITED, corporation dûment incorporée, ayant son principal bureau et place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Requérente ; contre WILLIAM TROTTER, Défendeur.

Deux lots de terre sis et situé dans le quartier Longue Pointe, de la cité de Montréal ; bornés en front par l'avenue Dominion, connus et désignés comme étant les numéros deux cent soixante et quatorze et deux cent soixante et quinze (274 et 275), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue Pointe. Les dits deux lots ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 16 octobre 1912. 4329
[Première publication, 19 octobre 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } HENRI ROBERT, comptable, des cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de JEAN LOUIS BOISJOLY, voyageur de commerce, de la ville de Kingston, dans la province d'Ontario, Défendeur.

Trois emplacements situés dans la cité de Montréal ; bornés en front par la rue Rivard, et désignés sous les numéros quatre cent cinquante et un, quatre cent cinquante-deux et quatre cent cinquante-trois, de la subdivision officielle du lot numéro quinze (15-451, 452 et 453), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean Baptiste—avec les constructions y érigées, savoir : une maison à trois étages, en pierre artificielle, une boutique de forge et une maison en brique, les susdits lots ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 16 octobre 1912. 4339
[Première publication, 19 octobre 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LOUIS LACHANCE, marchand, de la cité et du district de Montréal, Demandeur ; contre CHARLES LEGAULT, du même lieu, Défendeur.

1° Une maison d'habitation en bois, mesurant environ 25 pieds de largeur par vingt-cinq pieds de profondeur et 20 pieds de hauteur, plus ou moins, érigée sur le front du lot portant le numéro trois cent onze, de la subdivision officielle du lot numéro trois cent quatre-vingt-dix-huit, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue Pointe, le dit lot de terre ayant front sur la rue

in Longue Pointe ward, of the city of Montreal, district of Montreal, without civic number and fronting upon Dominion Avenue, and known and designated upon the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Longue Pointe, under the numbers two hundred and eighty four and two hundred and eighty five (284 and 285).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 16th October, 1912. 4334
[First published, 19th October, 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } INVESTMENT REALTIES, No. 96. } LIMITED, a corporation duly incorporated, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, Petitioner ; against WILLIAM TROTTER, Defendant.

Two lots of land being and situate in Longue Pointe ward, of the city of Montreal ; bounded in front by Dominion avenue, known and designated as being the numbers two hundred and seventy four and two hundred and seventy five (274 and 275), of the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe. The said two lots forming but one and the same plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of NOVEMBER, next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 16th October, 1912. 4330
[First published, 19th October, 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } HENRI ROBERT, accountant, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of JEAN LOUIS BOISJOLY, commercial traveller, of the town of Kingston, in the province of Ontario, Defendant.

Three emplacements situate in the city of Montreal ; bounded in front by Rivard street, and designated under the numbers four hundred and fifty one, four hundred and fifty two and four hundred and fifty three, of the official subdivision of lot number fifteen (15-451, 452 and 453), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste—with the buildings erected thereon, to wit : an artificial stone, three story house, a blacksmith shop and a brick house, the aforesaid lots forming but one and the same plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of NOVEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 16th October, 1912. 4340
[First published, 19th October, 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } LOUIS LACHANCE, merchant, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against CHARLES LEGAULT, of the same place, Defendant.

1. A wooden dwelling house measuring about 25 feet in width by twenty five feet in depth and 20 feet in height, more or less, erected on the front of the lot bearing the number three hundred and eleven, of the official subdivision of lot number three hundred and ninety eight, of the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe, the said lot of land fronting of Baldwin

Baldwin, dans le quartier Longue Pointe de la cité de Montréal.

2° Une autre maison, mesurant environ 24 pieds de largeur par dix pieds de profondeur et 10 pieds de hauteur, plus ou moins, érigée en arrière de la maison en premier lieu décrite et sur le lot ci-dessus décrit.

3° Un hangar en bois, mesurant environ dix pieds de largeur par dix pieds de profondeur et neuf pieds de hauteur, érigé en arrière de la maison décrite en dernier lieu et également sur le même lot sus-décrit.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTE-UNIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 25 septembre 1912. 3937-2
[Première publication, 28 septembre 1912].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : **THE MUNICIPAL HOMES & INVESTMENT CORPORATION, LIMITED**, une corporation légalement constituée ayant son principal siège d'affaires en la cité de Montréal, dit district, Demandeur ; contre **H. LUC TREMBLAY**, autrefois de la cité de Montréal, et maintenant de lieux inconnus, Défendeur.

1° Une maison d'habitation, en bois, mesurant environ 23 pieds de largeur par 12 pieds de profondeur et onze pieds de hauteur, plus ou moins, érigées sur l'arrière du lot portant le No. cent soixante-dix-neuf de la subdivision officielle du lot No. trois cent quatre-vingt dix huit (398-179), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue Pointe ; le dit lot de terre appartenant à la Demanderesse et ayant front sur l'Avenue Souigny, dans le quartier Longue Pointe, en la cité de Montréal.

2. Un hangar, en bois, mesurant environ 26 pieds de largeur par 12 pieds de profondeur, érigé en arrière de la maison d'habitation sus-décrite et sur le lot également sus-décrit.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTE-UNIEME jour d'OCTOBRE prochain, à TROIS heures l'après-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du shérif, Député-shérif.
Montréal, 25 septembre 1912. 3939.2
[Première publication, 28 septembre 1912.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : **DAME FIMINA JUTRAS**, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, épouse commune en biens de Henri Cardinal, ouvrier, de la dite cité et dûment autorisée par un des juges de la cour supérieure, à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse ; contre **HENRI CARDINAL**, de la cité de Sherbrooke, dit district, Défendeur, et **Louis Edmond Panneton**, avocat, et **Joseph Alfred Leblanc**, tous deux de la cité de Sherbrooke, pratiquant ensemble en la dite cité, sous les nom et raison de "Panneton & Leblanc", distrayants.

La moitié indivise d'un emplacement situé dans la cité de Sherbrooke, dans ce district, et désigné comme étant la moitié est du lot numéro huit cent soixante et neuf (869), sur les plan et livre de renvoi

street, in Longue Pointe ward of the city of Montreal.

2. Another house measuring about 24 feet in width by ten feet in depth and 10 feet in height, more or less, erected in the rear of the house firstly described and on the lot hereabove described.

3. A wooden shed measuring about ten feet in width by ten feet in depth and nine feet in height, erected in the rear of the house lastly described and equally on the same lot above described.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTY FIRST day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office, Deputy sheriff.
Montreal, 25th September, 1912. 3938
[First published, 28th September, 1912]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : **THE MUNICIPAL HOMES & INVESTMENT CORPORATION, LIMITED**, a legally constituted corporation with its chief place of business in the city of Montreal, said district, Plaintiff ; against **H. LUC TREMBLAY**, formerly of the city of Montreal, and now of parts unknown, Defendant.

1. A wooden dwelling, house measuring about 23 feet in width by 12 feet in depth and eleven feet in height, more or less, erected in the rear of the lot bearing the number one hundred and seventy nine of the official subdivision of lot number three hundred and ninety eight (398-179), on the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe ; the said lot of land belonging to the Plaintiff and fronting on Souigny Avenue, in Longue Pointe ward of the city of Montreal ;

2. A wooden shed measuring about 26 feet in width by 12 feet in depth erected in the rear of the dwelling house above described and on the lot equally above described.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the THIRTY FIRST day of OCTOBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Montreal, 25th September, 1912. 3940
[First published, 28th September, 1912]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : **DAME FIMINA JUTRAS**, of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, wife common as to property of Henri Cardinal, laborer, of the said city and duly authorized by a judge of the superior court "à ester en justice" for the purposes hereof, Plaintiff ; against **HENRI CARDINAL**, of the city of Sherbrooke, said district, Defendant, and **Louis Edmond Panneton**, advocate, and **Joseph Alfred Leblanc**, both of the city of Sherbrooke, practising together in the said city, under the name and style of "Panneton & Leblanc," distracting for costs.

The undivided half of an emplacement situate in the city of Sherbrooke, in the said district, and designated as being the east half of lot number eight hundred and sixty nine (869), on the official plan

officiels pour le quartier est de la dite cité de Sherbrooke ; borné en front par l'avenue Bowen, au sud par le lot No 870, à l'ouest en arrière par la moitié ouest du dit lot No 869, au nord par le lot No 868 — avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue au bureau du shérif, dans la dite cité de Sherbrooke, le VINGT-NEUVIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMER,

Bureau du shérif, Sherbrooke, 24 septembre 1912. Shérif. 3895.2
[Première publication, 28 septembre 1912.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir : } SIDORE GIROUARD, Demandeur ; contre EMILIE DIEUDONNE BERTHELET, Défendeur.

Une terre formée des terrains portant les numéros quatre-vingt-dix-neuf, cent quarante-cinq, cent quarante-six, cent quatre-vingt-dix-sept, cent quatre-vingt-dix-huit (99, 145, 146, 197, 198), des plan et livre de renvoi officiels du village d'Actonvale, aujourd'hui la ville d'Actonvale — avec les bâtisses y érigées ; à distraire un emplacement contenant 170 pieds de largeur sur la rue Edouard et 100 pieds de profondeur, plus ou moins, vendu à Cyrille Deslandes, le 4 septembre 1907, et de plus 170 pieds de front sur la même profondeur, touchant le dernier terrain, aussi vendu au dit Deslandes, le tout faisant partie du dit numéro quatre-vingt-dix-neuf, du dit cadastre, et tel que clôturé.

Pour être vendue à la porte de l'église de la ville d'Actonvale, MARDI, le DIX-NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, 1912, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du shérif, Saint-Hyacinthe, 14 octobre 1912. Shérif. 4271
[Première publication, 19 octobre 1912.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } TREFLE MARCOTTE, Demandeur ; contre ALEXANDRE BROUSSEAU, Défendeur, savoir :

Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Mathieu, sur le quinzième rang du township de Caxton, connu et désigné comme étant partie du lot de terre numéro dix (10), du dit quinzième rang, au plan et livre de renvoi officiels d'enregistrement pour la dite paroisse de Saint-Mathieu, contenant, la dite terre, environ cent acres de superficie, plus ou moins ; borné en front au quatorzième rang, en profondeur au seizième rang, d'un côté à Majorique

and book of reference for the east ward of said city of Sherbrooke ; bounded in front by Bowen avenue, on the south by lot No. 870, on the west in the rear by the western half of the said lot No. 869, on the north by lot No. 868 — with the buildings thereon erected.

To be sold at the sheriff's office, in the said city of Sherbrooke, on the TWENTY NINTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLMER,

Sheriff's office, Sherbrooke, 24th September, 1912. Sheriff. 389g
[First published, 28th September, 1912.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinth

Saint Hyacinth, to wit : } SIDORE GIROUARD, Plaintiff ; against EMILIE DIEUDONNE BERTHELET, Defendant.

A land composed of the numbers ninety nine, one hundred forty five, one hundred forty six, one hundred ninety seven, one hundred ninety eight (99, 145, 146, 197, 198), on the official plan and book of reference of the cadastre for the village of Actonvale, now the city of Actonvale — with buildings thereon erected ; to withdraw an emplacement containing 170 feet in width on Edward street and 100 feet in depth, more or less, sold to Cyrille Deslandes, the 4th September, 1907, and moreover 170 feet in front on the same depth, adjoining the last lot also sold to said Deslandes, the whole being a part of said number ninety nine of said cadastre, and as is presently surrounded.

To be sold at the church door of the city of Actonvale, TUESDAY, on the NINETEENTH day of NOVEMBER next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's office, Saint Hyacinth, 14th October, 1912. Sheriff. 4272
[First published, 19th October, 1912.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } TREFLE MARCOTTE, Plaintiff ; against ALEXANDRE BROUSSEAU, Defendant, to wit :

A farm being and situate in the parish of Saint Mathieu, in the fifteenth range of the township of Caxton, known and designated as being part of the lot of land number ten (10), of the said fifteenth range, on the official registration plan and book of reference for the said parish of Saint Mathieu, containing, the said farm, about one hundred acres in superficies, more or less ; bounded in front by the fourteenth range, in depth by the sixteenth range,

Malhiot, et de l'autre côté à Wilfrid Grenier ou représentant—avec maison et dépendances y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Mathieu, le VINGT-NEUVIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif. Shérif.
Trois-Rivières, 25 septembre 1912. 3927-2
[Première publication, 28 septembre 1912.]

on one side by Majorique Malhiot, and on the other side by Wilfrid Grenier or representative—with house and dependencies erected thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint Mathieu, on the TWENTY NINTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 25th September, 1912. 3928
[First published, 28th September, 1912.]

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du troisième jour d'octobre 1912, d'ajouter à la commission de la paix pour le :

District de Chicoutimi.—MM. Philippe Heller, marchand, Henri Laudin, agent, Charles Eugène Bergeron, contre-maître, du village de Kenogami, comté de Chicoutimi.

District de Montréal.—MM. Robert Francis Jones, gérant de la compagnie de Téléphone Bell, de la cité de Montréal, Félix Avila Grothé, contracteur, de Cartierville, comté de Jacques-Cartier, Richard George Patton, agent, de Saint-Lambert, comté de Chambly.

District d'Arthabaska.—MM. L. N. Cottenoir, rentier, Eugène Girard, marchand, Ludger Houle, bijoutier, de Saint-Germain de Gratham, comté de Drummond. 4279

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the third day of October, 1912, to associate to the commission of the peace for the :

District of Chicoutimi.—Messrs. Philippe Heller, merchant, Henri Laudin, agent, Charles Eugène Bergeron, foreman, of the village of Kenogami, county of Chicoutimi.

District of Montreal.—Messrs. Robert Francis Jones, manager, of the Bell Telephone Company, of the city of Montreal, Félix Avila Grothé, contractor, of Cartierville, county of Jacques-Cartier, Richard George Patton, agent, of Saint Lambert, county of Chambly.

District of Arthabaska.—Messrs. L. N. Cottenoir, rentier, Eugène Girard, merchant, Ludger Houle, jeweller, of Saint Germain de Gratham, county of Drummond. 4280

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Joseph Arthur Bourbeau, industriel, Joseph Emile Amable Decelle, agent financier, Maurice Blondin, député registrateur, Louis E. Hall, industriel, et V. P. Landry, médecin, tous de Bécancourt, dans les buts suivants :

Acheter ou vendre et faire le commerce en gros et en détail de bois de toute sorte ;

Aquérir par achat ou autrement trafiquer des terrains à bois, des limites à bois, acheter et vendre du bois de construction et le manufacturer sous toutes ses formes ;

Aussi ériger dans la municipalité de Bécancourt une ou plusieurs manufactures dans le but de manufacturer des balais, brosses, et pinceaux, et d'en faire le commerce de gros et détail ;

Aussi faire le commerce en gros et détail du foin, grain et provisions ;

Construire et faire ériger une ou plusieurs bâtisses, faire toutes choses et exercer tous les pouvoirs et faire tous les affaires en rapport à la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "L'Industrielle de Bécancourt Limitée", avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Bécancourt, district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour d'octobre 1912.

4325

C. J. SIMARD,
Sous secrétaire de la province.

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eighth day of October, 1912, incorporating Messrs. Joseph Arthur Bourbon, manufacturer, Joseph Emile Amable Decelle, financial agent, Maurice Blondin, deputy registrar, Louis E. Hall, manufacturer, and V. P. Landry, physician, all of Bécancourt, for the following purposes :

To purchase or sell and deal wholesale and retail in wood of all kinds ;

To acquire by purchase or otherwise traffic in timber lands, timber limits, purchase and sell lumber and manufacture same in all its forms ;

To erect within the municipality of Bécancourt, one or more factories for the purpose of manufacturing brooms, brushes and paint brushes, and dealing wholesale and retail in same ;

To deal wholesale and retail in hay, grain and provisions ;

To construct and erect one or more buildings, do all things and exercise all the powers and do any business in connection with the carrying out of the objects for which the company is incorporated, under the name of "L'Industrielle de Bécancourt, Limitée", with a capital of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the said company, will be at Bécancourt, district of Three Rivers.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of October, 1912.

4326

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Québec, 17 octobre 1912.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions du code du notariat, il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accorder en faveur de Joseph-Albert Poupard, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant à Sainte-Martine, comté de Châteauguay, district de Beauharnois, la transmission des minutes, répertoire et index de feu Hector Bernard, en son vivant notaire public, pratiquant à Sainte-Martine, district susdit. 4351

No 242-12.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 17 octobre 1912.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Fulgence, comté de Drummond, tout le territoire comprenant les lots du canton de Durham, ci-après mentionnés, savoir :

Depuis le lot No 10 au lot No 14 du 8ème rang,	
“ 10 “ 16 9 “	
“ 10 “ 16 10 “	
“ 10 “ 15 11 “	
“ 10 “ 14 12 “	

pour former une municipalité scolaire distincte sous le nom de Saint-Fulgence No 1. 4353

Demandes à la Législature

Avis public est par le présent donné que le Bureau des Commissaires d'Écoles Catholiques Romains, de la cité de Sherbrooke, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire augmenter ses pouvoirs d'emprunt et pour d'autres fins.

PANNETON, LEBLANC & PANNETON,
Procureurs des requérants.
Sherbrooke, 16 octobre 1912. 4321

Avis est par le présentes donné qu'une demande sera faite à l'Assemblée législative de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi incorporant la Compagnie de chemin de fer Alma et Jonquières, avec pouvoir de construire et d'opérer une ligne de chemin de fer depuis un point à ou près d'Hébertville, sur la ligne du chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean, dans une direction nord ouest passant à travers les cantons Labarre, Signai et Ile d'Alma jusqu'à un point quelconque entre les endroits appelés Grande Décharge et Petite Décharge sur le Lac Saint-Jean, une distance d'à peu près 20 milles.

D'un point à ou près de la paroisse de Saint-Joseph d'Alma, dans le canton Signai, comté du Lac Saint-Jean, dans une direction est à travers les cantons Signai, Labarre et Kénogami jusqu'à un point quelconque à ou près de la paroisse de Jonquières, une distance d'à peu près 30 milles, avec pouvoir de construire des embranchements ou extensions à divers endroits le long de la route et pour communiquer avec tous les chemins de fer déjà construits ou qui peuvent être construits, avec pouvoir d'opérer le dit chemin de fer par vapeur, électricité ou autrement, et pour autres pouvoirs ordinairement donnés aux compagnies de chemin de fer.

CANNON & PARENT,
Procureurs de la requérante.
Québec, 16 octobre 1912. 4313

Québec, 17th October, 1912.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of the notarial code, His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, has been pleased to authorize in favor of Joseph Albert Poupard, esquire, notary public, residing and practising at Sainte-Martine, county of Chateauguay, district of Beauharnois, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Hector Bernard, in his lifetime notary public, practising at Sainte-Martine, aforesaid district. 4352

No. 242-12.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 17th October, 1912.

The superintendent gives notice that he has received a petition praying for to detach from the school municipality of Saint Fulgence, county of Drummond, the whole of the territory comprising the lots of the township of Durham, hereinafter mentioned, to wit :

From lot No. 10 to lot No. 14 of the 8th range,	
“ 10 “ 16 9 “	
“ 10 “ 16 10 “	
“ 10 “ 15 11 “	
“ 10 “ 14 12 “	

to form a separate school municipality, under the name of Saint Fulgence No. 1. 4354

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that the Board of Roman Catholic School Commissioners, of the city of Sherbrooke, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to increase its power to borrow and for other purposes.

PANNETON, LEBLANC & PANNETON,
Attorneys for petitioner.
Sherbrooke, 16th October, 1912. 4322

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislative Assembly of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act incorporating the Alma & Jonquières Railway Company with power to construct and operate a line of railway from a point at or near Hébertville on the Quebec & Lake Saint John Railway line, in a northerly direction passing through the township of Labarre, Signai and Ile d'Alma to a point between the places called "Grande Decharge" and "Petite Decharge" on the Lake Saint John, a distance of about twenty miles.

From a point at or near the parish of Saint Joseph d'Alma, in the township of Signai, county of Lake Saint John, in an eastern direction through the townships of Signai, Labarre and Kenogami, to a point at or near the parish of Jonquières in the said county of Lake Saint John a distance of about thirty miles, with power to construct branch lines or extensions at different places along the road and to connect with any railroads already built or that may be built, with power to operate the railway by steam, electricity or otherwise, and for other powers ordinarily given to the railway companies.

CANNON & PARENT,
Attorneys for petitioner.
Quebec, 16th October, 1912. 4314

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, par M. George Doyer, cultivateur, de Saint Gervais, et autres, aux fins d'obtenir le pouvoir de vendre un certain immeuble substitué étant le No 256, des plan et livre de renvoi du cadastre de la paroisse de Saint-Gervais.

ST. LAURENT & LAFERTÉ,

Procureurs du requérant.

Québec, 30 septembre 1912. 4017.3

Avis est par le présent donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine dans le comté de Jacques-Cartier, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi détachant du territoire de la municipalité scolaire de la paroisse des Saints-Anges de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, toute cette partie de ce territoire situé sur le côté nord du canal Lachine et compris pour les fins municipales dans les limites territoriales de la cité de Lachine, et annexant cette partie de territoire au territoire de la municipalité scolaire de la cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, pour les fins scolaires.

A. S. PELLETIER,

Procureur des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier.

Lachine, 12 octobre 1912. 4323

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Dame Charlotte S. Nelson, épouse de Alfred Brien dit Desrochers, agriculteur, de la ville de Laval des Rapides, province de Québec; Dame Fleurine Nelson, épouse d'Alphonse Bertrand, négociant, de Saint-Placide, province de Québec; Demoiselle Annie Nelson, célibataire, aussi de Laval des Rapides, province de Québec, John George Nelson et Walter Joseph Nelson, ces deux derniers voyageurs de commerce, de la cité de Montréal, province de Québec, en leur qualité d'appelés de la substitution créée par le testament de feu Wolfred Nelson, en date du 6 de mai 1861, pour obtenir une loi autorisant les dits appelés à vendre un immeuble situé en la ville de Laval des Rapides, ci-devant paroisse de Saint-Martin, à eux légués par le dit feu Wolfred Nelson, et aussi ratifiant les obligations contractées par les dits appelés, sous forme d'hypothèques affectant le dit immeuble.

CHAS. CHAMPOUX,

Procureur des requérants.

Bâtisse Banque de Québec, Place d'Armes.
Montréal, 15 octobre 1912. 4309

Avis est par le présent donné que Morton Lewis Sands, Henry Bruno Maldeis, William Grace, Richard Perry, Emma Agnès Wigley, Benjamin Owen, Colena Muriel Owen, Cora Adair, Melvin Solomon Groh et Brynle Owen, tous des cité et district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'incorporation des susdites personnes et telles autres qui peuvent devenir membres, en une corporation religieuse pour les fins du culte divin, sous le nom de "The Brethren Church of the province of Quebec", ensemble avec le droit de faire des règles et règlements pour leur propre gouverne, et avec le droit d'acquérir et posséder des biens pour les fins religieuses et avec en outre le droit de célébrer les mariages et conduire les rites et services qui peuvent être requis.

PLACE & STOCKWELL,

Procureurs des requérants.

Montréal, 16 octobre 1912. 4341

Avis est par le présent donné par Allan McDonald Strang, de la cité de Montréal, dans la province de Québec, chirurgien dentiste, qu'il s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant le

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, by Mr. George Doyer, farmer, of Saint Gervais, and others, to obtain the power to sell a certain substituted immoveable being No. 256, on the cadastral plan and in the book of reference for the parish of Saint Gervais.

ST. LAURENT & LAFERTÉ,

Solicitor for petitioner.

Quebec, 30th September, 1912. 4018

Notice is hereby given that the school commissioners for the municipality of the city of Lachine, in the county of Jacques Cartier, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act detaching from the school municipality of the parish of Saints Anges de Lachine, in the county of Jacques Cartier, all the portion of the said territory situate on the north side of the Lachine canal and comprised for municipal purposes within the territorial limits of the city of Lachine, and annexing the said part of territory to the territory of the school municipality of the city of Lachine, in the county of Jacques Cartier, for school purposes.

A. S. PELLETIER,

Attorney for the school commissioners for the municipality of the city of Lachine, in the county of Jacques Cartier.

Lachine, 12th October, 1912. 4324

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by Dame Charlotte S. Nelson, wife of Alfred Brien dit Desrochers, agriculturist, of the town of Laval des Rapides, province of Quebec; Dame Fleurine Nelson, wife of Alphonse Bertrand, trader, of Sainte Placide, province of Quebec; Miss Annie Nelson, spinster, also of Laval des Rapides, province of Quebec, John George Nelson and Walter Joseph Nelson, the two latter commercial travellers of the city of Montreal, province of Quebec, in their capacity of substitutes of the substitution created by the will of the late Wolfred Nelson, dated the 6th May, 1861, for an act authorizing the said substitutes to sell an immoveable situate in the town of Laval des Rapides, formerly parish of Saint Martin, to them bequeathed by the said late Wolfred Nelson, and also ratifying the obligations contracted by the said substitutes under form of hypothecs affecting the said immoveable.

CHAS. CHAMPOUX,

Attorney for petitioners.

Montreal, 15th October, 1912. 4310

Public notice is hereby given that Morton Lewis Sands, Henry Bruno Maldeis, William Grace, Richard Perry, Emma Agnes Wigley, Benjamin Owen, Colena Muriel Owen, Cora Adair, Melvin Solomon Groh and Brynle Owen, all of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the incorporation of themselves and such others as may afterwards become members into a religious corporation for the purpose of divine worship under the name of the Brethren Church of the province of Quebec, together with the right to make rules and regulations for their own government and with the right to acquire and hold property for religious purposes and with a further right to celebrate marriages and to conduct such rites and services as may be required.

PLACE & STOCKWELL,

Attorneys for applicants.

Montreal, 16th October, 1912. 4342

Notice is hereby given by Allan McDonald Strang, of the city of Montreal, in the province of Quebec, doctor of dental science, that he will make application to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passage of an

collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec, à l'admettre parmi ses membres et lui octroyer la licence nécessaire pour pratiquer comme chirurgien dentiste dans cette province, après examen

LAFLEUR, MACDOUGALL,
MACFARLANE & POPE,
Solliciteurs du requérant.

Montréal, 14 octobre 1912. 4311

La cité de Sherbrooke donne avis qu'elle présentera un bill à la prochaine session de la législature, pour amender sa charte, pour entre autres choses, nommer des commissaires pour administrer les affaires de la cité avec le maire et pour payer un salaire à ces commissaires et au maire.

PANNETON & LEBLANC,
Procureurs de la cité de Sherbrooke.
Montréal, 17 octobre 1912. 4347

La compagnie "The Saraguay Electric & Water Company" donne avis qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant sa charte sur les matières suivantes :

Changer son nom en celui de "Light and Power Company of Montréal", augmenter son capital actions et le diviser en diverses classes suivant que la compagnie le jugera à propos ; quant à ce qui concerne ses actions libérées, émettre des certificats d'actions aux conditions que la compagnie pourra de temps en temps déterminer, démontrant que le porteur a droit aux actions qui y sont mentionnées, et pourvoir, au moyen de coupons ou autrement, au paiement des dividendes à venir sur les actions comprises dans ces certificats ; obtenir les pouvoirs nécessaires à la fabrication du gaz pour toutes les fins pour lesquelles il peut être employé et pour le vendre et en disposer ; obtenir le pouvoir d'emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie et émettre des obligations, débentures ou autres valeurs pour toutes sommes empruntées ou à emprunter et les engager ou les vendre pour telles sommes et à tels prix que la compagnie jugera convenable et garantir le remboursement de ces obligations, débentures ou autres valeurs en engageant l'actif ou des biens de la compagnie, suivant qu'il sera jugé à propos par la compagnie ; obtenir l'autorisation d'acquiescer et prendre, en totalité ou en partie, l'entreprise, les biens et obligations de toute personne ou compagnie exploitant toute entreprise que la compagnie est autorisée à exploiter et possédant des propriétés propres aux fins de la compagnie ; faire tout arrangement avec toute personne ou compagnie pour l'affermage, le louage ou l'achat des franchises, droits, travaux, outillages et matériels roulant appartenant à telle personne ou compagnie ; acquiescer les bons et autres obligations ou valeurs de certaines compagnies ; garantir le paiement en argent obtenu par, ou payable en vertu ou au sujet de débentures, bons, actions-obligations, actions, contrats, hypothèques, charges, obligations et valeurs de toute compagnie ou entreprise, ayant des fins tout à fait ou en partie semblables à celles de la compagnie ; émettre des débentures ou actions-obligations en une ou plusieurs séries et elle pourra les garantir en transférant à des fidèles commissaires la totalité ou telle partie de l'actif ou des propriétés de la compagnie, jugée à propos ; vendre et disposer des biens, entreprise et franchises d'autres compagnies ; prendre part à l'administration de certaines compagnies ; aider certaines institutions se rapportant aux affaires de la compagnie ; exploiter d'autres entreprises se rapportant aux affaires de la compagnie ; ratifier les conventions, contrats et arrangements intervenus entre la compagnie et la compagnie Dominion

act to authorize the College of Dental Surgeons of the province of Québec, to admit him among its members and to grant him the necessary license to practise as dental surgeon in the province after examination.

LAFLEUR, MACDOUGALL,
MACFARLANE & POPE,
Solicitors for applicant.

Montreal, 14th October, 1912 4312

The city of Sherbrooke gives notice that it will present a bill at the next session of the Legislature, to amend its charter, for among other things to appoint Commissioners to administer the business of the city with the mayor, and to pay a salary to the said commissioners and to the mayor.

PANNETON & LEBLANC,
Attorneys for the city of Sherbrooke.
Montreal, 17th October, 1912. 4348

"The Saraguay Electric & Water Company" give notice that it will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act to amend its charter on the following matters :

To change its name to "Light and Power Company of Montreal" ; to increase its capital stock and divide it into various classes according as the company may deem advisable ; as to what concerns its paid up shares, to issue stock certificates on the conditions the company may from time to time determine, establishing that the holder has the right to the shares mentioned therein, and provide by means of coupons or otherwise for the payment of future dividends on the shares comprised in such certificates ; to obtain the necessary powers to manufacture gas for any purposes it may be employed and to sell and dispose thereof ; to obtain the power to borrow money on the credit of the company and issue bonds, debentures or other securities for any sums borrowed or to be borrowed and pledge or sell same for such amounts and at such prices as the company may deem fit and guarantee the redemption of such bonds, debentures or other securities by pledging the assets or property of the company, as may be deemed advisable by the company ; to obtain the authorization to acquire and take, in whole or in part, the undertaking, property and obligations of any person or company carrying on any undertaking that the company is authorized to carry on and holding property suitable to the purposes of the company ; to make any arrangement with any person or company for the renting, letting or the purchase of the franchises, rights, works, equipment and rolling stock belonging to such person or company ; to acquire the bonds and other obligations or securities of certain companies ; to guarantee the payment in cash obtained by or payable in virtue of or respecting debentures, bonds, stocks, shares, contracts, hypothecs, charges, obligations and securities of any company or undertaking with purposes wholly or partly similar to those of the company ; to issue debentures or bonds in one or more series and the company may guarantee same by transferring to trustees the whole or such part of the assets or property of the company deemed advisable ; to sell and dispose of the property, undertaking and franchises of other companies ; to take part in the administration of certain companies ; to aid certain institutions in connection with the business of the company ; to exploit other undertakings in connection with the business of the company ; to ratify the covenants, contracts and arrangements entered into between the company and the Dominion Light, Heat and Power Company, Saint Paul Electric Light & Power Company,

Light Heat & Power Company, Saint Paul Electric Light & Power Company, Canadian Light & Power Company et Central Heat Light & Power Company; ratifier la résolution du conseil municipal de la municipalité du village de Cartierville, en date du 13 juillet 1909, et le contrat basé sur telle résolution et passé entre la dite municipalité du village de Cartierville et la compagnie, le 22 septembre 1909, devant Gohier, notaire, et pour toutes autres fins se rattachant ou découlant des sujets ci-dessus énumérés.

EDMOND HURTUBISE,
Secrétaire de la compagnie
Edifice Eastern Townships Bank.
Montréal, 15 octobre 1912. 4349

Avis est par les présentes donné que la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandera à la législature, à sa prochaine session, l'autorisation d'emprunter la somme de cinq cent mille piastres sur débetures, pour acheter des terrains et y construire des écoles nouvelles et aussi de fonder des colonies de vacances pour les enfants de ses écoles.

ULRIC LAFONTAINE,
Secrétaire-trésorier.
Montréal, 11 octobre 1912. 4289

Avis public est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi érigeant en municipalité de village, sous le nom de "Municipalité du Village de Salaberry", pour fins municipales et autres fins, les habitants du territoire suivant :

A distraire de la paroisse de Beauport :

Une partie du numéro 596, les numéros 597, 598, 599, 600, une partie du numéro 610, une partie du numéro 611, une partie du numéro 612, les numéros 613, 614, une partie du numéro 618, une partie du numéro 619, les numéros 620, 621, une partie du numéro 622, depuis le numéro 625 jusqu'au numéro 735 inclusivement, les numéros 738, 739, 740, 741, 743, 744, 745, une partie du numéro 746, les numéros 747, 747a.

Le tout formant un territoire de 2,775 arpents et ayant environ 75 arpents du nord au sud et 37 arpents de l'est à l'ouest.

Borné comme suit :

Vers le nord-est :

Partie par un chemin public passant entre les numéros 703, 704, du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, d'un côté et le numéro 1,048 du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg de l'autre ; partie par un chemin public passant entre le numéro 692 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport d'un côté et le numéro 1050 du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg de l'autre ; partie par le numéro 789 de la concession Saint-Joseph du cadastre officiel de la paroisse de Beauport ; partie par la rive nord-est de la rivière de Beauport, depuis son intersection avec la limite sud de la concession Saint-Joseph, jusqu'à son embouchure au fleuve Saint-Laurent à la ligne de basse marée.

Vers le sud-est :

Partie par la ligne de basse marée du fleuve Saint-Laurent depuis l'embouchure de la rive nord-est de la rivière Beauport jusqu'à l'intersection de la dite ligne de basse marée avec la limite sud-ouest du numéro 58 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport ; partie par les numéros 737 et 736 ; partie par le chemin du petit Village ; partie par le numéro 742 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport.

Vers le sud-ouest :

Partie par la limite sud-ouest du numéro 58 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport ; partie par le numéro 737 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport ; partie par

Canadian Light & Power Company and Central Heat Light & Power Company ; to ratify the resolution of the municipal council of the municipality of the village of Cartierville, dated the 13th July, 1909, and the contract based on such resolution and entered into between the said municipality of the village of Cartierville, and the company on the 22nd September, 1909, before Gohier, notary, and for any other purposes in connection with or relating to the hereabove enumerated objects.

EDMOND HURTUBISE,
Secretary of the company
Eastern Townships Bank Building.
Montréal, 15th October, 1912. 4350

Notice is hereby given that the Catholic School Board of Montreal, will apply to the Legislature, at its next session, for authority to borrow five hundred thousand dollars, on debentures, in order to purchase school sites and build thereon new schools, and also authority to establish summer school resorts for the pupils frequenting its schools.

ULRIC LAFONTAINE,
Secretary treasurer.
Montreal, 11th October, 1912. 4290

Public notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec at its next session, for the passing of an act erecting into a village municipality, under the name of "Municipalité du Village de Salaberry" for municipal purposes and others, the residents of the following territory, to wit :

To be taken from the parish of Beauport :

Part of number 596, numbers 597, 598, 599, 600, part of number 610, part of number 611, part of number 612, numbers 613, 614, part of number 618, part of number 619, numbers 620, 621, part of number 622, from number 625 to number 735 inclusive, numbers 738, 739, 740, 741, 743, 744, 745, part of number 746, numbers 747, 747a.

The whole forming a territory of 2775 arpents and measuring about 75 arpents from the north to the south, and 37 arpents from the east to the west.

Bounded as follows :

Towards the north-east :

Part by a public road passing between numbers 703, 704, of the official cadastre for the parish of Beauport on one side, and number 1048 of the official cadastre for the parish of Charlesbourg on the other side ; part by a public road passing between number 692 of the official cadastre for the parish of Beauport on one side and number 1050 of the official cadastre for the parish of Charlesbourg on the other side part by number 789 of range Saint Joseph of the official cadastre for the parish of Beauport ; part by the north-eastern shore of the river Beauport from its intersection with the south limit of range Saint Joseph to its mouth the river Saint Lawrence at low water mark.

Towards the south east :

Part by the low water mark of Saint Lawrence river from the mouth of the north eastern shore of river Beauport to the intersection of the said low water mark with the south western limit of number 58 of the official cadastre for the parish of Beauport ; part by numbers 737 and 736 ; part by the road of Petit Village ; part by number 742 of the official cadastre for the parish of Beauport.

Towards the south west :

Part by the south western limit of number 58 of the official cadastre for the parish of Beauport ; part by number 737 of the official cadastre for the parish of Beauport ; part by

les numéros 734 et 735 du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, à distraire cependant la partie du numéro 746 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport comprise dans la paroisse de Saint-Michel Archange; partie par la ligne séparant le numéro 662 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport du numéro 1059 du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg.

Vers le nord-ouest :

partie par les numéros 985, 986, 987, 990, 991; partie par les numéros 1048-1049; parties par les numéros 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059; partie par le numéro 1060, tous ces numéros précédents faisant partie du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg; partie par les numéros 790, 790a, et 789, de la concession Saint-Joseph; partie par les numéros 789, 788, de la concession de Saint-Joseph, tous ces numéros faisant partie du cadastre officiel de la paroisse de Beauport; partie par la ligne de haute marée en front du numéro 737, du cadastre officiel de la paroisse de Beauport.

CANNON & PARENT,

Procureurs des requérants.

Québec, 15 octobre 1912.

4303

Avis public est par le présent donné que The Montreal Firemen's Benefit Association of Montreal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant à sa charte, 7 Edouard VII, Chap. 114, telle qu'elle est maintenant amendée (1 George V, Chap. 89, 1910), et que les amendements demandés seront l'admission de membres, contributions, bénéfices octroyés aux membres, à leurs veuves et leurs enfants, spécialement la pension, ses pouvoirs, l'administration, le bureau des directeurs, les assemblées et l'augmentation des fonds de l'association et autres fins nécessaires au bon fonctionnement de la corporation.

MERCIER & BEIQUE,

Procureurs de la requérante.

Montréal, 7 octobre 1912.

4283

Les soussignés Robert Lagueur, ptre, curé de la paroisse de Saint-Roch de Québec, M. Napoléon Drouin, du même lieu, ancien marguillier, le rév. P. H. Legault, O. M. I., curé la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, M. Téléphore Verret, du même lieu, échevin, Omer Cloutier, ptre, curé de la paroisse de Notre-Dame de Jacques-Cartier, M. Joseph Gauthier, du même lieu, syndic, le rév. P. Maurice, O. M. C., curé de la paroisse de Saint-Charles de Limoilou, M. J.-E. Chapleau, avocat, du même lieu, H. Bouffard, ptre, curé de la paroisse de Sainte-Angele de Saint-Malo, Eugène Julien, négociant, de Saint-Malo, Frs. Cliche, commerçant, Joseph Mercier, ptre, curé de la paroisse de Saint-Zéphirin de Stadacona, donnent avis, par les présentes, qu'ils s'adresseront à la législature de cette province, à la prochaine session, pour obtenir une charte sous la raison sociale de "Compagnie du Cimetière Saint-Charles", ayant le siège de ses affaires à Québec et succession perpétuelle, avec, entr'autres, les pouvoirs suivants, savoir: celui d'acquérir, à quelque titre que ce soit, des terrains d'une étendue convenable et dûment approuvés, aux fins d'y ériger un cimetière commun à l'usage des paroisses ci-dessus désignées et de toutes celles qui, à l'avenir, pourraient leur être adjointes en vertu des règlements, dans un même but; le pouvoir d'entretenir, gérer et administrer le dit cimetière comme de chose lui appartenant, dans l'intérêt des dites paroisses; le pouvoir spécial de succéder à l'administration, gestion et usage du cimetière actuel dit "Cimetière Saint-Charles" appartenant à la paroisse de Saint-Roch de Québec, susdits; le pouvoir spécial de succéder en tous droits et obliga-

numbers 734 and 735 of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, not included however part of number 746 of the official cadastre for the parish of Beauport comprised into the parish of Saint Michel Archange; part by the line dividing number 662 of the official cadastre for the parish of Beauport from number 1059 of the official cadastre for the parish of Charlesbourg.

Towards the north west :

Part by numbers 985, 986, 987, 990, 991; part by numbers 1048-1049; part by numbers 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059; part by number 1060, all these above numbers forming part of the official cadastre for the parish of Charlesbourg; part by numbers 790, 790a and 789 of the range Saint Joseph, all these numbers forming part of the official cadastre for the parish of Beauport; part by the high water mark in front of number 737 of the official cadastre for the parish of Beauport.

CANNON & PARENT,

Attorneys for petitioners.

Quebec, 15th October, 1912.

4304

Public notice is hereby given that the Montreal Firemen's Benefit Association of Montreal will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act amending its charter, 7 Edward VII, ch. 114, as it stands now amended (1 George V, ch. 89, 1910), and that the amendments that it will demand refer to the admission of members, for assessments, to the benefits granted to the members, to their widows and their children, specially to the pension, to its powers, to the administration, to the board of directors, to the meetings, and to the augmentation of the funds of the association and other ends necessary to the good working of the corporation.

MERCIER & BEIQUE,

Attorneys for the petitioner.

Montreal, 7th October, 1912.

4284

The undersigned Robert Lagueur, priest, Curé of the parish of Saint Roch de Québec, Mr. Napoléon Drouin, of the same place, former churchwarden, the rev. P. H. Legault, O. M. I., curé of the parish of Saint Sauveur de Québec, M. Téléphore Verret, of the same place, alderman, Omer Cloutier, priest, curé of the parish of Notre Dame de Jacques Cartier, Mr. Joseph Gauthier, of the same place, syndic, the rev. P. Maurice, O. M. C., curé of the parish of Saint Charles de Limoilou, Mr. J. E. Chapleau, advocate, of the same place, H. Bouffard, priest, curé of the parish of Sainte Anèle de St-Malo, Mr. Eugène Julien, trader, Saint-Malo, Mr. Frs. Cliche, trader, Joseph Mercier, priest, curé of the parish of Saint Zéphirin de Stadacona, hereby give notice that they will apply to the Legislature of this province, at the next session thereof, to obtain a charter under the corporate name of "Compagnie du Cimetière Saint Charles", having its corporate seat at Quebec and perpetual succession, with the following powers among others, to wit: to acquire under any title whatever lands of a suitable extent and duly approved for the purpose of erecting a cemetery thereon for the use in common of the parishes hereabove designated and of all those which hereafter may be associated with the min virtue of the by-laws, for the same purpose; the power to maintain, manage and administer the said cemetery as of a thing belonging to it, in the interest of the said parishes; the special power to succeed in the administration, management and use of the actual cemetery called "Cimetière Saint Charles", belonging of the parish of Saint Roch de Québec aforesaid; the special power to suc-

tions des requérants concernant certaines propriétés achetées par les requérants eux ou leurs ayants-cause pour servir de cimetières paroissiaux, les acquéreurs en ayant été dûment autorisés; le pouvoir de contracter en général, d'aliéner, d'hypothéquer, d'exproprier, s'il y a lieu, d'imposer des contributions aux intéressés, de percevoir des revenus, profits ou rentes, emprunter, émettre, si nécessaire des bons ou débentures, le tout conformément à la loi et dans l'intérêt des dits intéressés du nouveau cimetière; le pouvoir de faire des règlements et, en un mot tous actes capables d'assurer la création, l'usage, entretien et administration de tel cimetière.

J. E. PRINCE, C. R.
Procureur des requérants.

Québec, 10 octobre 1912. 4265

Les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville de la Longue-Pointe donnent avis qu'ils s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander le droit de faire, chaque année, un rôle d'évaluation des propriétés immobilières se trouvant dans les limites de leur municipalité, nonobstant les articles 2836 et 2837 des Statuts refondus de la province de Québec, et pour autres fins.

LAMOTHE, ST. JACQUES & LAMOTHE,
Procureurs des requérants.
Montréal, 16 octobre 1912. 4355

Les exécuteurs-testamentaires et les légataires de feu M. P. E. Paquette, en son vivant marchand, de la cité et du district de Montréal, donnent avis qu'ils s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander que les pouvoirs des exécuteurs-testamentaires soient mieux définis, qu'ils aient le droit de prendre des décisions à la majorité des voix; que les exécuteurs-testamentaires aient le droit de vendre les immeubles substitués, de faire remploi des deniers, soit en achat ou construction d'immeubles, soit autrement; qu'ils aient droit d'emprunter et d'hypothéquer; qu'ils aient le droit de louer les immeubles substitués à long terme, et même par baux emphytéotiques; qu'au cas de mort d'un ou de plusieurs des grevés usufruitiers, laissant des enfants, que les dits enfants soient continués dans la jouissance de leur père ou mère jusqu'à l'ouverture finale de la substitution; que la vente faite par Dame Albina Carrières, veuve P. E. Paquette, d'un immeuble se trouvant en son nom et mentionné au testament de feu P. E. Paquette, et les conventions faites par elle avec ses enfants, grevés de substitution, soient ratifiées et confirmées; que l'emploi du prix de vente soit approuvé et que, sur la balance du dit prix de vente, il soit pris un montant suffisant pour payer les frais de licitation et accessoires, frais faits en mil neuf cent douze, par le ministère de M^{re} E. Roy, notaire, avec l'autorisation de la cour, et pour autres fins se rapportant aux dites matières.

LAMOTHE, ST. JACQUES & LAMOTHE,
Procureurs des requérants.
Montréal, 16 octobre 1912. 4357

Avis est par le présent donné que la compagnie de chemin de fer Roberval et Saguenay s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir la modification de sa charte relativement aux matières suivantes, savoir:

1. Changement de son nom en celui de "La Compagnie du Chemin de Fer "Le Nord";
2. La longueur de ses branches et voies d'évitement;

3. L'acquisition par débentures, actions ou autrement du chemin de fer de la Baie des Ha! Ha! ainsi que de ses franchises, privilèges, droits, immeubles, meubles et roulant, et la faculté d'exercer tous les pouvoirs conférés à la compagnie du chemin de fer de la Baie des Ha! Ha! par sa charte

ceded to all the rights and obligations of the petitioners respecting certain properties purchased by the petitioners they or their assigns to serve as parochial cemeteries, the purchasers having been duly authorized thereto; the power to contract generally, alienate, hypothecate, expropriate if necessary, to impose contributions on the interested parties, to collect revenue, profits or rents, borrow, issue if necessary bonds or debentures, all in conformity to law and in the interest of the said interested parties of the new cemetery; the power to make by-laws and in a word any acts capable of assuring the creation, use, maintenance and administration of such cemetery.

J. E. PRINCE, K. C.
Attorney for petitioners.
Quebec, 10th October, 1912. 4266

The school commissioners for the school municipality of the town of Longue Pointe give notice that they will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to obtain the right to make, every year, a valuation roll of the immoveable property being within the limits of their municipality, notwithstanding articles 2836 and 2837 of the Revised statutes of the province of Quebec, and for other purposes.

LAMOTHE, ST. JACQUES & LAMOTHE,
Attorneys for petitioners.
Montreal, 16th October, 1912. 4356

The testamentary executors and the legatees of the late P. E. Paquette, in his lifetime merchant, of the city and district of Montreal, give notice that they will make application to the Legislature of Quebec, at its next session, to more clearly define the powers of the testamentary executors, that they have the right to take decisions on a majority of votes; that the testamentary executors have the right to sell the substituted immoveables, to make reinvestment of the money either in the purchase or construction of immoveables or otherwise; that they have the right to borrow and hypothecate; that they have the right to lease the substituted immoveable on long terms and even by emphyteutic leases; that in case of the death of one or more of the usufructuary institutes leaving children that the said children be continued in the enjoyment of their father or mother until the final opening of the substitution; that the sale made by Dame Albina Carrières, widow P. E. Paquette, of an immoveable being in her name and mentioned in the will of the late P. E. Paquette, and the covenants made by her with her children, institutes under substitution, be ratified and confirmed; that the use of the price of sale be approved and that out of the balance of the said price of sale there be taken a sufficient amount to pay the costs of licitation and accessories, costs incurred in nineteen hundred and twelve, through M^{re} E. Roy, notary, with the authorization of the court, and for other purposes in connection with the said matters.

LAMOTHE, ST. JACQUES & LAMOTHE,
Attorneys for petitioners.
Montreal, 16th October, 1912. 4350

Notice is hereby given that the Roberval and Saguenay Railway Company will apply to the Legislature at its next session, to amend its charter in connection with the following matters:

1. The changing its name to that of "La Compagnie du Chemin de Fer "Le Nord";
2. The length of its branches and sidings;

3. The acquisition by means of bonds, shares or otherwise of the Ha! Ha! Bay Railway Company as also of its franchises, privileges, rights, immoveables, moveables and rolling stock and the right to use all the powers conferred on the Ha! Ha! Bay Railway Company by its charter and by

et par la loi, sujet aux débetures et autres charges qui affectent le dit chemin de fer, avec droit de prolonger à travers la ville de Chicoutimi jusqu'à la rivière du Moulin à ou près de son confluent avec le Saguenay, l'embranchement allant aux usines de la compagnie de pulpe de Chicoutimi.

4. Le montant pour lequel la compagnie pourra émettre des obligations ou débetures ;

5. Le droit d'acheter, posséder, aliéner et louer des immeubles.

LAPOINTE & LANGLAIS,

Procureurs de la requérante.

Chicoutimi, 17 octobre 1912.

4359

law, subject to the bonds and other charges affecting the said railway, with the right to extend the branch line, running to the Chicoutimi Pulp Company's Mills, through the town of Chicoutimi to the Rivière du Moulin at or near its confluence with the Saguenay river ;

4. The amount for which the company may issue bonds or debentures ;

5. The right to purchase, hold, alienate and lease immoveables.

LAPOINTE & LANGLAIS,

Attorneys for petitioners.

Chicoutimi, 17th October, 1912.

4350

Avis Divers

Canada, }
Province de Québec, }
District d'Iberville, } *Cour Supérieure*
No 219.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour, contre son mari, par Dame Rose Alma Rhéaume, de la paroisse de St-Jean l'Evangéliste, district d'Iberville, et temporairement de Howick, dans le district de Beauharnois, épouse de Hilaire Cartier, du même lieu.

STANISLAS POULIN,

Avocat de la demanderesse.

St-Jean, 4 septembre 1912.

4319.

Province de Québec, district de Montréal, No 1608.—*Cour Supérieure*.—Dame Eugénie Fortier, épouse commune en biens de Joseph Ernest Boisvert, chapelier, des cité et district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs le dit Joseph Ernest Boisvert, Défendeur.—Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 14e jour d'octobre 1912.—Adélard Leduc, procureur de la demanderesse.—Montréal, 15 octobre 1912.

4301

Canada, }
Province de Québec, }
DISTRICT ELECTORAL DE MONTMORENCY,

Comptes des dépenses d'élection de M. Armand Lavergne, candidat conservateur à l'élection du 15 mai dernier.

Frais voyages de l'agent au Château Richer. \$2 00
Téléphone à l'officier-rapporteur..... 30
Un voyage à Sainte-Anne..... 75

\$3 05

Québec, 15 septembre 1912.

(Signé) PAUL DROUIN.

Agent d'élection.

Certifiée vraie copie,

H. DICK,

Officier-rapporteur.

Château Richer, 11 octobre 1912.

4307

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 142.

Dans l'affaire de Joseph Kandaleft, Montréal, Failli.

Avis est donné que j'ai préparé un premier et dernier bordereau de dividende, lequel sera payable à mon bureau, Chambre 415, édifice Dominion Express, 145, rue Saint-Jacques, Montréal, le ou après le quatrième jour de novembre 1912.

JOSEPH DESAUTELS,

Curateur.

Montréal, 19 octobre 1912.

4343

Miscellaneous Notices

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Iberville, } *Superior Court*
No. 219.

An action for separation as to property against her husband, has been this day, instituted by Dame Rose Alma Rhéaume, of the parish of St John the Evangelist, district of Iberville, and temporarily of Howick in the district of Beauharnois, wife of Hilaire Cartier, of the same place.

STANISLAS POULIN,

Attorney for plaintiff.

St. Johns, 4th September, 1912.

4320.

Province of Quebec, district of Montreal, No. 1608.—*Superior Court*.—Dame Eugénie Fortier, wife common as to property of Joseph Ernest Boisvert, hatter, of the city and district of Montreal, and duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ; vs the said Joseph Ernest Boisvert, Defendant.—An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 14th day of October, 1912.—Adélard Leduc, attorney for the plaintiff.—Montreal, 15th October, 1912.

4302

Canada, }
Province of Quebec, }
ELECTORAL DISTRICT OF MONTMORENCY.

Statement of the election expenses of Mr. Armand Lavergne, conservative candidate, at the election of the 15th May last.

Travelling expenses of agent at Chateau Richer \$2 00
Telephone to returning officer..... 30
A trip to Sainte Anne..... 75

\$3 05

Quebec, 15th September, 1913.

(Signed) PAUL DROUIN.

Election agent.

Certified true copy,

H. DICK,

Returning officer.

Chateau Richer, 11th October, 1912.

4308

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 142.

In the matter of Joseph Kandaleft, Montreal, Insolvent.

Notice is given that I have prepared a first and final dividend sheet which will be payable at my office, room 415, Dominion Express Building, 145, Saint James street, Montreal, on or after the fourth day of November, 1912.

JOSEPH DESAUTELS,

Curator.

Montreal, 19th October, 1912.

4344

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 128.

Dans l'affaire de J. R. Crochetière,

Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera payable à mon bureau le ou après le 5 novembre 1912.

Toute contestation de tel dividende devra être déposée entre mes mains avant la date ci-haut mentionnée.

C. A. SYLVESTRE,

Curateur.

54, rue Notre-Dame-Est, Montréal.
Montréal, 16 octobre 1912.

4317

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 112.

Dans l'affaire de Jean Marie Grothe, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire et sera payable au bureau du curateur le 5 novembre 1912.

Toute contestation du dit bordereau du dividende doit être produite devant moi, avant cette date.

C. A. SYLVESTRE,

Curateur.

54, Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 16 octobre 1912.

4315

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de "Bishop Construction Co., Limited", Montréal, P. Q., En liquidation.

Avis est par le présent donné que, ce jour, par ordre de la cour, les soussignés ont été nommés liquidateurs des biens de la dite compagnie en liquidation.

Les réclamations assermentées doivent être déposées au bureau des liquidateurs sous trente jours.

JOHN McD. HAINS,
DOUGLAS RAYMOND,

Liquidateurs conjoints.

412, Bâtisse Coristine,
Rue Saint-Nicholas.
Montréal, 16 octobre 1912.

4331

En Liquidation

Province de Québec, }
District de Beauharnois. }
Dans l'affaire de Compagnie de Navigation Châteauguay et Beauharnois, corporation ayant son principal bureau d'affaires à Châteauguay-Bassin, dans la paroisse de Saint-Joachim de Châteauguay, district de Beauharnois,

En liquidation ;

et

L. C. Tassé, notaire, de la ville de Beauharnois, dit district, Liquidateur.

Aux créanciers, contributaires actionnaires ou membres de la dite compagnie en liquidation.

Avis est, par le présent donné que, le treizième jour de septembre dernier 1912, j'ai été nommé liquidateur permanent dans l'affaire ci-dessus, par la cour supérieure, siégeant dans et pour le district de Beauharnois ;

En outre, je donne, par le présent avis, aux créanciers contributaires, actionnaires ou membres de la dite compagnie en liquidation, de produire leurs réclamations dûment acceptées, dans les trente jours qui suivront le vingt-quatrième jour d'octobre courant, 1912, entre mes mains, en mon bureau, sur la rue Ellice, en la dite ville de Beauharnois, conformément à une ordonnance de l'honorable juge

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 128.

In the matter of J. R. Crochetière,

Insolvent.

A first and final dividend has been prepared in this matter and will be payable at my office on or after the 5th of November, 1912.

Any contestation of said dividend must be deposited with me before the date mentioned above.

C. A. SYLVESTRE,

Curator.

54, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 16th October, 1912.

4318

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 112.

In the matter of Jean Marie Grothe, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in the above matter, and shall be payable at the office of the curator, on the fifth day of November, 1912.

Any objection to said dividend sheet must be filed with the undersigned curator before that date.

C. A. SYLVESTRE,

Curator.

54, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 16th October, 1912.

4316

UNDER THE WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
In the matter of "Bishop Construction Co., Limited", Montreal, P. Q., In liquidation.

Notice is hereby given that, on this day, by an order of the court, the undersigned were appointed joint liquidators of the property of the said company in liquidation.

Sworn claims must be filed within thirty days, at the office of the liquidators.

JOHN McD. HAINS,
DOUGLAS RAYMOND,

Joint curators.

412, Coristine Building,
Saint Nicholas street.
Montreal, 16th October, 1912.

4332

In Liquidation

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. }
In the matter of "La Compagnie de Navigation Châteauguay et Beauharnois, a corporation having its chief place of business at Châteauguay-Bassin, in the parish of Saint Joachim de Châteauguay, district of Beauharnois,

In liquidation ;

and

L. C. Tassé, notary, of the town of Beauharnois, said district, Liquidator.

To the creditors, contributories, shareholders or members of the said company in liquidation.

Notice is hereby given that, on the thirteenth day of September last, 1912, I was appointed permanent liquidator in the hereabove matter, by the superior court, sitting in and for the district of Beauharnois ;

Moreover, I hereby give notice to the creditors, contributories, shareholders or members of the said company in liquidation, to file their claims duly accepted within the thirty days following the twenty fourth day of October instant, 1912, with me, at my office, on Ellice street, in the said town of Beauharnois, in conformity with an order of the Honourable Judge Wilfrid Mercier, sitting in and

Wilfrid Mercier, siégeant dans et pour le district de Beauharnois (en chambre), le onzième jour d'octobre courant, 1912.

L. C. TASSÉ,
Liquidateur.
4337

Beauharnois, 16 octobre 1912.

Licitation

Province de Québec,
District de Montréal.
No 667.

W. P. Walker *et al*,

Demandeurs ;

vs

A. Wills *à-squal. et al.*

Défendeurs.

Avis est par le présent donné que, par, et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le quinzième jour d'octobre mil neuf cent douze, dans une cause où William Patrick Walker, des cité et district de Montréal, journaliste, Elizabeth Agnès Walker, du même lieu, fille majeure, Robert Fortune Walker, du même lieu, agent de moulins, Margaret Lydia Walker, épouse de Frederick William Brydon-Jack, de la cité de Vancouver, dans la province de la Colombie Anglaise, et le dit Frederick William Brydon-Jack, afin d'autoriser et assister sa dite épouse, sont demandeurs ; et Alexander Will, des cité et district de Montréal, en sa qualité de tuteur à John Fortune Walker, du même lieu, et James Burns Walker, des cité et district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'une certaine propriété immobilière, décrite comme suit, à savoir :

Cet emplacement situé sur l'Avenue Elm, dans la ville de Westmount, dans la paroisse de Montréal, dans la dite province, mesurant vingt-trois pieds six pouces (23-6") de largeur, étant toute la largeur de la maison sus-érigée, connue sous le numéro quatre cent cinquante-neuf (459) sur la dite Avenue Elm, mesurant du centre des murs mitoyens de chaque côté, sur cent un pieds deux pouces (101-2") de profondeur, le tout mesure anglaise, plus ou moins, le dit emplacement étant composé de :

La partie nord-ouest de la subdivision officielle numéro seize, de la subdivision officielle numéro un, du plan de subdivision du lot connu et désigné comme lot numéro trois cent et désigné comme lot numéro trois cent soixante et quatorze (pt. N. O. 374-1-16), sur le plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, dans la dite province, étant la partie du dit lot de subdivision numéro seize, situé au nord-ouest d'une ligne, huit pieds dix pouces, nord-ouest de la ligne de division des lots de subdivision quinze et seize de la dite subdivision numéro un, la dite ligne étant le centre du mur mitoyen entre les bâtisses érigées par Pierre Picotte, le ci-devant propriétaire de la dite propriété, et Madame Lebeau, la ci-devant propriétaire du résidu de la dite subdivision seize, et comprenant toute la profondeur de la dite Avenue Elm jusqu'en arrière du dit lot de subdivision ; borné en front par la susdite Avenue Elm, en arrière par la partie ci-après décrite de la subdivision officielle numéro deux du dit lot de cadastre numéro trois cent soixante et quatorze, d'un côté par le résidu du dit lot de subdivision numéro seize de la dite subdivision numéro un, la propriété de la dite Dame Lebeau ou représentants, et de l'autre côté par la partie du lot ci-dessus décrit.

La partie sud-est de la subdivision officielle numéro un du dit lot numéro trois cent soixante et quatorze (pt. N. O. 374-1-17), la dite partie mesurant environ sept pieds quatre

for the district of Beauharnois (in chambers), on the eleventh day of October instant, 1912.

L. C. TASSÉ,
Liquidator.
4338

Beauharnois, 16th October, 1912.

Licitation

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 667.

W. P. Walker *et al*,

Plaintiffs ;

vs

A. Wills *à-squal. et al.*

Defendants.

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, the fifteenth day of October, one thousand nine hundred and twelve, in a cause in which William Patrick Walker, of the city and district of Montreal, journalist, Elizabeth Agnès Walker, of the same place, spinster, of the full age of majority, Robert Fortune Walker, of the same place, mill agent ; Margaret Lydia Walker, wife of Frederick William Brydon-Jack, of the city of Vancouver, in the province of British Columbia, and the said Frederick William Brydon-Jack to authorize and assist his said wife, are plaintiffs, and Alexander Will, of the city of Montreal, said district, in his quality of tutor to John Fortune Walker, of the same place, and James Burns Walker, of Montreal, said district, are defendants, ordering the licitation of a certain immoveable property described as follows, to wit :

That certain emplacement situate on Elm Avenue, in the town of Westmount, in the parish of Montreal, in said province, measuring twenty three feet six inches (23 6") in width, being the whole width of the house thereon erected known as number four hundred and fifty nine (459) on said Elm Avenue measuring from the centre of the mitoyen walls on each side, by one hundred and one feet, two inches (101 2") in depth, all english measure and more or less, said emplacement being composed of :

The north westerly part of official subdivision number sixteen, of officials subdivision number one, of the subdivision plan of the lot known and designated as lot number three hundred and seventy four (N. W. pt. 374-1-16) on the official and in the book of reference of the parish of Montreal, in said province, being the part of said subdivision lot number sixteen, lying north west of a line eight feet ten inches north west from the division line of subdivision lots fifteen and sixteen of said subdivision number one, said line being the centre of the mitoyen wall between the buildings erected by Pierre Picotte, the former owner of the said property, and of Madame Lebeau, the former owner of the remainder of the said subdivision sixteen and comprising the whole depth from said Elm Avenue to the rear of said subdivision lot, and bounded in front by Elm Avenue aforesaid, in rear by the hereafter described part of official subdivision number two of said cadastral lot number three hundred and seventy four, on one side by the remainder of said subdivision lot number sixteen of said subdivision number one, the property of said Madame Lebeau or representatives, and on the other side by the part of lot next described.

The south easterly part of official subdivision number one of said lot number three hundred and seventy four (N. W. pt. 374-1-17), said part measuring about seven feet four

pouces (7-4") de largeur sur toute la profondeur depuis la dite Avenue Elm jusqu'en arrière de la dite subdivision; borné en arrière par le lot ci-après décrit, division officielle numéro dix-huit de la dite subdivision numéro deux, d'un côté par le lot ci-dessus en premier lieu décrit, et de l'autre côté par le résidu de la dite subdivision numéro dix-sept de la dite subdivision numéro un, étant la partie de la dite subdivision située nord-ouest d'une ligne huit pieds dix pouces (8-10") nord-ouest de la ligne de division des lots de subdivision seize et dix-sept de la dite subdivision numéro deux, la dite ligne étant la ligne centrale du dit mur mitoyen entre les dites bâtisses érigées par le dit Pierre Picotte et la dite Dame Lebeau, et contenant toute la profondeur de la dite subdivision numéro deux; borné en arrière par une ruelle connue comme subdivision numéro trente-cinq du numéro de la subdivision numéro trois du dit lot numéro trois cent soixante et quatorze, à l'autre bout par le lot en premier lieu décrit, d'un côté par le résidu du dit lot de subdivision numéro dix-sept de la dite subdivision numéro deux, la propriété de Dame Lebeau ou représentants, et de l'autre côté par le lot ci-dessus décrit.

La partie nord-ouest de la dite subdivision numéro dix-sept de la dite subdivision numéro deux du dit lot trois cent soixante et quatorze (pt. N. O. 374-2-17).

La partie sud-est de la subdivision officielle numéro dix-huit de la dite subdivision numéro deux du dit lot numéro trois cent soixante et quatorze (pt. S. E. 344-2-18), la dite partie mesurant environ sept pieds quatre pouces (7-4") de largeur sur toute la profondeur de la dite subdivision; borné en arrière par la dite ruelle et à l'autre bout par le lot en deuxième lieu décrit, d'un côté par le lot en troisième lieu décrit et de l'autre côté par le résidu de la dite subdivision numéro dix-huit.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGTIÈME jour de NOVEMBRE 1912, à DIX heures et DEMIE du matin, cour tenante, dans la salle No 31, du palais de justice, dans la cité de Montréal; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charger ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après "adjudication"; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, 15 octobre 1912.

CHARLES M. HOLT,
Procureur des demandeurs.

Montréal, 15 octobre 1912. 4346
[Première publication, 19 octobre 1912].

Résolution

AVIS PUBLIC.

—
PROVINCE DE QUÉBEC.

—
Municipalité du comté de Temiscaming.

—
Avis public est par les présentes donné par moi, Jules Maillard, secrétaire trésorier, que le conseil de cette municipalité, à la séance du 12 juin der-

inches (7-4") in width by the whole depth from said Elm Avenue to the rear of said subdivision, and bounded in rear by the hereinafter described lot official division number eighteen of said subdivision number two, on one side by the hereinabove first described lot; and on the other side by the remainder of said subdivision number seventeen of said subdivision number one; being the part of said subdivision lying north west of a line eight feet ten inches (8 10") north west from the division line of subdivision lots numbers sixteen and seventeen of said subdivision number two, said line being the centre line of the said mitoyen wall between the said buildings erected by said Pierre Picotte and Madame Lebeau, and containing the whole depth of said subdivision number two, and bounded in rear by a lane known as subdivision number thirty five of subdivision number three of said lot number three hundred and seventy four, at the other end by the lot first above described, on one side by the remainder of said subdivision lot number seventeen of said subdivision number two, the property of Mde Lebeau or representatives, and on the other side by the lot next described.

The north westerly part of said subdivision number seventeen of said subdivision number two of said lot three hundred and seventy four (N. W. pt. 374-2-17).

The south easterly part of official subdivision number eighteen of said subdivision number two of said lot number three hundred and seventy four (S. E. pt. 374-2-18), said portion measuring about seven feet four inches (7-4") in width by the whole depth of said subdivision, and bounded in rear by the said lane at the other end by the lot herein secondly described on one side by the lot herein thirdly described, and on the other side by the remaining portion of said subdivision number eighteen.

The immoveable above designed will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder the TWENTIETH day of NOVEMBER, 1912, at HALF past TEN of the clock, in the forenoon, sitting the court, in room No. 31, of the Court House, of the city of Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the protonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the protonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montréal, 15th October, 1912.

CHARLES M. HOLT,
Attorney for Plaintiffs.

Montreal, 15th October, 1912. 4346
[First published, 19th October, 1912].

Resolution

PUBLIC NOTICE.

—
PROVINCE OF QUEBEC.

—
Municipality of the county of Temiscaming.

—
Public notice is hereby given by me, Jules Maillard, secretary treasurer, that the council of the said municipality, at the meeting of the 12th June

nier (1912), a passé certaines résolutions concernant le changement de noms de certaines municipalités et que les dites résolutions ont été approuvées par Son Honneur le lieutenant gouverneur en conseil en date du 3 octobre 1912, savoir :

Résolution érigeant en municipalité de paroisse, sous le nom de "Municipalité de la paroisse de Notre-Dame de Lourdes de Lorrainville" tout ce territoire situé dans les cantons Duhamel et Laverlochère, érigé civilement en paroisse sous le nom de "Paroisse Saint-Edouard de Lourdes de Lorrainville".

Résolution érigeant en municipalité de paroisse, sous le nom de "Municipalité de la paroisse de Saint Bruno de Guigues", tout ce territoire situé dans les cantons Guigues et Duhamel, érigé civilement en paroisse, sous le nom de "Paroisse Saint-Bruno de Guigues".

Résolution érigeant en municipalité de paroisse, sous le nom de "Municipalité de la paroisse de Saint Isidore", tout ce territoire situé dans les cantons Duhamel, Guigues, Laverlochère et Baby, érigé civilement en paroisse, sous le nom de "Paroisse Saint-Isidore".

Résolution érigeant en municipalité de paroisse, sous le nom de "Municipalité de la paroisse de Saint Placide", tout ce territoire situé dans les cantons Duhamel, Laverlochère et Fabre, érigé civilement en paroisse, sous le nom de "Paroisse Saint-Placide".

Résolution érigeant en municipalité de paroisse sous le nom de "Municipalité de la paroisse de Saint-Edouard de Fabre" territoire situé dans les cantons Fabre et Mazenod, érigé civilement en paroisse sous le nom de "Paroisse de Saint-Edouard de Fabre".

Résolution détachant la partie est des cantons unis de Laverlochère et Baby et l'érigeant en municipalité distincte sous le nom de "Municipalité de la partie Est des Cantons Unis de Laverlochère et Baby".

Résolution détachant la partie est de la municipalité du canton Guigues et l'annexant à la municipalité de la paroisse de Saint-Bruno de Guigues.

Résolution détachant de la municipalité de Duhamel ouest, la partie nord du canton Duhamel et l'annexant à la municipalité de la paroisse Saint-Bruno de Guigues ; par la même résolution détachant de la municipalité de Duhamel est, la partie sud du canton Duhamel, comprenant les lots depuis le No 1 jusqu'au No 13 inclusivement, qui ne sont point dans la paroisse de Notre-Dame de Lourdes de Lorrainville et l'annexant à la municipalité de Duhamel ouest.

Résolution détachant la partie nord du canton Guigues qui n'est pas comprise dans la paroisse civile de Saint-Bruno de Guigues, de la municipalité du canton de Guigues et l'annexant à la municipalité du canton de Médelec.

Donné à Ville-Marie, ce 12 octobre 1912.

J. MAILLARD,

4365

Secrétaire-trésorier.

Avis du Gouvernement

Attendu que la loi des cités et villes, décrète entre autres choses que le lieutenant-gouverneur en conseil peut émettre des lettres patentes pour ériger des municipalités de cité ou de ville, ou pour accorder une charte nouvelle à toute municipalité de cité ou de ville existante après l'accomplissement des formalités exigées à cet effet.

Et attendu que le conseil de la municipalité ci-dessous décrite nous a présenté une requête déclarant, conformément à une résolution du dit conseil en date du 1er août 1912, régulièrement adoptée,

last, 1912, passed certain resolution respecting the change of names of certain municipalities and that the said resolutions have been approved by His Honour the Lieutenant Governor in Council, dated the 3rd October, 1912, to wit:

Resolution erecting into a parish municipality under the name of "Municipality of the Parish of Notre Dame de Lourdes de Lorrainville", all that certain territory situate in the townships Duhamel and Laverlochère, civilly erected into a parish under the name of "Notre Dame de Lourdes de Lorrainville".

Resolution erecting into a parish municipality, under the name of "Municipality of the parish of Saint Bruno de Guigues", all that certain territory situate in the township Guigues and Duhamel civilly erected into a parish under the name of "Parish of Saint Bruno de Guigues".

Resolution erecting into a parish municipality under the name of "Municipality of the Parish of Saint Isidore", all that certain territory situate in the townships Duhamel, Guigues, Laverlochère and Baby civilly erected into a parish under the name of "Parish of Saint Isidore".

Resolution erecting into a parish municipality under the name of "Municipality of the Parish of Saint Placide", all that certain territory situate in the townships Duhamel, Laverlochère and Fabre civilly erected into a parish under the name of "Parish of Saint Placide".

Resolution erecting into a parish municipality under the name of "Municipality of the Parish of Saint Edouard de Fabre", all that certain territory situate in the townships Fabre and Mazenod civilly erected into a parish under the name of "Parish of Saint Edouard de Fabre".

Resolution detaching the east portion of the united townships of Laverlochère and Baby, and erecting it into a separate municipality under the name of "Municipality of the eastern part of the united townships of Laverlochère and Baby".

Resolution detaching the east portion of the municipality of the township Guigues and annexing it to the municipality of the parish of Saint Bruno de Guigues.

Resolution detaching from the municipality of Duhamel west, the north part of the township Duhamel, and annexing it to the municipality of the parish of Saint Bruno de Guigues ; by the same resolution detaching from the municipality of Duhamel east, the south part of township Duhamel, comprising the lots from No. 1 to No. 13 inclusively, which are not in the parish of Notre-Dame de Lourdes de Lorrainville and annexing it to the municipality of Duhamel west.

Resolution detaching the north part of the township Guigues, which is not comprised in the civil parish of Saint-Bruno de Guigues, from the municipality of the township of Guigues, and annexing it to the municipality of the township of Médelec.

Given at Ville Marie, this 12th October, 1912.

J. MAILLARD,

4366

Secretary treasurer.

Government Notice

Whereas the Cities and Town's Act, enacts, amongst other things, that the Lieutenant Governor in Council may, by letters patent, erect city or town municipalities, or grant a new charter to any existing city or town municipality, after the accomplishment of the formalities required for such purpose ;

And whereas the council of the municipality hereinafter described has presented to us a petition declaring, conformably to a resolution of the said council dated 1st August, 1912, regularly passed,

qu'il fait abandon de la charte de la dite municipalité, et demandant d'être constituée en municipalité de ville par nos lettres patentes, conformément aux dispositions de la loi des cités et villes.

Et attendu que la dite requête contient toutes les énonciations requises par la loi des cités et villes, et que les formalités prescrites par icelles ont été remplies ;

A CES CAUSES, de l'avis du conseil exécutif de Notre dite province, et vu l'abandon de la charte qui régit la municipalité actuellement connue sous le nom de la ville de Drummondville.

Nous avons érigé et par les présentes érigeons la dite municipalité en municipalité de ville conformément aux dispositions de la loi des cités et villes.

La population de la municipalité érigée en ville est de 2052 âmes ;

Le nom de la dite municipalité est la " Corporation de la ville de Drummondville " ;

Les limites de la dite municipalité sont comme suit, savoir :

La dite municipalité sera bornée au nord-ouest par les cantons de Grantham et de Wendover ; au nord-est par les cantons de Wendover et de Simpson ; au sud-est par les cantons de Simpson et de Wickham ; au sud-ouest par le canton de Grantham, et comprendra les lots Nos 1 à 185 inclusivement, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier nord de la ville de Drummondville ; les lots Nos 1 à 609 inclusivement, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier est de la ville de Drummondville ; les lots Nos 1 à 70 inclusivement aux plan et livre de renvoi officiels du quartier ouest de la ville de Drummondville ; les lots Nos 1 à 263 inclusivement, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier sud de la ville de Drummondville.

La municipalité sera divisée en quatre quartiers qui seront connus de quartier Nord, quartier Est, quartier Ouest et quartier Sud, lesquels quartiers seront les mêmes que ceux actuellement existant dans les limites de la corporation de la ville de Drummondville actuelle.

Les dits quartiers seront bornés comme suit, savoir :

Le quartier Nord sera borné au nord-ouest par le canton de Wendover ; au nord-est par les cantons de Wendover et de Simpson ; au sud-est par le canton de Simpson ; au sud-ouest par la rivière Saint-François ;

Le quartier Est sera borné au nord-ouest par le quartier Sud et Ouest ; au nord-est par la rivière Saint-François ; au sud-est par le canton de Wickham ; au sud-ouest par le canton de Grantham ;

Le quartier Ouest sera borné au nord-ouest par le canton de Grantham ; au nord-est par la rivière Saint-François ; au sud-est par le quartier Est ; au sud-ouest par le quartier Sud ;

Le quartier Sud sera borné au nord-ouest par le canton de Grantham ; au nord-est par le quartier Ouest ; au sud-est par le quartier Est ; au sud-ouest par le canton de Grantham ;

Le quartier Nord comprendra les lots Nos 1 à 185 inclusivement, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier nord de la ville de Drummondville, actuelle ;

Le quartier Est comprendra les lots Nos 1 à 609 inclusivement, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier est de la ville de Drummondville actuelle ;

Le quartier Ouest comprendra les lots Nos 1 à 70 inclusivement, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier ouest de la ville de Drummondville actuelle ;

Le quartier Sud comprendra les lots Nos 1 à 263, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier sud de la ville de Drummondville actuelle ;

that it abandons the special charter of the said municipality and asking to be erected into a town municipality, by Our Letters Patent, pursuant to the provisions of the Cities and Towns' Act ;

And whereas the said petition contains all the averments required by the Cities and Towns' Act, and the formalities laid down therein have been fulfilled ;

NOW KNOW YE, that with the advice of the Executive Council of Our said province, and seeing the abandonment of the special charter actually governing the municipality now known by the name of the Town of Drummondville ;

We have erected, and do hereby erect the said municipality into a town municipality pursuant to the provisions of the Cities and Towns' Act.

The population of the municipality erected into a town is 2052 souls ;

The name of the said municipality is the " Corporation of the Town of Drummondville ".

The boundaries of the said municipality are as follows :

The said municipality shall be bounded on the north west by the townships of Grantham and of Wendover, on the north east by the townships of Wendover and of Simpson, on the south east by the townships of Simpson and of Hickham, on the south west by the township of Grantham, and shall comprise the lots Nos. 1 to 185 inclusively, on the official plan and book of reference of the north ward of the town of Drummondville ; the lots Nos. 1 to 609 inclusively, on the official plan and book of reference of the east ward of the town of Drummondville ; the lots Nos. 1 to 70 inclusively, on the official plan and book of reference of the west ward of the town of Drummondville ; the lots Nos. 1 to 263 inclusively on the official plan and book of reference of the south ward of the town of Drummondville ;

The municipality shall be divided into four wards to be known as the north ward, east ward, west ward and south ward, which wards shall be the same as those now existing within the limits of the corporation of the actual town of Drummondville.

The said wards shall be bounded as follows, to wit :

The north ward shall be bounded on the north west by the township of Wendover, on the north east by the townships of Wendover and of Simpson ; on the south east by the township of Simpson, on the south west by the Saint Francis river ;

The east ward shall be bounded on the north west by the south and west wards, on the north east by the Saint Francis river, on the south east by the township of Wickham, on the south west by the township of Grantham ;

The west ward shall be bounded on the north east by the township of Grantham, on the north east by the Saint Francis river, on the south east by the east ward, on the south west by the south ward ;

The south ward shall be bounded on the north west by the township of Grantham, on the north east by the west ward, on the south east by the east ward, on the south west by the township of Grantham ;

The north ward shall comprise the lots Nos. 1 to 185 inclusively, on the official plan and book of reference of the north ward of the actual town of Drummondville ;

The east ward shall comprise the lots Nos. 1 to 609 inclusively, on the official plan and book of reference of the east ward of the actual town of Drummondville ;

The west ward shall comprise the lots Nos. 1 to 70 inclusively, on the official plan and book of reference of the west ward of the actual town of Drummondville ;

The south ward shall comprise the lots Nos. 1 to 263, on the official plan and book of reference of the south ward of the actual town of Drummondville ;

1555

La présentation des candidats, à la première élection générale du maire et des échevins de la dite municipalité aura lieu le 25 octobre 1912, et la votation aura lieu le 4 novembre 1912.

L'officier-rapporteur de cette première élection sera M. Alonzo Rocheleau, marchand, de la ville de Drummondville.

La première séance générale du conseil de la dite municipalité aura lieu à la salle Robillard.

Le conseil de la dite municipalité sera composé d'un maire et de huit conseillers.

Il y aura deux échevins élus pour chacun des quatre quartiers décrits et mentionnés.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable sir FRANÇOIS LANGEЛИER, chevalier, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite province de Québec, ce SEIZIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent douze, et dans la troisième année de Notre règne.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

4363

Sous-secrétaire de la province.

The nomination of candidates, at the first general election of the mayor and aldermen of the said municipality shall take place on the 25th October, 1912, and the voting shall take place on the 4th November, 1912.

The returning officer of this first election shall be Mr. Alonzo Rocheleau, merchant, of the town of Drummondville.

The first general meeting of the council of the said municipality shall take place in the Robillard Hall.

The council of the said municipality shall be composed of a mayor and eight aldermen.

There shall be two aldermen elected for each of the four wards above described and mentioned.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGE-LIER, Knight, Lieutenant Governor of Our province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SIXTEENTH day of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and twelve, and in the third year of Our Reign.

By order,

C. J. SIMARD,

4364

Deputy Provincial Secretary.

Index de la Gazette Officielle de Québec No 42

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Arsenault vs Loiselee.....	2130
" Auclair vs Bélisle.....	2131
" Boucher vs Clontier.....	2130
" Bradley vs Giroux.....	2132
" Burt vs Blondin.....	2130
" Dallaire vs Lachance.....	2131
" Fortier vs Boisvert.....	2149
" Hébert vs Duchesneau.....	2131

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc, 2087.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ :— Ezro Mutual Aid Society of Montreal, 2100.

AVIS :—Corporation de la ville de Drummondville, 2153 ; Marlinton Cemetery Coy, 2132.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 2112 ; Conseil législatif, 2110.

BILLS PRIVÉS, Parlement Fédéral :—Chambre des Communes, 2009 ; Sénat, 2101

COMPAGNIES LICENCIÉES :—Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse Saint-David, 2100 ; Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-François, Beauce, 2100.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 42.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

" LeBaron vs LeBaron.....	2131
" Martel vs Fortin.....	2130
" Rhéaume vs Cartier.....	2149
" Roberge vs Hébert.....	2131
" Roberge vs Prenovost.....	2131
" Robyns vs Gillet.....	2132
" Yared vs Yared.....	2131

ADVERTISEMAN :—Notice to :—Respecting notices, etc, 2087.

ASSOCIATION INSURANCE OR SOCIETY :— Ezro Mutual Aid Society of Montreal, 2100.

NOTICE :—Corporation of the town of Drummondville, 2143 ; Marlinton Cemetery Coy, 2064.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 2112 ; Legislative Council, 2110.

PRIVATE BILLS, Federal Parliament :—House of Commons, 2109 ; Senate, 2101.

LICENCED COMPANIES :— Mutual Fire Insurance Company of the parish of Saint David, 2100 ; Mutual Fire Insurance Company of the parish of Saint Francis, Beauce, 2000.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE : —

Administrateurs de l'Université Laval—Admi- trators of Laval University.....	2124
Alma & Jonquière Railway Coy.....	2143
Annexer municipalité Ville Emard—To an- nex municipality of Ville Emard.....	2123
Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal.....	2114
Bureau des Commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec—Board of School Commissioners Roman Catholic of the city of Québec.....	2116
Bureau des Commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke—Board of roman catholic school commissioners of the city of Sherbrooke.....	2143
Calumet & Northern Railway Coy.....	2123
Cie chemin de fer Roberval & Saguenay— Roberval & Saguenay Railway Coy.....	2148
Cie d'assurance contre le feu Laurentide.....	2115
Cité de—City of Hull.....	2121
Cité de—City of Lachine.....	2122
Cité de—City of Montréal.....	2119
Cité de—City of Québec.....	2120
Cité de—City of Sherbrooke.....	2145
Commissaires d'écoles de la cité de West- mount—School commissioners of the city of Westmount.....	2116
Commissaires d'écoles de la municipalité de la cité de Lachine—School commissioners of the municipality of the city of Lachine.....	2144
Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital-Général de Montréal.....	2115
Compagnie du Cimetière Saint-Charles.....	2147
Compagnie Hydraulique Stadacona.....	2119
Corporation de la ville—of the town of Beau- harnois.....	2117
Corporation de la ville de—of the town of Magog.....	2114
Corporation du—of the village of Sault-au- Récotlet.....	2117
DeLisle, Chs. Alex. & J. N. Stuart Leslie et al.....	2125
Delisle, Chs. Alex. es-ql, et al.....	2126
Desbarats, Wm. A.....	2118
Dominion Trust Coy.....	2125
Doyer, George.....	2120
Evans, Frederick W.....	1999
Feiczewicz, Louis et al.....	2127
Gauthier, Ls Edgar.....	2124
Hebrew Free Loan Association.....	2117

DÉPUTÉ ÉLU : — M. Jos. L. Perron, district élec-
toral de Verchères, 2087.

ELECTION, état des dépenses : — M. Armand La-
vergue, district électoral de Montmagny, 2149.

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Bergeron.....	2133
Clouthier.....	2132
Crochetière.....	2150
Grothé.....	2150
Kendaleft.....	2149
Lippens.....	2133

LETTERS PATENTES :—

Boulevard Annex, incorporated.....	2106
Eastern Township Realty Coy.....	2104
Guay, H. H., ltée.....	2104
La Cie des marchands de bois de Québec.....	2099
La Cie manufacturière d'Hébertville station..	2098
La Cie de Prêts Immobiliers de Victoriaville.	2108
L'Industrie de Bécancourt.....	2142
La Société de Prêts de Mégantic, ltée.....	2104
North Shore Realty Coy, Ltd.....	2101

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE : —

Les Commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de la ville de la Lougue Pointe —The school commissioners of the school municipality of the town of Lougue Pointe.....	2148
Les exécuteurs testamentaires et légataires de feu P. E. Paquette—The testamentary executors and legatees of the late P. E. Paquette.....	2248
Les grevé de substitution et curateur de feu Colin Campbell—Institute and curator of late Colin Campbell.....	2116
Les Servites de Marie.....	2128
Little Nation River Railway Coy.....	2127
Model City.....	2128
Municipalité du village de—Municipality of the village of Sainaberry.....	2146
National Hydro-Electric Coy, Ltd.....	2118
Nelson, Dame C. S. et al.....	2144
Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal.....	2122
Quebec & North Eastern Railway.....	2118
Ross Realty Coy, Ltd.....	2123
Strang.....	2144
Syndicat de la paroisse de—Trustees of the parish of Saint-Bruno.....	2130
The Bishop's College School Association.....	2129
The Brethren Church of the Province of Quebec.....	2144
The Canadian Trust Coy.....	2127
The Girls' Cottage Industrial School.....	2124
The Donnacona Paper Coy, Ltd.....	2116
The Huntingdon & Hemingford Railway Coy.....	2114
The Montreal Firemen's Benefit Association of Montreal.....	2149
The Montreal Foundling and Baby Hospital.....	2123
The Saraguay Electric & Water Coy.....	2145
Turcotte, Alphonse et al.....	2120
Village de—of Norway Bay.....	2116
Ville de—Town of Chateauguay.....	2117
Ville de—Town of Grand'Mère.....	2127
Ville de—The Town of Maisonneuve—amen- der charte—to amend charter—.....	1220
Ville de la—Town of Pointe-aux-Trembles..	2127
Ville de—Town of Saint-Lambert.....	2128
Ville de—Town of Saint-Laurent.....	2124
Ville de—Town of Verdun.....	2126
Ville—Town Lasalle.....	2125
Ville—Town Laval des Rapides.....	2124
Ville—Town Longueuil.....	2129

MEMBER ELECTED : — M. Jos. L. Perron, Elec-
toral district of Verchères, 2087.

ELECTION, statement of costs :—M. Armand La-
vergne, electoral district of Montmagny, 2149.

FAILLIS —INSOLVENTS

Potvin & Pérodeau.....	2133
Précourt.....	2133
Rochon.....	2132
Spenard & Fils.....	2133
The Cash Exchange.....	2133
Thibault.....	2132

LETTERS PATENTS :—

Saguenay Coal and Lumber Coy.....	2094
Starland Theatres, incorporated.....	2092
Southern Counties Realty Coy, incorporated.	2091
Sawyer, Edmond, ltée.....	2102
Summerlea Land Coy.....	2108
The Canada Copper Coy, Ltd.....	2106
The Grenville Lumber Coy, Ltd.....	2096
The Quebec county Realty Coy.....	2103

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—Côte Saint Luc Land Improvement Coy Ltd, 2103 ; La Cie Industrielle & Commerciale Ltée de East Broughton, 2103.

LIQUIDATION : — Bishop Construction Coy, Ltd, 2070 ; La Cie de navigation de Châteauguay et Beauharnois, 2150.

NOM CHANGÉ :—Municipalité de ville en celui de municipalité de la cité de Saint-Hyacinthe, 2100.

NOMINATIONS : —

Juges de paix :—Arthabaska, 2142 ; Chicoutimi, 2124 ; Montréal, 2142 ; Trois-Rivières, 2087.

Nomination par procuration :—J. G. White & Coy, 2100.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :—Par Jos. Nap. Médard Préville, 2109 ; F. E. McKenna, 2103.

NOTAIRES, MINUTES DE, TRANSFÉRÉES :—En faveur de Jos. Alb. Poupart, 2143.

PROCLAMATIONS :—Convocation des Chambres pour la dépêche des affaires, 2090 ; Jour d'actions de Grâces, 2089 ; Jour d'actions de Grâces, 2090 ; Village de Saint-Flavien, 2088.

RÉSOLUTION : — Conseil municipal du comté de Témiscaming, 2152.

VENTE DE FAILLITE :—Desautels, 2134.

VENTES PAR LICITATION : — Côté (Dme) et vir vs Côté et al, 2135 ; Levesque et al vs Dme Levesque et vir, 2134 ; Walker et al vs Wills et al esql, 2161.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

ARTHABASKA : — Carrette vs Maure, 2136 ; Silver Spring Brewery vs Guilmette, 2136.

BEAUCÉ :—Cahill (Dme) et vir vs Wilson, 2137 ; Genest vs Rodrigue, 2137 ; Groleau vs Faucher, 2000 ; Morris et al vs Veilleux, 2137.

JOLIETTE :—Bellerose vs Beaudry, 2138.

MONTREAL :—Investment Realities, Ltd vs Hudson, 2039 ; Investment Realities, Ltd vs Trotter, 2138 ; Lachance vs Legault, 2139 ; Robert vs Boisjoly, 2139 ; Séguin vs Prévost, 2138 ; The Municipal Homes and Investment Corporation Ltd vs Tremblay, 2140.

SAINT-FRANÇOIS : — Crouse vs Therrien, 2000 ; Jutras (Dme) vs Cardinal, 2140.

SAINT-HYACINTHE : — Girouard vs Berthelet, 2141.

TROIS RIVIÈRES : — Marcotte vs Bousseau, 2141.

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—Côte Saint Luc Land Improvement Coy Ltd, 2103 ; La Cie Industrielle et Commerciale Ltée de East Broughton, 2103.

LIQUIDATION : — Bishop Construction Coy, Ltd, 2070 ; La Cie de navigation Châteauguay et Beauharnois, 2150.

NAME CHANGED :—Town Municipality in that of municipality of the city of Saint Hyacinth, 2100.

APPOINTMENTS :—

Justice of the peace :—Arthabaska, 2142 ; Chicoutimi, 2142 ; Montréal, 2143 ; Trois-Rivières, 2087.

Appointment of a new power of attorney :—J. G. White & Coy, 2100.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER : — By Jos. Nap. Médard Préville, 2109 ; F. E. McKenna, 2103.

NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED : — In favor of Jos. Alb. Poupart, 2143.

PROCLAMATIONS : — Parliament convoked for despatch of business, 2090 ; Thanks giving Day, 2089 ; Thanks giving Day, 2090 ; Village of Saint Flavien, 2088.

RESOLUTION : — Municipal council of the county of Témiscaming, 2152.

INSOLVENT SALE :—Desautels, 2134.

SALES BY LICITATION : — Côté (Dme) et vir vs Côté et al, 2135 ; Levesque et al vs Dme Levesque et vir, 2134 ; Walker et al vs Wills et al esql, 2161.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA : — Carrette vs Maure, 2136 ; Silver Spring Brewery vs Guilmette, 2136.

BEAUCÉ :—Cahill (Dme) et vir vs Wilson, 2137 ; Genest vs Rodrigue, 2137 ; Groleau vs Faucher, 2000.

JOLIETTE :—Bellerose vs Beaudry, 2138.

MONTREAL :—Investment Realities, Ltd vs Hudson, 2139 ; Investment Realities, Ltd vs Trotter, 2138 ; Lachance vs Legault, 2130 ; Robert vs Boisjoly, 2139 ; Séguin vs Prévost, 2138 ; The Municipal Homes and Investment Corporation Ltd vs Tremblay, 2140.

SAINT FRANCIS :—Crouse vs Therrien, 2000 ; Jutras (Dme) vs Cardinal, 2140.

SAINT HYACINTH :—Girouard vs Berthelet, 2141.

THREE RIVERS : — Marcotte vs Bousseau, 2141.

OK
APR 15 1913

21 OCT 1912